

LE RÔLE FISCAL DU BANQUIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

Robert PARRA

Diplômé de l'École des Sciences Politiques

Président : M. Achille MESTRE, Professeur.

Suffragants { M. J. BARTHÉLEMY, Professeur.
M. LAFERRIÈRE, Professeur.

IMPRIMERIES
LES PRESSES MODERNES
Palais - Royal
PARIS

—
1937

A la mémoire de mon père.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546312_0027

LE ROLE FISCAL DU BANQUIER

LE RÔLE FISCAL DU BANQUIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

Robert PARRA

Diplômé de l'École des Sciences Politiques

Président : M. Achille MESTRE, Professeur.

Suffragants { M. J. BARTHÉLEMY, Professeur.
M. LAFERRIÈRE, Professeur.

IMPRIMERIES
LES PRESSES MODERNES
Palais - Royal
PARIS

—
1937

**La Faculté n'entend donner
aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**



AVANT-PROPOS

Définissant l'esprit et le but du commerce de banque, Courcelle-Seneuil, dans son livre remarquable « Les opérations de banque » (1), montre le rôle régulateur joué dans le monde commercial et industriel par les banquiers sur le prix des monnaies et des métaux précieux, le rôle d'intermédiaires entre le capital qui cherche un placement, et le travail qui a besoin de capitaux; le rôle, enfin, de caissiers compensateurs par le transfert et l'échange des divers instruments de paiement, complémentaires de la monnaie.

Or, depuis 1852, date à laquelle fut écrit cet ouvrage, la vie économique s'est profondément modifiée: elle a subi le bouleversement résultant de la guerre mondiale et en est restée profondément affectée. Le temps semble de plus en plus s'éloigner où la situation « normale d'avant guerre », selon l'expression de M. André Liesse, sera retrouvée. Triste considération, pour un esprit libéral!... Le début du XX^e siècle a été, en effet, marqué par l'accroissement formidable des besoins de l'Etat moderne. A mesure que les trésoreries d'Etat se trouvaient dans des situations plus difficiles, le législateur était amené à mettre de plus en plus

(1) 13^e éd. revue et mise à jour par A. LIESSE, 1929, p. 69.

à contribution les commerces et les entreprises susceptibles de lui procurer des ressources. Cette mise à contribution s'est traduite non seulement par l'augmentation des impositions à la charge de ces entreprises, mais aussi par la tendance à faire d'elles de véritables auxiliaires du Fisc.

Parmi celles-ci, la Banque se signale comme une des plus affectées par cette évolution; le commerce de banque revêt aujourd'hui, à côté de ses caractères traditionnels, un caractère nouveau. Le banquier n'est plus seulement un commerçant; il est devenu un collaborateur du Fisc important.

*
* *

C'est ce rôle fiscal que nous nous proposons d'examiner. Pour cela deux méthodes d'exposition s'offraient à nous. Nous pouvions étudier le rôle fiscal du banquier à propos des diverses opérations qui font partie de son activité; ou bien passer en revue les divers impôts pour lesquels le banquier est tenu d'apporter au Fisc sa collaboration. C'est cette dernière méthode que nous avons jugé préférable: en plus de sa grande simplicité, elle permet d'éviter une classification toujours très artificielle les diverses opérations bancaires; elle a, en outre, l'avantage, les opérations de banque supportant souvent des impôts similaires, de ne pas nous exposer à des redites.

CHAPITRE I

Les impôts sur les valeurs mobilières

Trois grands impôts frappent les valeurs mobilières françaises :

- l'impôt du timbre;
- l'impôt de transmission;
- l'impôt sur le revenu.

Quant aux valeurs mobilières étrangères, elles peuvent être soumises aux mêmes impositions, lorsque les collectivités émettrices ont souscrit au régime de l'abonnement. Il est donc nécessaire pour ces dernières de distinguer les valeurs abonnées des valeurs non abonnées.

Cette distinction nous a amenés à séparer l'étude des impositions des valeurs mobilières françaises, de celle des valeurs mobilières étrangères, quitte à faire, lorsque cela nous a paru utile, un renvoi pour assurer une bonne liaison entre ces parties.

Le premier de ces impôts, l'impôt du timbre, doit être acquitté par les sociétés émettrices; les deux autres, l'impôt

de transmission et l'impôt sur le revenu, sont à la charge du porteur de titres.

Nous verrons dans quelles circonstances le banquier est appelé à en être le collecteur.

Enfin nous avons cru bon, à la fin de l'étude de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises, de parler du régime de la suppression du prélèvement de 10 % sur les rentes et valeurs du Trésor, régime si curieux et peut-être si révélateur des intentions cachées du législateur, quoiqu'il soit aujourd'hui aboli.

A. — Impôt sur les valeurs mobilières françaises

§ I. Impôt du timbre.

L'impôt du timbre se paie selon deux modalités, au choix des sociétés: soit au comptant, soit par abonnement. Dans l'un et l'autre cas, le Banquier est intéressé à la connaissance de cette législation.

Si son entreprise est spécifiquement une banque d'affaires, la chose est évidente; si c'est une banque de dépôts, elle sera amenée à constituer des sociétés ou à participer à la création de sociétés: la différence entre banques d'affaires et banques de dépôts est, en effet, toute théorique aujourd'hui; elle ne signifie plus en pratique qu'une orientation plus poussée dans un sens déterminé, les banques faisant indistinctement des opérations de l'une et de l'autre catégorie. Le banquier supporte alors en fait le poids de l'impôt du timbre; il ne fait pas figure de collecteur d'impôt.

Mais le banquier pourra être chargé d'assurer le service financier de sociétés à la constitution desquelles il n'a pas participé. Là apparaît son rôle de collecteur d'impôt: la collectivité émettrice aura un ou plusieurs comptes dans

son établissement; le banquier sera notamment appelé à effectuer, par prélèvement sur ces comptes, le paiement à l'Administration de l'abonnement au droit de timbre.

Enfin, l'article 5 du Code des Valeurs Mobilières prévoit que « l'agent de change ou le courtier qui a concouru à la cession ou au transfert d'un titre ou certificat d'action non timbré est passible d'une amende de 10 % du montant de l'action » (1). Ce texte s'applique certainement au banquier qui serait intervenu dans la négociation ou la transmission d'un titre, et lui fait une obligation de vérifier le timbrage des titres qui lui passent entre les mains.

Nous distinguerons le timbrage des actions de celui des obligations, et, pour chacun d'eux, le timbre au comptant du timbre par abonnement.

TIMBRE DES ACTIONS AU COMPTANT

L'article 1 du Code des Valeurs Mobilières stipule que « chaque titre ou certificat d'action, dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile, que l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée, émis à partir du 1^{er} janvier 1854, est assujetti au timbre proportionnel de 2 francs par 100 francs (depuis le décret du 8 juillet 1937) du capital nominal pour les sociétés, compagnies ou entreprises dont la durée n'excède pas 10 ans, et de 4 francs par 100 francs pour celles dont la durée dépasse 10 années ».

Pour le calcul du droit, il est ajouté au capital nomi-

(1) La même amende sanctionne la cession ou le transfert de titres d'obligations non timbrés.

nal le montant de la prime d'émission, s'il en a été ou s'il en est imposée une au souscripteur.

A défaut de capital nominal, le droit se calcule sur le capital réel dont la valeur est déterminée d'après les règles établies par les lois sur l'Enregistrement (déclaration estimative). L'avance en est faite par la compagnie, quels que soient les statuts. La perception de ce droit proportionnel suit les sommes et valeurs de 20 francs en 20 francs inclusivement et sans fractions.

Le titre est « émis », selon l'Administration, dès le moment où il existe juridiquement. Cette interprétation paraît illogique: c'est la création matérielle des titres qui devrait importer.

TIMBRE DES ACTIONS PAR ABONNEMENT

L'abonnement est beaucoup plus pratique pour les sociétés, car il leur évite le décaissement en une seule fois de sommes importantes. Ce régime est prévu par l'article 6 du Code des Valeurs Mobilières. La société s'engage à payer à l'Etat, pour toute sa durée, un droit annuel calculé sur le capital nominal de chaque action émise, ou, à défaut de capital nominal, sur le capital réel dont la valeur est déterminée par une déclaration estimative des parties. Le tarif de ce droit est fixé, depuis le décret du 8 juillet 1937 et à compter du 1^{er} juillet 1937, à un taux uniforme de 0,20 centimes par cent francs, sans distinction de date d'émission, quelle que soit la date à laquelle l'abonnement a été contracté.

Le droit est dû à partir du moment où les titres matériellement créés sont à la disposition des actionnaires: en fait, il court du jour du timbrage. Il est payé à la fin de chaque trimestre dans les vingt premiers jours des mois de

janvier, avril, juillet et octobre, au bureau de l'Enregistrement du siège de la société.

Les sociétés, compagnies, entreprises abonnées qui, depuis leur abonnement, sont mises ou ont été mises en liquidation, sont dispensées, pour leurs actions, du droit de timbre; de même tant qu'il n'y a pas de répartition de dividendes ou de paiement d'intérêts, celles qui, postérieurement à leur abonnement, n'ont, dans les deux dernières années, payé ni dividendes ni intérêts (article 24, alinéa 2 de la loi du 5 juin 1850). Le décret du 8 juillet 1937 a assimilé à des répartitions: les mises en réserve autres que la réserve légale, les amortissements, les allocations aux administrateurs es-qualités, les jetons de présence aux actionnaires. L'abonnement sur les actions est suspendu jusqu'au moment où recommenceront les distributions.

L'Administration laisse la liberté aux sociétés de faire timbrer au comptant certains de leurs titres et d'abonner les autres. Ainsi, le capital de fondation peut être timbré au comptant, et les émissions postérieures être abonnées.

Bien plus, les diverses séries d'actions émises sont indépendantes les unes des autres, l'abonnement d'une série étant distinct de l'abonnement de l'autre. Pour chaque catégorie court donc un délai d'improductivité spécial: le dividende servi à une série d'actions n'empêche pas la suspension de l'abonnement au regard d'une autre série qui n'a reçu durant deux ans aucun dividende.

Ces règles ne s'appliquent pas aux actions dont la cession n'est parfaite à l'égard des tiers qu'au moyen des conditions fixées par l'article 1690 du Code Civil (signification au débiteur par exploit d'huissier, ou son acceptation dans un acte authentique).

Les titres émis en renouvellement ou délivrés à la suite

de transferts sont timbrés à l'extraordinaire ou visés pour timbre gratis, s'ils sont la représentation exacte et la continuation juridique des titres primitifs, et si ces derniers ont été timbrés.

Les titres sont tirés d'un registre à souche; et l'article 2 du Code des Valeurs Mobilières prévoit que le timbre est apposé sur la souche et sur le talon.

TIMBRE DES OBLIGATIONS AU COMPTANT

Les titres d'obligations souscrits par les départements, communes, établissements publics et compagnies, sous quelque dénomination que ce soit, dont la cession, pour être parfaite à l'égard des tiers, n'est pas soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil, sont assujettis au timbre proportionnel de 4 francs par 100 francs, (tarif du décret du 8 juillet 1937), du montant des titres.

Ces titres sont ceux offerts au public par fractions égales en représentation d'une somme déterminée, négociables à la Bourse, à la différence des effets au porteur ou à ordre qui supportent le droit de timbre des effets de commerce.

TIMBRE DES OBLIGATIONS PAR ABONNEMENT

Un abonnement peut être contracté par la société ou collectivité émettrice avec l'Etat pour toute la durée des titres: le taux du droit annuel est fixé à 0,20 centimes par cent francs, quelle que soit la date à laquelle l'abonnement a été souscrit, par l'article 45 du décret du 8 juillet 1937. Le décret-loi du 31 août 1937 a étendu aux obligations le bénéfice, jusqu'alors réservé aux seules actions, de la suspension de l'abonnement, mais seulement en cas de faillite ou de liquidation judiciaire; tandis que, pour les actions,

la dispense joue pour toutes les mises en liquidation, même amiables.

La charge du droit de timbre au comptant ou par abonnement incombe à la société ou collectivité.

SANCTIONS

Toute société ou collectivité qui émet des actions sans les faire timbrer, est passible d'une amende de 12 % de leur montant, et si ce sont des obligations, de 10 %.

§ 2. Impôt de transmission.

La législation sur l'impôt de transmission, qui, à première vue, semble ne concerner que les sociétés, intéresse cependant grandement les banques: dans la plupart des cas, en effet, les sociétés s'en remettent aux banques pour la tenue de leur registre de société et la préparation de leurs assemblées. Ce travail fait partie de ce que l'on appelle le « *service financier des sociétés* », lequel comprend en outre le paiement des coupons, ou domiciliation aux guichets d'une banque (émargement, classement), la constitution de provisions aux établissements co-payeurs, et toutes les opérations de régularisations de titres.

Toute société ou collectivité émettrice dont le service des transferts n'est pas assuré au siège même, est tenue de publier au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires la dénomination et l'adresse de l'établissement chargé de ce service.

Enfin, le décret du 25 octobre 1934 oblige les sociétés dont le total des émissions (actions et obligations) dépasse

10 millions de francs, à s'assurer le concours d'un ou plusieurs établissements de banque pour les opérations de transfert réel, de garantie, conversion ou remboursement de titres nominatifs.

Nous distinguerons les titres au porteur et titres dont la transmission s'opère sans un transfert sur les registres de la société, des autres titres, les titres nominatifs; ceux-ci sont soumis à un droit de transmission de 0,60 % de la valeur négociée, lors de toute cession, tandis que les premiers sont assujettis à une taxe annuelle de 0,40 % calculée sur leur cours moyen pendant l'année précédente (et à défaut de cours dans cette année, calculée selon les règles de l'Enregistrement).

Il faut noter que les titres à ordre ne donnent pas lieu à la perception du droit de 0,60 % de la valeur négociée, et que la taxe annuelle qui leur est applicable est réduite de moitié; malgré ces avantages fiscaux appréciables, les titres à ordre sont excessivement rares.

I. — TITRES NOMINATIFS

Les opérations auxquelles donnent lieu les titres nominatifs peuvent être divisées en:

- négociation en Bourse;
- conversion;
- mutation.

a) NÉGOCIATION EN BOURSE

Le principe est le suivant: les titres nominatifs se livrent entre agents de change en titres au porteur. Lorsque des titres nominatifs sont vendus, ils doivent être

convertis en titres au porteur; l'agent de change vendeur est chargé de poursuivre la conversion au porteur de ces titres: au plus tard, le 5^e jour à compter de la date de négociation en bourse, il doit remettre à l'établissement chargé par la collectivité émettrice du service des transferts, les titres nominatifs accompagnés de la demande de conversion au porteur; cette demande portera la signature, certifiée par lui, du vendeur.

Les Banques chargées du service des transferts sont tenues de délivrer à l'agent de change, au plus tard le surlendemain du jour de la remise des titres nominatifs, un avis de réalisation de conversion, tenant lieu de récépissé, établi avec indication de la date de la remise, du nombre et de la désignation des titres, du jour où seront délivrés, dans un délai qui ne pourra excéder quatre jours à partir de la date de l'avis, les titres au porteur. Enfin cet avis doit être détaché d'un carnet à souche et signé d'un représentant qualifié de la Banque.

Des formalités spéciales sont prévues pour les titres qui ne peuvent, d'après la loi ou d'après les statuts de l'établissement émetteur, exister que sous la forme nominative. Ce sont les titres dits « essentiellement nominatifs ».

Au plus tard, le cinquième jour à compter de la date de la négociation en bourse, l'agent de change vendeur doit remettre à la banque chargée du service des transferts, les titres accompagnés de la demande de transfert signée du vendeur (avec certification de signature par l'agent de change).

Le nom de l'agent de change acheteur doit être indiqué ainsi que la quantité de titres. Ces titres font obligatoire-

ment l'objet d'un transfert d'ordre au nom de l'agent de change acheteur.

Le transfert d'ordre est constaté par la remise à l'agent de change vendeur d'une déclaration d'inscription de l'agent de change acheteur sur les registres de la société.

Les transferts d'ordre ont un caractère provisoire. Ils ne conservent ce caractère que pendant un délai de 10 jours à compter de leur réalisation; au bout de ce délai, le transfert d'ordre est passible du droit de 0,60 %.

Si avant l'expiration de ce délai, l'agent de change acheteur a notifié à la société ou collectivité émettrice ou à la banque intéressée le nom de son donneur d'ordre, il est procédé au transfert définitif au nom du donneur d'ordre.

Le décret du 13 mai 1928 prévoit qu'au cas où il s'agirait de titres non libérés, l'agent de change acheteur devrait fournir l'acceptation de son client.

Le délai de dix jours au bout duquel les transferts d'ordre perdent ce caractère provisoire est porté à quinze jours dans le cas où les nouveaux titulaires doivent, aux termes des statuts de la société, être agréés par le conseil d'administration.

Dans le calcul de ces délais, le *dies a quo* ne compte pas, ainsi que les jours où la Bourse est fermée.

Lorsque c'est le même agent de change qui poursuit à la fois la vente et l'achat, la nécessité d'un transfert d'ordre, institué pour assurer le respect du secret auquel sont tenus les agents de change, ne se justifie plus: il peut donc être supprimé à la demande de l'agent de change.

L'agent de change doit mettre le prix de vente à la disposition de son donneur d'ordre le surlendemain du

jour où les titres auront été transférés définitivement au nom de l'acheteur.

Le droit de 0,60 % qui frappe les titres nominatifs dont la transmission ne peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société, est perçu au moment du transfert, pour le compte du Trésor, par les sociétés, compagnies et entreprises qui en sont constituées débitrices par le fait du transfert.

Pour les autres titres nominatifs, qui d'après le règlement des agents de change, doivent être mis au porteur avant d'être transmis, intervient donc une opération de conversion.

b) CONVERSION

L'article 38, deuxième alinéa, du Code des Valeurs Mobilières stipule que la conversion des actions et obligations au porteur en actions et obligations nominatives, et la conversion des actions et obligations nominatives en actions et obligations au porteur ne donnent lieu à la perception d'aucun droit.

Ainsi l'opération de conversion — qui, avant la loi de finances du 26 décembre 1908, était frappée indistinctement, qu'elle eut lieu du porteur au nominatif ou du nominatif au porteur, puis, après cette loi, seulement dans le cas où elle se faisait du nominatif au porteur, dans le but de favoriser le titre nominatif moins dissimulable que le titre au porteur — se trouve dégagée de tout droit.

Dans les sociétés qui admettent le titre au porteur, tout propriétaire d'actions et d'obligations ou parts bénéficiaires a toujours la faculté de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs et inversement. Malgré toute convention

contraire, il peut obtenir délivrance de titres mixtes. De même les titres à ordre peuvent être mis au nominatif sans perception d'aucun droit.

Cependant le droit de conversion est maintenu pour les titres à ordre qui sont mis au porteur (il est de 0,65 % actuellement). Il frappe également la restitution, contre remise des récépissés nominatifs, des titres étrangers non abonnés et des fonds d'Etats étrangers déposés dans un des établissements de banque agréés par l'Administration.

Les demandes de conversion donnaient lieu par la banque chargée du service des transferts à la délivrance d'un récépissé détaché d'un carnet à souche. Ce récépissé devait contenir: l'indication du jour de la remise des titres accompagnée de la demande de conversion (ou de transfert réel ou de remboursement), la désignation des titres, la date à laquelle aurait lieu la remise des titres (ou des fonds) entre les mains du demandeur, et la signature d'un représentant qualifié. L'obligation de délivrer un récépissé a été supprimée par le décret du 25 octobre 1934.

Un délai de huit jours de bourse, à partir du jour de la demande, est imparti pour effectuer la conversion du porteur au nominatif; l'opération de conversion du nominatif au porteur doit être effectuée dans un délai de six jours.

L'agent de change doit retirer les titres aux termes de ces délais.

On peut remarquer que lorsque les titres font l'objet d'une demande de remboursement, le délai est porté à cinq jours (sauf dans le cas de remboursement immédiat sur simple présentation de titre).

Dans le cas de transfert effectué en dehors de toute

négociation en bourse, du cessionnaire au cédant directement (transfert dit réel), l'opération doit être effectuée dans les onze jours à compter du dépôt de la demande.

c) MUTATION

L'opération de mutation découle d'un changement dans la capacité ou la qualité du titulaire, ou d'un changement de propriété autre que la vente.

1. *Certificat de propriété.* — Sauf le cas de vente pure et simple et d'extinction d'usufruit, toute modification dans la propriété d'un titre nominatif entraîne la production d'un certificat de propriété: par exemple, à la suite du décès du titulaire, de son divorce, d'une séparation de biens, d'un partage, d'une donation ou d'un nantissement.

Le rôle qui échoit ainsi au banquier assurant le service financier de la société ou collectivité émettrice se complique: nous l'avons vu se charger de la tenue du registre de cette collectivité, parce qu'elle n'était pas matériellement outillée pour conserver les titres de la caisse nominative, les formules vierges de certificats nominatifs, et qu'elle ne disposait pas d'un personnel suffisant pour accomplir les diverses opérations d'un transfert; par contre, le banquier dispose d'un personnel et d'un outillage spécialement affectés à ce genre d'opérations.

Mais arrivé au stade où nous en sommes, le rôle imparti au banquier se complique singulièrement et sort du cycle des opérations bancaires proprement dites. Certes, la loi du 26 mars 1927 a pour but de substituer à la responsabilité des autorités qui jusqu'alors examinaient les pièces établissant la propriété d'un titre, la responsabilité du rédacteur du certificat. Le rôle du banquier se borne donc à examiner si la pièce présentée est bien un certificat de

propriété régulièrement dressé par un officier public qualifié: en se conformant au certifié ou à la réquisition d'immatricule, sa responsabilité est dégagée. Aussi qualifié cependant que soit son personnel du service des transferts, il ne présentera pas de garanties suffisantes pour qu'on lui confie l'examen de ces pièces en dernier ressort; cela se traduit en pratique par la communication au service du contentieux de tous les dossiers d'opérations de mutations. Le service du contentieux prend alors, dans la banque moderne, une place de plus en plus grande.

Déjà pour les transferts ou conversions présentant un caractère contentieux, les établissements chargés du service des transferts doivent procéder à l'examen des pièces produites à l'appui, si elles leur sont communiquées avant la négociation; et, dans un délai de dix jours, l'établissement doit délivrer un visa de non-opposition au transfert ou à la conversion, constatant la régularité des pièces et l'absence de tout empêchement à l'exécution de l'opération requise. Si le dossier est irrégulier, dans le même délai de dix jours, une note faisant connaître les motifs du rejet doit être remise au déposant. Or la question de savoir si un dossier présenté est régulier ou non ne peut être tranchée que par des gens de métier, rompus aux questions contentieuses, et bien au-dessus de la moyenne normale des employés de banque.

Ce certificat de propriété peut être délivré par: les notaires de France, colonies, protectorats, les greffiers des tribunaux de première instance et d'appel, les consuls français et étrangers, les magistrats étrangers et les juges de paix. Pour ces magistrats et officiers publics, une question délicate de qualité de pose: ainsi un juge de paix ne peut délivrer le certificat de propriété que si la mutation a pour

seule cause le décès d'un titulaire français domicilié dans son ressort, et si les droits des nouveaux propriétaires résultent des seules dispositions de la loi, sans être modifiés ou constatés par un acte antérieur ou postérieur au décès, autre qu'un simple acte de notoriété.

A la suite du décret du 25 octobre 1934, le greffier n'a plus une compétence exclusive, lorsque la mutation résulte uniquement d'un jugement ou arrêt: le notaire pourra délivrer le certificat sur présentation d'un extrait du jugement ou d'une grosse.

De même, le notaire, détenteur de la minute d'un acte ayant trait à la propriété du titre, a le droit de délivrer le certificat de propriété; s'il y a plusieurs actes en minute se rapportant à la propriété du titre et reçus par des notaires différents, ceux-ci ont tous également qualité, au regard des collectivités émettrices, et il n'y a pas de droit de préférence au profit de l'un d'eux.

Mais l'original d'un acte sous-seing privé ne donne pas qualité au notaire qui en est détenteur, s'il n'a pas été déposé au rang de ses minutes, avec reconnaissance d'écriture et de signature, ou après reconnaissance en justice.

La minute d'un simple acte de notoriété après décès ne donne qualité au notaire qui en est détenteur que s'il n'existe aucun autre acte authentique ayant trait à la propriété du titre. Le notaire qui se donne qualité par le visa de la minute d'un acte de notoriété, doit attester expressément, dans le certificat de propriété, qu'il n'existe à sa connaissance aucun acte pouvant donner qualité à un autre notaire. Cette attestation dégage entièrement la responsabilité des collectivités émettrices quant à la qualité du certificateur.

Au point de vue formel, le certificat de propriété doit contenir la désignation complète et le libellé intégral des titres nominatifs qui en sont l'objet — le nom, qualité et résidence du rédacteur du certificat — le visa et l'analyse des actes qui ont trait à la propriété des titres et dont le certificateur détient la minute — le certifié, où le rédacteur atteste, en vertu des actes visés, les droits des nouveaux titulaires — la réquisition d'immatricule, avec indication des libellés complets des nouveaux titres nominatifs à délivrer.

En aucun cas le certificat de propriété ne doit constater l'intervention des parties intéressées, sauf en ce qui concerne la réquisition même de la délivrance du certificat; celle des témoins n'est admise que dans les certificats dressés par les juges de paix.

Le certificat de propriété est établi sur timbre et enregistré. Lorsqu'il est utilisé hors du département dans lequel il a été dressé ou en dehors du ressort de la Cour d'appel, lorsqu'il émane, soit d'un notaire résidant au siège de cette Cour, soit du greffier de la Cour, le brevet ou les extraits produits, (sauf ceux délivrés par le juge de paix), doivent être légalisés.

L'article 18 du décret du 13 mai 1928 prévoit: « Lorsque la mutation résulte soit d'une extinction d'usufruit, soit d'un changement dans la qualité civile ou la capacité du titulaire, constaté par un acte dont un greffier est dépositaire, l'opération peut être effectuée sur la production d'un certificat délivré dans la forme du certificat de propriété. Ce certificat est délivré par le Greffier dépositaire de la minute de l'un des actes ayant trait à la mutation ».

2. *Certificat de l'enregistrement.* — Lors d'une mutation de titres nominatifs à la suite de décès ou de déclaration d'absence, le certificat de propriété doit être accompagné du certificat de l'enregistrement (article 25, loi du 8 juillet 1852, et loi du 25 février 1901) qui prouve que le titre a été compris dans la déclaration faite à l'Enregistrement; peu importe que le titulaire soit français ou étranger, décédé en France ou à l'étranger.

Le rôle du banquier, précisé encore par la loi du 26 mars 1927, consiste alors à s'assurer que l'impôt de succession a bien été acquitté ou qu'il n'avait pas à être perçu; le banquier devient un véritable auxiliaire du fisc. Le certificat de l'enregistrement est affirmatif ou négatif selon que le droit est dû ou non; les agents de l'Enregistrement sont seuls chargés d'apprécier ce point.

Les certificats de l'Enregistrement sont, de plus, spéciaux aux titres faisant l'objet de la mutation et doivent les désigner complètement.

Ils doivent être de même produits après:

— le décès du conjoint du titulaire inscrit, à moins que le certificat de propriété n'atteste que les titres appartiennent bien au survivant comme biens propres.

— extinction d'usufruit postérieure à la loi du 13 juillet 1925.

— révision ou ouverture soit de propriété, soit d'usufruit au profit de propriétaires ou usufruitiers conjoints ou successifs.

— droit de retour légal ou conventionnel en cas de prédécès du donataire, de l'héritier ou du légataire.

— mutation de titres inscrits au nom du titulaire postérieurement à son décès (achats avec des fonds lui ayant

appartenu, emploi de fonds versés à la caisse d'épargne, répartition tontinière ou en échange de titres portant le même libellé).

— décès des grevés de restitution, des fidéicommissaires, exécuteurs testamentaires ou administrateurs, spécialement pour les titres possédés par les étrangers.

— attribution des biens de communauté à l'époux survivant, en paiement de ses reprises ou à titre de conventions matrimoniales, ou pour toute autre cause.

— renonciation à la communauté par la femme ou ses représentants.

Pénalités. — Le respect des délais impartis est assuré par la loi du 26 mars 1927: elle prévoit une pénalité au bénéfice du titulaire, de 1 %, par jour de retard, de la valeur des titres au moment de l'expiration des délais. La valeur des titres est donnée par le cours moyen de ce jour d'expiration des délais ou du dernier jour où les titres auront été cotés. La pénalité s'applique à chacun des délais impartis. Elle est un minimum que le bénéficiaire peut juger insuffisant: celui-ci peut toujours actionner en dommages-intérêts le banquier qui n'a pas respecté les délais.

II. — TITRES AU PORTEUR TITRES NE SE TRANSMETTANT PAS OBLIGATOIREMENT PAR UN TRANSFERT SUR LES REGISTRES DE LA SOCIÉTÉ

Ils sont soumis, comme nous l'avons dit, à la taxe annuelle de 0,40 %, calculée sur leur cours moyen pendant l'année précédente, et à défaut de cours dans cette année, d'après déclaration estimative.

L'évaluation de la valeur des titres d'après le cours moyen ne vaut que pour les valeurs inscrites à la cote officielle: par conséquent les titres qui se traitent sur le marché en banque sont soumis au régime de la déclaration.

L'Administration de l'Enregistrement a toute faculté pour redresser des évaluations qu'elle jugerait insuffisantes: elle peut utiliser pour étayer ses prétentions le cours pratiqué sur le marché en banque, les cessions de titres nominatifs qui auraient pu se produire, les énonciations du bilan et tous les renseignements qu'elle a pu obtenir.

Les actions et les parts de fondateurs qui ne sont pas encore matérialisées dans des titres sont assujetties à la taxe annuelle de transmission: l'actionnaire peut en effet transmettre son droit incorporel pendant la période qui précède la création matérielle des titres; et ces cessions sont, en fait, insaisissables si elles ne sont pas constatées par un acte public.

C'est l'existence juridique de l'action qui entraîne l'application de l'impôt de transmission. L'impôt s'applique donc dès que la société est constituée et l'action souscrite.

L'augmentation de capital est une circonstance sans effet sur la valeur imposable des actions anciennes: dans le cas où le capital social avait été augmenté, des sociétés avaient prétendu, à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement, que les actions anciennes se trouvaient modifiées au point de constituer des titres nouveaux au sens de la loi du 23 juin 1857; et qu'en conséquence elles ne devaient supporter la dite taxe que sur une déclaration estimative et non d'après le cours moyen en bourse pendant l'année précédant leur imposition.

Le Tribunal civil de la Seine, le 21 novembre 1936 (Société Française des Distilleries de l'Indochine) n'a pas admis ce point de vue, dans un jugement qui applique des arrêts du 20 novembre 1934, rendus par la Chambre civile de la Cour de Cassation (S. 1935-1-272). S'il admet qu'une augmentation de capital peut diminuer dans leur quotité les droits des actions anciennes, il déclare qu'il n'en résulte nullement une transformation juridique du droit incorporel qu'elles représentent, condition nécessaire à l'existence d'un titre nouveau. Il ne s'ensuit pas davantage que la prétendue diminution de la valeur mathématique des titres ait influé sur la valeur négociable, seule à envisager pour la perception de l'impôt; et que, même cette hypothèse admise, la fluctuation des cours ne peut être prise en considération que pour l'établissement du cours moyen annuel, seule base légale pour la liquidation de l'impôt.

Ajoutons que la taxe de transmission est due par les sociétés qui ne réalisent pas de bénéfices, les sociétés en faillite et les sociétés dissoutes, jusqu'à leur liquidation.

PAIEMENT DES DROITS

Il s'effectue d'après les règles suivantes: dans le mois de leur constitution, les sociétés dont les actions ou les obligations sont assujetties au droit de transmission doivent faire une déclaration d'existence au bureau de l'Enregistrement de leur établissement principal.

La déclaration d'existence doit comporter: l'objet, le siège et la durée de la société — la date de l'acte de constitution et celle de son enregistrement — le nombre et le

montant des titres émis, en distinguant les titres nominatifs des titres au porteur, les actions des obligations.

Nous avons vu que le droit de transmission qui frappe les titres nominatifs, ne pouvant se transmettre que par un transfert sur les registres de la société, est perçu lors du transfert, par la société émettrice.

En ce qui concerne les mutations à titre onéreux, la jurisprudence avait décidé que le droit de transfert devait être calculé sur le prix exprimé. Dans les nombreux cas de ventes hors bourse, sans intervention d'agents de change et par accord direct entre les parties, celles-ci déclaraient un prix manifestement inférieur à la valeur réelle des titres cédés. Aussi un décret du 30 octobre 1935, complétant l'article 34 du Code des Valeurs Mobilières, dispose: « Le droit de transfert sera perçu sur le prix exprimé ou sur la valeur réelle, si elle est supérieure au prix. »

Une amende de 100 à 5.000 francs (sans préjudice des peines portées par les articles 164 et 176 de la codification des lois sur l'Enregistrement pour omission ou insuffisance de déclaration) est applicable à l'insuffisance constatée dans le prix des mutations entre vifs à titre onéreux des titres nominatifs. En conséquence, l'Administration n'a pas à établir que le prix manque de sincérité ou est dissimulé; c'est l'insuffisance, même d'un prix sincère, qui est frappée.

Pour les autres titres, la taxe annuelle est payable par trimestre: le paiement doit être effectué dans les vingt premiers jours de janvier, avril, juillet et octobre, sur les titres existants au dernier jour du trimestre précédent.

À la fin de chaque trimestre et dans les vingt premiers

jours du trimestre suivant, les sociétés (pratiquement, la banque chargée du service des transferts) doivent remettre au receveur de l'Enregistrement du siège social un relevé des transferts et conversions opérés pendant le trimestre, un état des titres au porteur existant au dernier jour du trimestre et de ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres.

Le droit de transfert est à la charge du cessionnaire. La taxe annuelle de transmission doit être obligatoirement supportée par le propriétaire des titres, nonobstant toute clause ou convention contraire. Toute contravention à ces dispositions est punie d'une amende de 10.000 à 100.000 francs (Code des Valeurs Mobilières, article 46).

Les sociétés récupèrent donc la taxe de transmission sur le coupon ou le dividende qu'elles paient. Mais le paiement des coupons et dividendes ne s'opère pas aux mêmes dates que le paiement de la taxe de transmission. Si donc un porteur de titres les a fait convertir au nominatif à la fin d'un semestre, les coupons ou les dividendes à échoir lui seront payés sans aucune retenue du chef de la taxe: or la société a acquitté la taxe pour le premier trimestre, où les titres se trouvaient au porteur. Inversement, si un titulaire de titres nominatifs les a fait convertir au porteur pendant le second trimestre, le premier coupon à échoir subira la retenue de la taxe applicable à un semestre entier; or la société n'aura payé au Trésor cette taxe que pour le second trimestre.

Pour chaque opération de conversion, le banquier est donc obligé de calculer la taxe applicable à la période en cours, pour que la société dont il assure le service des

transferts, ne supporte ni excédent ni déficit. Certaines sociétés, il est vrai, estiment qu'une compensation se produit et ne réclament ni ne restituent rien.

§ 3. Impôt sur le revenu des valeurs mobilières

Aux termes de l'article 50 du Code des Valeurs Mobilières, cet impôt frappe :

— les dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits des actions de toute nature et des parts de fondateur des sociétés;

— les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions;

— les remboursements et amortissements totaux ou partiels effectués par ces sociétés;

— toutes rémunérations, à quelque titre que ce soit, attribuées aux membres des Conseils d'Administration ou à l'Administrateur unique;

— les jetons de présence qui sont payés aux actionnaires lors des assemblées générales;

— les intérêts, arrérages et tous autres produits des obligations et emprunts de toute nature des départements, communes et établissements publics, des sociétés et collectivités, et ceux provenant de rentes, obligations et autres effets publics des colonies françaises et des Gouvernements étrangers;

— les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations.

La rédaction de l'article 50 est donc très générale: peu importe que les capitaux mobiliers soient représentés par des titres négociables ou non, à la différence des droits de timbre et de transmission.

La loi portant réforme fiscale du 31 décembre 1936, article 50, complète l'article 50 du Code fiscal des Valeurs Mobilières: « L'impôt (sur le Revenu des valeurs mobilières) est dû, que les sommes ou valeurs distribuées soient ou non prélevées sur les bénéfices ».

Ceci est tout à fait dans l'esprit du législateur qui, en instituant l'impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières, n'a pas voulu frapper le bénéfice social, mais le bénéfice réalisé par le porteur de titres.

Nous n'avons pas l'intention ici d'étudier le détail de ces impositions, ce qui nous entraînerait trop loin. C'est d'ailleurs une matière fort complexe, qui dans le grand établissement de banque moderne ressortit au service fiscal. Le banquier ne peut cependant l'ignorer. Nous voulons simplement donner un aperçu général des obligations imposées au banquier intermédiaire à la fois du fisc auprès des sociétés et collectivités émettrices et de ces dernières auprès de la masse des actionnaires et obligataires.

Nous n'étudierons ici que l'impôt sur le revenu des Valeurs Mobilières françaises. L'imposition du revenu des Valeurs étrangères sera traitée au paragraphe spécial qui leur est consacré.

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières a été établi par la loi du 29 juin 1872, complétée par le décret du 6 décembre de la même année.

Le taux de l'impôt fixé à 3 % s'est progressivement élevé jusqu'à 18 % en 1927. L'article 7 de la loi du

26 décembre 1930 le réduisit à 16 %. On le retrouve à 24 % quand la loi de finances du 31 décembre 1936 le réduisit à 18 % (article 51). Le décret du 9 janvier 1937 a incorporé la réforme au code fiscal des valeurs mobilières. Mais le décret du 8 juillet 1937 rétablit le taux de 24 %.

L'impôt est de 36 % pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations, et de 27 % pour les rémunérations des administrateurs.

Les titres des personnes physiques et assimilées, convertis au nominatif depuis au moins six mois, et s'il s'agit d'obligations ou d'emprunts dont la collectivité émettrice n'a pas pris l'impôt à sa charge, supportent un taux d'imposition réduit à 15 %. Les titres doivent être maintenus sous la forme nominative pendant une durée minima de six mois avant le jour où se produit le fait générateur de l'impôt. Le mois étant un délai qui s'écoule de quantième en quantième, la réduction ne peut donc profiter, par exemple, aux produits des titres mis au nominatif le premier jour du semestre précédant l'échéance ou la mise en distribution. (Décision du 16 mai 1935 — Direction du Contrôle des Administrations Financières et des Dépenses Engagées.)

On peut aussi se demander quel est le tarif applicable dans le cas d'obligations nominatives émises avec une prime de remboursement, lorsque la collectivité débitrice a décidé de prendre à sa charge l'impôt afférent à cette seule prime. L'application du tarif réduit, semble-t-il, ne doit être exclue qu'en ce qui concerne les primes, et non pour les intérêts des obligations.

Inversement, une collectivité peut prendre à sa charge l'impôt sur le revenu exigible sur les intérêts, mais non la taxe afférente à la prime de remboursement. On doit décider que le taux réduit s'applique à la prime de remboursement, et le tarif plein aux intérêts.

C'est la mise en distribution qui est le fait générateur de l'imposition. L'impôt est dû au tarif en vigueur à cette date.

Dans le cas particulier où la mise en distribution s'opère par le virement des dividendes au compte des actionnaires, la loi du 29 juin 1872 frappe ce virement. Le taux de l'impôt est celui du tarif en vigueur à la date du virement. Le tribunal civil de Marseille a même jugé, le 4 juin 1936, (R. E. art. 10.742), que le virement effectué le jour même de la clôture de l'exercice était assujéti au taux de l'impôt exigible à cette date, à moins que l'Administration établisse que l'écriture n'a pas pu être passée à cette date. La réalité de la passation de l'écriture est une question de fait: l'Administration avait soutenu que la complexité et le nombre des opérations à effectuer pour dégager le bénéfice rendaient impossible la mise en distribution au 31 décembre 1926. Et le tribunal a jugé différemment parce que, dans l'espèce, la société distribuant le dividende était la filiale de sa principale actionnaire, une autre société; et que cette dernière était à chaque instant au courant des affaires de sa filiale, « affaires, au demeurant, assez limitées, et qu'il n'est nullement anormal, dans ces conditions, que le bilan ait pu être établi le dernier jour de l'année ».

L'impôt saisit la matière imposable dès sa naissance; la société ou collectivité émettrice doit en faire l'avance,

quitte à le récupérer par la suite, au fur et à mesure des paiements aux bénéficiaires.

Lorsqu'en juillet 1935, le taux de l'impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières a été porté à 24 %, un décret incorporé à la section III *bis* du Code Fiscal des Valeurs Mobilières stipulait que, nonobstant toute clause contraire, la fraction de cet impôt excédant 18 % serait définitivement à la charge du bénéficiaire. Cette disposition devint sans objet lorsqu'en décembre 1936 l'impôt fut réduit à 18 %. Le décret du 8 juillet 1937 remit en vigueur le taux de 24 % sans rétablir la section III *bis*. Cet oubli a été réparé par un décret paru le 4 septembre 1937 au *Journal Officiel*. Les emprunteurs ne peuvent donc, de nouveau, prendre que 18 % de l'impôt sur le revenu à leur charge.

Comme ces paiements seront effectués, dans la plupart des cas, aux guichets des banques, à la suite d'une domiciliation ou d'une centralisation de paiement de coupons et titres amortis, la récupération de l'impôt incombera donc généralement au banquier.

Par une domiciliation aux guichets d'une banque, la société évite ainsi de multiples opérations de caisse et manipulations, exigeant un personnel nombreux et spécialisé, et toute une organisation technique: un coupon, en effet, qui est présenté au paiement, donne lieu à une vérification de sa qualité, au décompte des impôts (souvent délicat, lorsque le coupon est payable par fractions exprimées en différentes monnaies), aux opérations d'annulation, d'émargement, de classement, de conservation ou de destruction. Une société industrielle ou commerciale n'est souvent pas outillée pour accomplir ce travail.

Le règlement de l'impôt intéresse autant une collectivité ou société industrielle ou commerciale qu'une société de banque.

L'impôt se règle soit globalement, soit par fraction :

— globalement, pour les lots, primes de remboursements et toutes autres répartitions d'actif, dans les vingt jours de la date fixée pour le paiement;

— par fractions trimestrielles, dans les vingt premiers jours de chaque trimestre, pour les titres à revenu fixe (même payable annuellement) et pour les titres à revenu variable; pour ces derniers, une évaluation temporaire sera faite d'après les $\frac{4}{5}$ du revenu donné lors du précédent exercice; quant aux sociétés nouvellement créées, l'évaluation sera faite d'après le produit à 5 % du capital appelé. La liquidation définitive des sommes à payer a lieu dans les vingt jours de la mise en distribution du dividende, d'après le décret du 13 décembre 1935 qui modifie l'alinéa 2 de l'article 2 du décret du 6 décembre 1872.

Pour que l'Administration ait connaissance des revenus distribués par les sociétés ou collectivités émettrices, obligation est faite à ces dernières de déposer au Bureau de l'Enregistrement de leur siège social les documents suivants :

— les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'administration ou des actionnaires;

— un état des jetons de présence distribués aux actionnaires, à l'occasion des assemblées.

Ces dépôts doivent être effectués dans les vingt jours de la date de l'Assemblée;

— la liste des tirages, portant le nombre des titres amortis, le taux d'émission, le montant des lots et primes

échus; ce dépôt doit être effectué dans les vingt jours de la date fixant le remboursement des obligations et le paiement des primes de remboursement et des lots.

a) TANTIÈMES

ET JETONS DE PRÉSENCE DES ADMINISTRATEURS.

L'article 12 de la loi du 13 juillet 1911 soumettait à la taxe annuelle de la loi du 29 juin 1872 les bénéfices qui, par suite de dispositions statutaires, étaient distribués aux membres des Conseils d'administration des sociétés, compagnies et entreprises quelconques. Suivant l'expression employée par M. le Ministre des Finances à la Chambre des Députés (2), ces bénéfices proviennent bien plus d'une sorte de capital social et de capital moral que de l'activité propre de l'individu.

En conséquence, si, en l'absence de bénéfices, des distributions étaient effectuées et portées au compte des frais généraux, l'impôt de s'appliquait pas. Il ne l'était pas davantage, si les prélèvements n'étaient pas opérés par suite de dispositions statutaires. Enfin les prélèvements devaient être faits en faveur des membres du conseil d'administration, sans distinction de la nature ou de l'étendue de leurs attributions, ni de l'objet de la distribution (en ce sens, arrêt de la Chambre des Requêtes du 4 janvier 1922). (D. P. 1922-1-175).

L'article 79 de la loi du 13 juillet 1925 modifia la loi de 1911: il décidait que les prélèvements sur les bénéfices effectués au profit de l'administrateur unique ou des membres du conseil d'administration, *en leur dite qualité*, même

(2) *Journal Officiel* du 9 décembre 1907, p. 2941.

si ces prélèvements ne résultaient pas d'une disposition statutaire obligatoire, supporteraient la taxe. Donc les rémunérations que reçoit l'administrateur, en rétribution de son travail de direction, ne sont pas assujetties à la loi du 29 juin 1872, mais sont soumises à l'impôt sur les traitements et salaires. L'article 4 de la loi du 19 décembre 1926 assimila les administrateurs-délégués, simples mandataires des membres du conseil d'administration, aux administrateurs-directeurs pour la partie de leur rémunération excédant celle perçue par les autres membres du conseil d'administration, non investis de fonctions spéciales.

L'intérêt de cette distinction réside dans le fait que l'impôt sur les traitements et salaires est moins élevé que l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Enfin, l'article 30 de la loi du 4 avril 1926, et l'article 17 de la loi du 29 avril 1926 apportèrent une nouvelle modification, en stipulant que les jetons de présence et rémunérations diverses des administrateurs, bien que *prélevés sur les frais généraux* à titre de charges sociales, étaient placés sous le même régime fiscal que les tantièmes prélevés sur les bénéfices.

A partir de ce moment on ne s'en tenait donc plus à l'origine des tantièmes mais à leur destination et à la qualité du bénéficiaire. La taxe sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique aux rémunérations des administrateurs, perçues en leur qualité de membres du conseil d'administration, en récompense des responsabilités et fonctions assumées; l'impôt sur les traitements et salaires frappe les rémunérations d'une mission ou d'un travail spécial attribué à certains d'entre eux.

Comme le déclare, dans un arrêt du 30 janvier 1931 (R. E. art. 9.475), le Tribunal civil de la Seine, il y a lieu d'examiner les circonstances de fait de l'espèce pour distinguer les rémunérations attribuées à la même personne, tant au titre d'administrateur qu'au titre de directeur. Seules les circonstances de fait importent: un arrêt de la Chambre des Requêtes du 10 février 1936 renforce ce point de vue (D. H., 1936, 163):

« Attendu, dit-il, que les rémunérations de toute nature, allouées aux administrateurs, et consistant, soit en tantièmes sur les bénéfices, soit en émoluments fixes prélevés sur les Frais Généraux, donnent ouverture à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, à l'exception toutefois des sommes qui apparaissent, en fait, comme étant perçues par eux, en sus de ce qu'ils reçoivent comme administrateurs, et pour les rétribuer d'un travail spécial de direction;

« Or attendu qu'il résulte des constatations faites par le tribunal que les statuts de la société confèrent aux administrateurs, en cette qualité, les pouvoirs les plus étendus sans leur attribuer de fonctions spéciales de direction comportant une rémunération particulière; qu'en outre, *les conditions de fonctionnement de l'entreprise rendent matériellement impossible à M... et M... une direction technique et commerciale permanente et effective...* »

Ceci allait à l'encontre d'une opinion de l'Administration de l'Enregistrement qui soutenait que les sommes versées d'après les statuts en rémunération des administrateurs étaient passibles de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers; et qu'en l'absence de toute distinction statutaire ou contractuelle, la généralité du mandat con-

féré par la fonction d'administrateur ne permettait pas de considérer les membres du conseil d'administration comme investis de fonctions spéciales à caractère plus restreint.

Puis l'article 37 du décret-loi du 8 juillet 1937 est survenu. Il remplace l'ancien numéro 4 de l'article 50 du code fiscal des Valeurs Mobilières par la disposition suivante :

« 4° L'impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers s'applique au montant des tantièmes, jetons de présence, remboursements forfaitaires de frais et toutes autres rémunérations, revenant, à quelque titre que ce soit, à l'administrateur unique ou aux membres des conseils d'administration des sociétés visées au n° 1 qui précède. »

En même temps, l'article 40 du même décret substitue au texte de l'article 155 du Code des Valeurs Mobilières le texte suivant :

« Les dispositions de l'article 50 n° 4 ne s'appliquent pas aux produits revenant soit aux administrateurs délégués ou directeurs, en sus des sommes attribuées aux autres membres du conseil d'administration, soit à l'administrateur unique, et en tant qu'ils correspondent à leur travail de direction. Toutefois, la disposition qui précède ne peut profiter pour chaque société qu'à deux administrateurs nommément désignés. »

Il découle de ces nouveaux textes, que hormis les deux administrateurs nommément désignés, les autres administrateurs sont assujettis à l'impôt sur le revenu pour toutes les sommes qu'ils perçoivent de la société, même si elles constituent la rémunération d'un travail effectif, même si ce sont de véritables appointements.

On a dit que c'était la juste réaction de l'Administration qui avait constaté que l'on essayait de tourner la loi antérieure en substituant aux tantièmes des rémunérations ayant trait à des fonctions fictives. La fonction d'administrateur délégué ou directeur était confiée, de plus en plus, dans les sociétés, à plusieurs personnes; elle perdait en fait le caractère qui avait motivé l'imposition de sa rémunération à la cédule des traitements et salaires.

Il y a eu des cas de ce genre, c'est certain. Fallait-il prendre pour cela ces dispositions draconiennes? Dans beaucoup de sociétés, les administrateurs sont aussi chefs de service. Les résultats de l'entreprise ne permettent pas qu'ils touchent des tantièmes; ils ne reçoivent que des jetons de présence d'un montant insignifiant. Ils doivent cependant acquitter l'impôt sur le revenu, du fait de leur salaire. Ces cas sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit généralement; car bon nombre d'entreprises privées ont pris la forme anonyme pour des raisons de commodité. Leurs titres ne sont pas cotés; elles sont restées des entreprises essentiellement privées ou familiales. Leurs administrateurs, à l'exception de deux, ayant, par suite du décret-loi du 8 juillet 1937, leurs appointements soumis non plus à l'impôt sur les salaires, mais à celui de 27 % sur les rémunérations des administrateurs, démissionneront. On risque ainsi de désorganiser les conseils d'administration de nombreuses entreprises; on ne voit pas, en effet, quels seront leurs remplaçants, quels seront ceux qui, pour des jetons minimes ou de faibles tantièmes, accepteront le poids de la responsabilité sociale, si accrue depuis ces dernières années, tout en restant, en fait, en dehors de la gestion de l'entreprise?

b) JETONS DE PRÉSENCE DES ACTIONNAIRES.

L'article 20 de la loi du 31 mars 1932 assujettit à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les jetons de présence distribués aux actionnaires.

L'Administration de l'Enregistrement prétend que cet article est interprétatif et que, par conséquent, les jetons, antérieurement à cette loi, étaient passibles de cet impôt, comme constituant un produit de l'action. C'est dans cet esprit qu'elle a déféré à la Cour de Cassation un jugement du Tribunal civil de Lille du 26 mai 1933 (R. E. art. 10.091), en invoquant à l'appui de son pourvoi le moyen suivant: « Violation des articles premier, alinéa 1, de la loi du 29 juin 1872, et 31, alinéa 1, de la loi du 29 mars 1914; violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale.

« En ce que le jugement attaqué a décidé que les jetons de présence alloués par une société anonyme à ses actionnaires, avant l'entrée en vigueur de la loi du 31 mars 1932, ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, — et ce sous prétexte que, leur obtention étant subordonnée à certaines conditions (acte personnel de présence ou de représentation, réunion d'un *quorum* qui n'est pas toujours atteint), les dits jetons constituent la rémunération d'un service et non un dividende acquis de plein droit, — alors que de tels jetons rentrent dans la catégorie des sommes perçues par les actionnaires à un titre autre que celui d'un remboursement de leur apport, et tombent par conséquent, en tant que « produits d'action » sous l'application des dispositions générales des articles premier,

alinéa 1, de la loi du 29 juin 1872, et 31, alinéa 1, de la loi du 29 mars 1914 ».

Dans un arrêt du 21 octobre 1936 (R. E. art. 10.712), la Chambre des Requêtes a rejeté ce pourvoi, et on ne peut que l'approuver. L'arrêt est rédigé en ces termes: « ...Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1, alinéa 1, de la loi du 29 juin 1872, et 31, alinéa 1, de la loi du 29 mars 1914, de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale, en ce que le jugement attaqué a décidé que l'impôt institué par la loi du 29 juin 1872 n'était pas applicable aux jetons de présence payés aux actionnaires de la Société des Mines de Lens, présents ou représentés à l'assemblée générale du 14 juin 1929, alors que d'après le pourvoi il s'agit de sommes qui, étant un produit des actions, donnent ouverture à cet impôt;

« Mais attendu que, malgré la généralité des termes de l'article 1, alinéa 1 de la loi du 29 juin 1872 qui assujettit à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers les « intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions », ne sont soumis à cet impôt que les revenus et produits des apports faits en capital ou en industrie; qu'en sont exonérées les sommes qui, tels les jetons de présence dans les assemblées générales, loin de constituer un produit de l'action distribué à tous les actionnaires indistinctement, sont attribués seulement aux actionnaires présents ou représentés à l'assemblée générale, et pour les rémunérer de ce service qu'ils rendent à la société en assurant son fonctionnement;

« D'où il suit que le jugement attaqué, dûment

motivé, a justifié légalement sa décision sans violer les textes de loi visés au moyen, par ces motifs, rejette le pourvoi... »

Mais il faut, bien entendu, qu'il s'agisse de véritables jetons de présence. Si la société, sous le couvert de jetons de présence, avait fait une distribution de dividendes, cette répartition, avant la loi du 31 mars 1932, tombait sous le coup de la loi du 29 juin 1872.

C'est la solution qui ressort d'un second arrêt du 21 octobre 1936 (R. E. art. 10.712), rendu par la Chambre des Requêtes: « Attendu qu'il résulte, sans la moindre ambiguïté, des motifs du jugement attaqué (du Tribunal civil de la Seine, 8 février 1934) que l'impôt n'est reconnu exigible sur les sommes dont il s'agit, que parce que faussement qualifiées « jetons de présence », elles apparaissent en réalité comme des dividendes supplémentaires distribués à tous les actionnaires, et sans aucun rapport avec leur présence aux assemblées générales... »

Remarquons enfin que les jetons de présence délivrés aux actionnaires, les frais de distribution et la taxe sur le revenu constituent une charge sociale. Et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ne peut frapper les bénéfices sociaux qu'après déduction de toutes les charges réellement supportées par les entreprises.

Sanctions.

L'article 58 du Code des Valeurs Mobilières punit toute contravention à ces dispositions d'une amende de 100 à 5.000 francs, sans préjudice des peines portées par les articles 164 et 176 de la codification des lois sur l'en-

registrement, pour omission ou insuffisance de déclaration (3).

L'action du Trésor en recouvrement des droits simples et amendes en matière d'impôt sur le revenu des Valeurs Mobilières se prescrit par 5 ans, à compter du 21^e jour de chaque trimestre pour les paiements provisionnels, et à compter du jour du dépôt des documents pour la liquidation définitive des droits.

L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes indûment perçues, se prescrit également par cinq ans à compter de la date de l'indue perception (article 21, loi du 26 juillet 1893).

c) IMPOSITION DU REVENU DES FILIALES.

La loi du 31 juillet 1920, article 27, complétée par les articles 25 de la loi du 30 mars 1929; 4 de la loi du 31 juillet 1929; 2 et 7 de la loi du 16 février 1932 (Code des Valeurs Mobilières, articles 153 et 154) avait établi un régime d'exonération de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dont bénéficient les Sociétés-mères françaises qui ont pris des participations dans d'autres Sociétés.

On empêchait ainsi une superposition d'impôts sur le même revenu: sans ces dispositions particulières, ce revenu eût été frappé une première fois, lorsque la Société-mère encaisse le montant des coupons des titres de ses filiales, et une seconde fois, lorsqu'elle le répartit entre ses actionnaires sur le coupon de ses propres actions.

Aussi d'après la loi de 1920, les dividendes de la

(3) Peine d'un droit en sus, et s'il y a dissimulation frauduleuse, peine d'un double droit en sus de celui qui est dû.

Société-mère ou de l'Omnium étaient exonérés, sous certaines conditions, de l'impôt sur le revenu des Valeurs Mobilières dans la mesure du produit des actions, obligations et parts qu'elle avait reçues en représentation des apports effectués par elle à d'autres Sociétés.

Les conditions stipulées étaient :

Les titres attribués à la Société-mère doivent être nominatifs et avoir été créés en rémunération des apports de la Société-mère (à l'exclusion des titres achetés en Bourse).

La Société-mère doit être française.

La Société-mère et la Société-fille doivent être des sociétés par actions.

La loi de réforme fiscale du 31 décembre 1936 est venue apporter des modifications. Elle étend aux Sociétés à responsabilité limitée le bénéfice de ce régime d'exonération.

En revanche, l'exonération ne s'applique plus au revenu des obligations, le législateur ayant considéré — opinion très discutable — que la souscription d'obligations constitue un placement et non une participation. On peut, de plus, remarquer que la double imposition étant une injustice fiscale est aussi condamnable qu'il s'agisse d'une participation ou d'un placement.

Enfin, aux termes de la loi nouvelle, il ne suffit pas que la Société ait pris des participations; il faut qu'elle ait le contrôle effectif de la Société à laquelle elle a fourni des apports. Et ce « contrôle effectif » n'existe que si la Société-mère possède au moins la moitié du capital de la Société-fille.

Cette dernière restriction est certainement excessive: bien peu de Sociétés-mères (ou d'Omnium) remplissent cette condition. La grande majorité d'entre elles, qui exercent leur contrôle sur les filiales par un blocage du tiers à peine des actions, supportent donc l'injustice fiscale de la double imposition.

Quant aux banques qui, pour ces titres, sont les établissements centralisateurs ou co-payeurs, cela se traduit par l'augmentation du nombre de leurs interventions fiscales.

**§ 4. Suppression du prélèvement de 10 %
sur les rentes sur l'État et valeurs du Trésor
sous certaines conditions.**

Puis suppression de ce prélèvement.

Dans le but de diminuer les charges financières de l'Etat, le décret-loi du 16 juillet 1935 avait institué un prélèvement de 10 % sur les rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor. L'article 54 de la loi de Finances du 31 décembre 1936 a supprimé ce prélèvement sous certaines conditions. Ces dernières sont extrêmement intéressantes pour nous, car à côté des titres nominatifs et des titres au porteur, elles établissent en fait une catégorie nouvelle: les titres au porteur déposés en banque. C'est dire que le banquier est encore mis à contribution et que le fisc l'a choisi à nouveau comme intermédiaire.

L'article 54 de la loi de finances du 31 décembre 1936 supprime d'abord le prélèvement sur les titres de rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor de forme nominative,

appartenant à des personnes physiques, marquant ainsi la préférence du législateur pour des titres qui ne prêtent pas à une dissimulation fiscale.

Pour les titres au porteur de rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor le prélèvement est également supprimé, s'ils sont déposés depuis plus de six mois, par des personnes physiques, dans des établissements de banque agréés.

A noter que les termes « valeurs du Trésor » ne s'appliquent pas aux obligations émises pour le compte du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones, ni aux obligations émises par la Caisse Autonome, ni aux emprunts coloniaux, même garantis par l'Etat.

Un règlement d'administration publique, paru le 27 mars 1937, a fixé les modalités d'application du régime de dépôt.

L'établissement de banque désireux d'obtenir pour les rentes et valeurs du Trésor déposées dans ses caves par ses clients, le bénéfice de cette exonération, doit demander l'agrément au Ministre des Finances; cet agrément est toujours révocable et n'implique aucune responsabilité du Trésor à l'égard des clients de la banque.

Le décret précise que les titres ne bénéficieront de l'exonération qu'à la condition d'appartenir, à la date de l'échéance du coupon ou de l'amortissement, depuis plus de 6 mois, à une personne physique, et d'être déposés au nom de cette personne depuis le même laps de temps dans un même établissement (4).

(4) Les sociétés en nom collectif sont assimilées aux personnes physiques, à la condition que tous les associés soient des personnes physiques. De même pour les sociétés de fait.

Dans le cas de propriété indivise, l'exonération n'est accordée que si les propriétaires indivis sont tous des personnes physiques.

Si la propriété est démembreée, le bénéfice de l'exonération ne joue que lorsque les arrérages sont encaissés définitivement par une personne physique. L'usufruitier qui a cette qualité profite donc de l'exonération pour les intérêts qu'il encaisse, de même que le nu-propriétaire pour les primes de remboursement.

Le dépôt peut d'ailleurs être un dépôt libre ou un dépôt de nantissement; il doit être de même ininterrompu; mais ne sont pas considérées comme interruptives du dépôt les opérations matérielles de recouppement, remplacement de titres, division, etc... ni les transmissions de propriété à titre gratuit, ni le transfert des titres d'un établissement à un autre établissement agréé, lorsque le transfert est motivé par le retrait de l'agrément accordé au premier établissement. Les amortissements suivis de remploi, dans un délai de deux mois à compter de la date à partir de laquelle les titres sont remboursables, ne sont pas considérés comme interruptifs du dépôt. Mais les remplois ne doivent pas porter sur une somme supérieure à celle que le Trésor a remboursée: ces opérations doivent être retracées dans la comptabilité de la banque agréée.

Les titres achetés au comptant, par l'intermédiaire des établissements dépositaires, et conservés par eux en dépôt sont considérés comme mis en dépôt à la date de l'achat.

Les titres achetés à terme par leur intermédiaire et qui, ayant été levés, sont conservés par eux en dépôt, pourront être considérés comme ayant été mis en dépôt à la date de la liquidation.

Les titres vendus ou retirés pendant la période comprise entre la date de détachement du coupon en Bourse et l'échéance, bénéficieront de l'exonération à la condition que le bénéfice leur ait été acquis à l'époque de l'échéance.

Lorsque les titres ont été déposés par une personne autre que leur propriétaire, la Banque agréée ne peut payer les arrérages à cette dernière qu'à la condition d'exiger d'elle, lors de chaque dépôt :

- 1) Une déclaration certifiée, établie sur papier libre, indiquant les noms, prénoms et adresses des propriétaires des titres déposés;

- 2) Une déclaration signée par chaque propriétaire de titres, établie sur papier libre, indiquant ses nom, prénoms et adresse et les titres à déposer, certifiant que ceux-ci lui appartiennent, et autorisant la personne susvisée à les déposer dans un Etablissement agréé en vue d'obtenir l'exonération du prélèvement de 10 % et à recevoir en ses lieu et place les arrérages.

Ces déclarations doivent être conservées par les Etablissements agréés et tenues à la disposition des agents de l'Administration.

L'exonération est accordée pour les échéances postérieures au 30 juin 1937; à un établissement agréé après cette date, l'exonération ne sera accordée que pour les échéances postérieures à l'agrément.

Obligation est faite aux établissements agréés qui centralisent dans une ou plusieurs de leurs agences les titres déposés d'encaisser les coupons à la caisse principale du Trésor du lieu de leur siège social ou administratif (à Paris, à la Caisse centrale du Trésor).

Les coupons ou titres exonérés font l'objet de remises spéciales accompagnées d'un bordereau d'exonération certifié par l'établissement agréé. Ce bordereau indique le nom et l'adresse de l'établissement dépositaire, la date de l'agrément et, par nature de valeurs et échéance, le montant total de l'exonération à laquelle ont droit les titres déposés.

Les agents de l'Administration chargés du contrôle doivent être mis à même par les établissements agréés et à tout moment, de :

1° rapprocher les indications du bordereau d'exonération de leur comptabilité;

2° trouver dans cette comptabilité les éléments nécessaires pour identifier les titres dont les coupons ont été énoncés au vu du bordereau d'exonération, connaître les noms, prénoms et adresse des déposants de ces titres, justifier la date du dépôt et vérifier l'inscription au crédit du déposant du montant de l'exonération.

Dans le cas où les titres ont été déposés par des personnes autres que leurs propriétaires, l'Administration se réserve le droit d'exiger éventuellement que les arrérages des titres exonérés soient payés aux propriétaires des titres eux-mêmes par inscription au crédit d'un compte individuel ouvert à leurs noms dans les écritures des Etablissements agréés.

3° se faire représenter les titres ayant bénéficié de l'exonération ou la justification de leur sortie.

Les livres et documents nécessaires à l'exécution de ce contrôle doivent être conservés par les banques agréées jusqu'à la fin de la quatrième année suivant celle de l'échéance.

Ces mesures étudiées sont prises en vue d'empêcher toute fraude: elles protègent autant l'intérêt du fisc que celui du déposant.

Le Trésor ne peut subir aucun préjudice à raison des erreurs relevées par le contrôle. Les sommes indûment perçues seront l'objet d'un reversement par les établissements dépositaires, sauf recours de ceux-ci contre leurs clients.

Toute fraude ou tentative de fraude entraîne le retrait de l'agrément sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

L'article 16 du règlement d'administration publique déclare que pour obtenir l'agrément les établissements dépositaires devront s'engager à ne pas percevoir, à l'occasion des dépôts de titres effectués aux fins d'exonération, des droits ou commissions supérieurs à ceux de leur tarif général en matière de dépôt. C'est là une disposition caractéristique, du moins dans son principe. Elle tend rien moins qu'à faire supporter au banquier, et à lui seul, le poids de ce rôle fiscal supplémentaire, puisque en contrepartie des frais d'une comptabilité spéciale qu'il doit ouvrir pour ces dépôts, de la complication de ses comptes-titres et même du classement matériel de ses titres, il ne peut demander au client aucune rétribution particulière. L'agrément s'applique exclusivement aux dépôts de titres admis à bénéficier de l'exonération du prélèvement de 10 %: le banquier ne peut en faire aucun usage d'ordre publicitaire pour un autre objet.

Enfin on peut noter que, vis-à-vis du Fisc, ces titres au porteur déposés dans un établissement de banque agréé offrent les mêmes garanties que les titres nominatifs: pas

plus que les titres nominatifs, ils ne peuvent prêter à la dissimulation des revenus. Il suffirait donc que ce régime des titres de rentes et valeurs du Trésor au porteur déposés dans un établissement agréé soit étendu aux valeurs de sociétés ou entreprises privées pour que l'ancienne distinction fiscale des titres au porteur et des titres nominatifs soumis à un taux d'imposition différent sur le revenu, soit complètement modifiée. On ne comprendrait pas, en effet, que les titres déposés dans une banque agréée supportent un taux d'imposition sur le revenu plus élevé que les titres nominatifs.

On aperçoit, par là même, le rôle fiscal important que joueraient, avec une pareille extension, les banques.

Mais un décret du 25 août 1937 est venu supprimer le prélèvement de 10 % sur les Rentes et Valeurs du Trésor appartenant à toutes les personnes physiques, en ce qui concerne les échéances postérieures au 1^{er} septembre 1937. Le régime du dépôt de titres dans un établissement agréé se trouve ainsi sans objet pour l'avenir.

Un autre décret paru au *Journal Officiel* le 1^{er} septembre 1937, a étendu cette suppression, à partir du 1^{er} janvier 1938, aux titres d'emprunt des P.T.T., de la Caisse Autonome d'Amortissement, Crédit National, Crédit Foncier, Caisse Nationale de Crédit Agricole et des Réseaux de Chemins de Fer d'intérêt général. Les collectivités locales, les colonies et les Chemins de Fer autres que ceux d'intérêt général, sont seulement « autorisés » à appliquer la même exonération.

Il résulte de tout ceci que la distinction entre les titres appartenant à des personnes physiques et ceux appartenant à des personnes morales, entraîne une imposition

fiscale différente — les seconds étant frappés plus sévèrement que les premiers. Nous n'avons pas à rechercher si cette distinction est légitime et logique: nous remarquons simplement que derrière l'écran de la personnalité morale se trouvent des personnes physiques, et que le législateur frappe en réalité la concentration de leurs intérêts.

L'individu convaincu d'avoir encaissé sous son nom le montant de coupons ou de remboursements de titres appartenant à une personne morale, en vue de faire bénéficier cette dernière ou de bénéficier lui-même indûment de cette différence de traitement, est puni des peines de l'article 146 du Code Général des impôts directs (article 4 du décret, *Journal Officiel* 1^{er} septembre 1937).

B. — Impôts sur les valeurs mobilières étrangères

Parmi les valeurs étrangères, une grande distinction s'impose: les valeurs soumises au régime de l'abonnement et les valeurs non abonnées.

I. — RÉGIME DE L'ABONNEMENT

Le système de l'abonnement a pour but de mettre les collectivités étrangères sur le même pied que les collectivités françaises vis-à-vis du Fisc, donc de les rendre sujettes à l'impôt et aussi collectrices d'impôts. Nous verrons alors comment le banquier est amené à faire cette collection.

Comme l'Administration fiscale ne peut exercer sur ces sociétés, dont le siège social se trouve à l'étranger, de contrôle efficace, et qu'elle ne dispose au-delà des frontières nationales d'aucun moyen de contrainte, elle exige que les sociétés désireuses de souscrire au régime de l'abonnement déposent à la Caisse des Dépôts et Consignations un cautionnement ou qu'elles fassent agréer par le Ministre des Finances un représentant français responsable.

Dans les deux cas le Banquier sera en cause: ou bien il recevra de la société l'ordre d'effectuer le versement du

cautionnement pour son compte — et ce sera une opération bancaire (de versement ou de crédit) analogue, par exemple, au dépôt de cautionnement pour le compte d'entrepreneurs de travaux publics; ou bien il sera choisi comme représentant de la collectivité étrangère auprès du Ministre des Finances.

Il faut bien remarquer que, dans ce cas, le banquier n'est pas intermédiaire du Fisc ou « agent » du Fisc, quoique nous hésitions à employer cette expression d'« agent » qui est impropre et imprécise. Le banquier s'est engagé à payer les droits et amendes dus par la collectivité étrangère; il doit respecter un préavis pour la rupture du contrat, sinon son engagement est renouvelé par tacite reconduction pour une nouvelle période. Il est débiteur solidaire, vis-à-vis du Trésor français, des dettes de la société étrangère; il ne peut donc se prévaloir du bénéfice de la discussion ou de la division. Et en fait, le Fisc s'adressera toujours à lui.

Ceci explique aussi la préférence de l'Administration à accepter comme représentant des collectivités étrangères abonnées des Banques, plutôt que des particuliers, à cause de la surface de garantie qu'elles représentent.

Le Ministre des Finances, après avoir pris l'avis de la Commission des Valeurs Mobilières (5) et après une

(5) Le décret du 9 janvier 1937, (*J. O.*, 11-12 janvier 1937), fixe ainsi la composition de cette commission :

Président : le Président de la Section des finances du Conseil d'Etat.

Membres : le Directeur général de l'Enregistrement, des domaines, et du timbre — le Directeur du Mouvement général des fonds — le Président de l'Union syndicale des banquiers de Paris et de Province ou son représentant et le syndic des Agents de change de Paris. La commission désigne son secrétaire, qui a voix consultative.

enquête de l'Administration de l'Enregistrement, fixe le nombre de titres imposables. Cette quotité imposable représente une fraction du nombre total des titres existants, correspondant approximativement aux titres étrangers offerts sur le marché français. Ces renseignements sont obtenus d'après la façon dont le placement des titres a été réalisé (à l'étranger et en France), d'après le nombre de coupons que les établissements de banque paient à chaque échéance et d'après la feuille de présence aux Assemblées.

Il ne faut pas se dissimuler que ces éléments d'appréciation sont très insuffisants. D'ailleurs, la quotité fixée est révisable par le Ministre des Finances, au moins tous les trois ans; à chaque fixation, le Ministre détermine la période durant laquelle elle sera valable.

Un décret du 20 septembre 1928 permet à l'Administration de l'Enregistrement de fixer provisoirement la quotité imposable: car une période de temps souvent très longue s'écoule entre la demande de la société et la décision définitive du Ministre: lorsque celle-ci se produisait, la société étrangère devait décaisser tout l'arriéré des versements non effectués, qui pouvait représenter de très fortes sommes. Avec ce nouveau système, une liquidation s'effectue dans les vingt premiers jours du trimestre suivant la notification de la décision du Ministre des Finances.

Tout comme les titres des sociétés françaises, les titres des sociétés étrangères en circulation en France sont frappés par le droit de timbre, le droit de transmission et l'impôt sur le revenu.

Les sociétés étrangères qui veulent se soumettre au régime de l'abonnement doivent autoriser leur siège, succursale ou établissement français ou l'établissement de banque chargé du service financier, à recevoir les titres au porteur en dépôt dans ses caisses, à délivrer des certificats nominatifs en représentation et à effectuer toutes opérations de conversion du porteur au nominatif.

De même pour leurs titres nominatifs: elles devront déléguer pouvoir exclusif au siège français ou à l'établissement de banque d'effectuer les opérations d'immatriculation, transfert et conversion des titres circulant en France.

L'établissement de banque choisi par la société étrangère pour accomplir ces opérations doit tenir un registre sur papier libre, en un ou plusieurs volumes. Sur ce registre, le banquier inscrira les noms, prénoms, domiciles des personnes dont les titres ou certificats nominatifs circulant en France sont déjà immatriculés sur les registres de la société tenus à l'étranger. Puis, jour par jour et par ordre de numéros, il y portera les immatriculations de titres ou certificats nominatifs d'inscription, les transferts et les conversions.

Le rôle du banquier collecteur, proprement dit, d'impôt, réapparaît ici, car pratiquement c'est lui qui versera au Fisc le montant de l'abonnement et qui débitera en conséquence le compte, dans ses livres, de la société émettrice.

C'est encore le banquier qui récupérera pour le compte de la société étrangère, lors de chaque transfert ou conversion, l'impôt de transmission et qui en effectuera le paie-

ment au Fisc; à cet effet il déposera un état des titres et des certificats inscrits sur le registre, au dernier jour des trimestres de janvier, avril, juillet et octobre. Enfin, pour l'impôt sur le revenu des valeurs abonnées, il sera un précieux collaborateur du Fisc; nous renvoyons aux règles étudiées à propos des valeurs françaises.

a) TITRES ABONNÉS DÉPOSÉS EN BANQUE
RÉGIME SPÉCIAL

L'article 49 du Code des Valeurs Mobilières dispose:

« Sont assimilés aux titres nominatifs français, au point de vue du droit sur les transferts... les certificats nominatifs émis en représentation des titres des sociétés, compagnies et entreprises soumises au régime de l'abonnement, et déposés en France dans les caisses de la collectivité émettrice, lorsque le transfert ou la conversion de ces certificats représentatifs ne peut s'opérer que sur un registre tenu en France dans les conditions déterminées par le Ministre des Finances.

« Ce registre sera tenu soit par le siège français de la société étrangère si elle en a un, soit par le représentant responsable désigné pour acquitter ces taxes d'abonnement, soit par l'établissement de Banque chargé du service financier des titres.

« Les collectivités étrangères qui bénéficient de ce régime demeurent soumises à toutes les obligations qui incombent aux sociétés françaises vis-à-vis de l'Administration de l'Enregistrement. »

Cet article demande quelques explications: Avant la loi du 27 décembre 1927, article 18 (et l'arrêté du 6 juin 1928), les titres émis par les sociétés et collectivités étran-

gères abonnées étaient assujettis à un droit de transmission annuel et obligatoire, sans distinction entre les titres nominatifs et les titres au porteur. Ce régime se distinguait ainsi de celui des titres des sociétés françaises, où, seuls, les titres au porteur sont soumis à la taxe annuelle de transmission.

Cette différence de régime fut supprimée par la loi du 27 décembre 1927: lorsque la société étrangère avait un siège, un établissement ou une succursale français, ses titres nominatifs étaient soumis au régime des titres nominatifs de sociétés françaises.

Mais dans le cas où la collectivité étrangère ne possédait pas de siège ou d'établissement français, le régime antérieur subsistait. L'article 6 de la loi du 31 juillet 1929 (arrêté du 7 octobre 1929) est venu modifier ce dernier point, et étendre le régime d'assimilation de la loi de 1927 au cas où, à défaut de siège, succursale ou établissement français, le représentant responsable désigné pour acquitter les taxes d'abonnement ou l'établissement de banque effectuant le service financier, centralise les titres circulant en France.

Les certificats représentatifs doivent être extraits d'un registre à souche, porter un numéro d'ordre et toutes indications sur le déposant, sur le nombre, la nature, la série et le numéro des titres déposés.

Il est à remarquer qu'un droit de conversion frappe la restitution, contre remise des certificats représentatifs, des titres.

C'est le banquier, une fois de plus, qui sera chargé de retenir, à chaque opération de transfert, l'impôt de transmission et de le verser, pour compte de la société étrangère, au Fisc. Pour cela il doit avoir obtenu, de la collectivité

émettrice, délégation exclusive pour délivrer les certificats nominatifs en représentation des titres nominatifs ou au porteur déposés chez lui, et pour inscrire sur le registre les immatriculations, transferts et conversions.

b) IMPOT SUR LA PRIME DE CHANGE
DES VALEURS ÉTRANGÈRES ABONNÉES
(Article 62 du Code des Valeurs Mobilières)

Il est bon de préciser tout d'abord ce que l'on entend par prime de change.

Certains titres étrangers donnent à leurs porteurs la faculté de choisir entre plusieurs monnaies pour le paiement de leurs dividendes, intérêts, arrérages et autres produits. La différence entre ce que le porteur a touché à la suite de son option pour le paiement en une monnaie étrangère, et ce qu'il aurait reçu s'il avait consenti à être réglé en francs français, représente la prime de change. Cette prime de change est plus ou moins forte selon la situation de la monnaie nationale sur le marché: elle s'élève lorsque le franc faiblit vis-à-vis des autres monnaies. Elle diminue et peut disparaître à mesure que le franc s'apprécie par rapport aux autres devises. Elle est donc indépendante de la valeur intrinsèque du titre étranger et résulte des variations des cours sur le marché des changes. Aussi, l'Administration ne la considère pas comme un « produit » du titre.

L'impôt sur le revenu auquel sont soumises les sociétés étrangères abonnées, et qui est avancé par leur représentant responsable, est calculé uniformément sur la valeur en francs français des produits distribués.

A la suite d'une option de paiement en une devise étrangère, le porteur peut donc recevoir une somme supérieure à celle qui a servi de base pour le règlement de l'impôt sur le revenu. C'est cette différence que la loi du 22 mars 1924 a taxée (article 62 du Code des Valeurs Mobilières); l'excès de la valeur en monnaie française, au cours du jour du paiement, sur le montant nominal en francs français des produits de ces valeurs mobilières, supporte un impôt de 24 % actuellement (décret du 8 juillet 1937).

Le banquier, qui au moment du paiement récupère l'impôt, est tenu d'inscrire le montant de la prime de change frappée par l'impôt, sur un registre dont les agents de l'Enregistrement peuvent, à tout moment, exiger la présentation.

*

* *

Le régime de l'abonnement, antérieurement à la loi du 31 juillet 1929, était obligatoire pour les sociétés étrangères qui désiraient introduire leurs titres sur le marché français; ce qui d'ailleurs ne signifie pas que, seuls, les titres de valeurs abonnées circulaient en France.

Vis-à-vis du Fisc le système de l'abonnement présente l'avantage de procurer régulièrement des ressources. En revanche, pour les sociétés qui y sont soumises, de gros inconvénients ont été relevés. M. le Doyen Allix, dans son *Traité théorique et pratique de l'impôt sur le revenu* (2^e supplément, page 65), note que l'abonnement comporte un engagement illimité de la part des sociétés et que

ces dernières ne peuvent prévoir, au moment où elles y souscrivent, à quoi elles s'exposent, puisque la quotité imposable est variable et que les taxes peuvent être augmentées. De plus, la « récupération des impôts sur les porteurs français est, la plupart du temps, impossible, ou du moins très difficile, en sorte que ces impôts restent presque toujours à la charge des sociétés et se trouvent dès lors, en fait, supportés par tous les actionnaires, même étrangers ».

Aussi l'article 5 de la loi du 31 juillet 1929 vint-il supprimer le caractère obligatoire de l'abonnement: les valeurs mobilières étrangères peuvent, sans être soumises au régime de l'abonnement, être cotées, négociées, exposées en vente, émises, mises en souscription, introduites sur le marché, ou faire l'objet d'un service financier en France (6).

Sous le régime du non-abonnement il n'y a pas pour la société étrangère obligation de faire agréer un représentant responsable ou de constituer un cautionnement. Nous étudierons l'application du droit de timbre, du droit de

(6) Pour la définition de ces termes, cf. MAGUÉRO: *Traité alphabétique des droits de l'Enregistrement*, n^{os} 417 à 435.

L'émission est « une expression générale qui comprend tout placement de valeurs mobilières nouvelles sur le marché français par la collectivité ou son mandataire ».

« La mise en souscription ou l'exposition en vente est une émission qui, au lieu d'être ouverte et close à dates fixes, se prolonge indéfiniment, jusqu'à ce que le but poursuivi soit atteint.

« L'introduction sur le marché est le fait du banquier, de l'établissement de crédit, du professionnel en matière d'achat et de vente de valeurs de bourse qui écoule sur le marché français des titres qu'il a acquis en vue de créer sur la place un courant d'affaires sur ces valeurs, ou d'accroître celui déjà existant. »

transmission et de l'impôt sur le revenu, sous ce régime, dans la mesure où elle affecte l'activité du commerce de banque.

II. — RÉGIME DU NON-ABONNEMENT

§ I. Impôt du timbre

Les valeurs étrangères non abonnées sont soumises au droit de timbre au comptant lorsqu'elles circulent en France.

L'article 26 du Code des Valeurs Mobilières stipule que l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, l'introduction sur le marché, le remboursement ou la conversion des titres de fonds d'Etats étrangers et de collectivités privées non abonnées, ne peuvent être annoncées, publiées ou effectuées en France sans qu'il ait été fait, dix jours à l'avance, au bureau de l'Enregistrement de la résidence, une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou l'annonce.

Les titres ou les certificats provisoires de titres émis, souscrits, exposés en vente ou introduits sur le marché en France, les nouveaux titres délivrés après conversion ne peuvent être remis aux souscripteurs, preneurs, acheteurs ou possesseurs, sans avoir préalablement acquitté les droits de timbre.

D'après l'article 27, « la négociation, l'exposition en vente, l'énonciation dans un acte ou écrit, soit public, soit

sous seing privé, le remboursement et le transfert » de ces titres ne peuvent être effectués en France lorsque ces titres n'ont pas acquitté le droit de timbre au comptant.

La loi présume que l'énonciation, dans un acte passé en France, de valeurs étrangères non abonnées, est la preuve certaine de leur circulation dans le pays; mais il faut que l'acte puisse faire titre, et qu'il ne soit pas un papier privé, comme une missive, un journal de comptes, un livre de commerce, un bordereau ou avis de vente. Cependant, selon les termes d'un jugement du Tribunal de Lyon du 6 décembre 1932 (R. E. art. 9.891), l'énonciation dans des livres de commerce de valeurs étrangères non abonnées paraissait entraîner l'exigibilité du droit de timbre sur les titres énoncés.

La Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, à laquelle avait été déféré ce jugement, l'a confirmé par un arrêt du 16 juillet 1934, mais en l'interprétant: La décision du Tribunal de Lyon est fondée sur l'existence d'une négociation de titres, dont les livres de commerce renfermaient la preuve complète, et non sur l'énonciation des titres dans ces mêmes livres (R. E. art. 10.254).

Le Ministre des Finances, de plus, a admis une exception pour les titres étrangers déposés (ou retirés) dans un établissement de banque pour conservation et préservation contre le vol, l'incendie et la perte. L'acte public ou sous seing privé qui constate ce dépôt (ou ce retrait) n'est pas soumis au droit de timbre au comptant. Mais si la remise à la Banque de ces titres est le fait d'une opération de nantissement ou de gage, le droit de timbre sur le récépissé est exigible.

Il faut, enfin, que l'énonciation se rapporte à des titres créés matériellement et négociables.

Le tarif du droit de timbre au comptant est fixé à 4 francs par 100 francs ou fraction de 100 francs. Les fonds d'Etats étrangers, déjà timbrés au tarif antérieur à la loi du 28 décembre 1895 (droit gradué de la loi du 25 mai 1872; droit proportionnel de 1 % de la loi du 8 juin 1864; droit proportionnel de 0,50 % de la loi du 13 mai 1863) sont passibles du tarif de 4 %, imputation faite de l'impôt déjà payé.

Liquidation

La liquidation du droit de timbre se fait de 20 francs en 20 francs sur la contrevaletur en francs français de la valeur nominale de chaque titre.

Si un certificat comprenant plusieurs titres est dressé, le droit ne se calcule pas sur la valeur nominale globale des titres ainsi représentés, arrondie de 20 francs en 20 francs. Il est liquidé sur la valeur nominale de chacun des titres contenus dans le certificat.

Le législateur a estimé que la valeur nominale ne pouvait être prise comme base de l'impôt du timbre, lorsque le titre avait subi une dépréciation d'une certaine ampleur. Il a prévu, dans un but d'équité, que lorsque le cours moyen en Bourse ou en banque, durant l'année précédente, serait tombé au-dessous de la moitié du pair, la valeur négociable du titre remplacerait la valeur nominale. Cette valeur négociable est déterminée par le cours moyen.

Dans le cas où les titres ne seraient pas cotés en bourse ou en banque, et où leur valeur réelle serait inférieure au

quart du pair, c'est cette dernière qui servirait d'assiette. Une déclaration estimative avec pièces justificatives (cotes étrangères, etc...) est alors fournie par les parties.

Cas de sociétés qui se désabonnent

L'article 25 du Code des Valeurs mobilières prévoit que les titres de sociétés qui se désabonnent postérieurement à la loi du 31 juillet 1929 supportent la moitié du droit de timbre au comptant. Si leur abonnement date de plus de 20 ans, ces sociétés sont complètement exonérées de l'impôt. Pour bénéficier de ce régime de faveur, les titres doivent faire partie de séries qui étaient antérieurement abonnées, et être soumis à la formalité du timbrage (à l'extraordinaire ou visa pour timbre) dans l'année suivant le désabonnement. Enfin, comme ces dispositions pourraient constituer un avantage pour les sociétés qui se désabonnent, il faut, pour qu'elles soient applicables, que les sociétés étrangères ne se soient pas engagées vis-à-vis des porteurs français à prendre à leur charge les droits; sinon, il est bien évident qu'elles se trouveraient injustement favorisées.

L'Administration avait prétendu que l'article 25 du Code des Valeurs Mobilières (article 8 de la loi du 31 juillet 1929), pas plus que l'article 5 de la même loi, n'enlevaient le caractère de l'irrévocabilité aux abonnements contractés par les collectivités étrangères; l'article 25 du Code des Valeurs Mobilières, à son point de vue, fixait la perception du droit de timbre au comptant sur les titres qui viendraient à être désabonnés, mais ne permettait pas aux collectivités précédemment abonnées de dénoncer leurs engagements.

Un jugement du Tribunal de la Seine du 6 décembre 1935 (R. E. art. 10.762), a condamné cette opinion : « Attendu que l'interprétation de la Régie ajoute au texte des précisions allant à l'encontre de son sens naturel ; qu'en effet, il ressort des termes nets et précis de la loi de 1929 et dont la portée est générale, que celle-ci a entendu, par l'article 5, déroger expressément aux dispositions législatives antérieures qui rendaient l'abonnement obligatoire et donner, en conséquence, la possibilité à toutes valeurs mobilières étrangères de circuler sur le marché français sans être soumises pour l'avenir au régime de l'abonnement, et par l'article 8 qui le complète, en visant « les titres des sociétés qui se désabonneront », laisser aux collectivités étrangères précédemment abonnées la faculté d'user à leur gré du régime nouveau que la loi a institué ; que l'expression « se désabonneront », qui implique le fait par une société de dénoncer ses engagements, ne saurait être interprétée dans le sens restrictif que lui attribue l'Administration de l'Enregistrement à l'occasion d'une situation particulière de fait, résultant de l'abstention, par cette collectivité, de reconstituer les garanties légales disparues... »

Sanctions

Une amende de 5 % de la valeur nominale des titres frappe toute contravention aux articles 26 et 27 du Code des Valeurs Mobilières ; l'amende ne peut être inférieure à 100 francs. L'article 28 précise que le recouponnement qui aurait eu lieu sans respecter les dispositions de l'article 26 et 27 entraîne application de l'amende.

L'amende est due personnellement et sans recours par tous ceux qui ont émis, exposé en vente, mis en souscrip-

tion, négocié, introduit, remboursé, converti, coté ou énoncé dans les actes, des titres non timbrés ou qui ont servi d'intermédiaires soit pour ces opérations, soit pour le remplacement de la feuille de coupons; de même pour ceux qui ont publié ces opérations sans déclaration préalable. Ceci intéresse donc le Banquier au plus haut point.

Le souscripteur ou le preneur de titres est tenu solidairement de l'amende, sauf son recours contre celui dont il les tient. Tous les contrevenants sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

Sous peine d'une amende de même taux (5 % de la valeur nominale des titres énoncés, minimum 100 francs), l'énonciation dans tout inventaire (après décès, après déclaration de faillite, etc...) donne ouverture au droit de timbre de ces titres, s'il n'a déjà été perçu. Des délais variables selon la nature de l'inventaire sont prévus pour l'acquittement du timbre.

C'est le banquier qui sera choisi presque toujours comme l'intermédiaire chargé de les faire timbrer, car il aura les titres en dépôt dans ses coffres.

§ 2. Impôt de transmission

La taxe de transmission ne frappe pas les titres des sociétés étrangères non abonnées. Lorsque leur cession est constatée par un acte soumis à la formalité, les droits d'Enregistrement ordinaires sont applicables.

§ 3. Impôt sur le revenu

Les dividendes, intérêts, arrérages, produits des titres étrangers non abonnés sont assujettis à l'impôt sur le revenu lorsqu'ils sont payés en France ou touchés à l'étranger par des personnes qui ont leur domicile en France.

Dans ce dernier cas, le propriétaire ou usufruitier de ces titres qui en encaisse directement ou indirectement les revenus doit en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement dans les trois premiers mois de l'année et acquitter la taxe.

La même déclaration est obligatoire, ainsi que l'acquittement de la taxe, pour les personnes ou sociétés domiciliées ou ayant leur siège social en France, qui se font envoyer de l'Etranger ou encaissent en France ou à l'Etranger directement ou par un intermédiaire quelconque, les produits d'un trust constitué à l'étranger, quelle que soit la consistance des biens de ce dernier (article 52, loi de réforme fiscale du 31 décembre 1936, nouvel article 67 bis du Code des Valeurs Mobilières).

Une amende égale au quintuple des sommes dont le Trésor a été privé pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de l'infraction, sans toutefois que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de 10 années, frappe les contrevenants. Il est prévu en outre que les dispositions de l'article 70 du Code des Valeurs Mobilières, alinéa 4 (amende de 100 francs à 10.000 francs, poursuivies comme en matière d'impôts sur les opérations de bourse) sont applicables. Mais ceci est en dehors de notre sujet.

Lorsque c'est un banquier ou toute autre « personne qui fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou tous autres instruments de crédit créés pour le paiement de ces dividendes, intérêts, arrérages ou produits », la retenue de l'impôt est effectuée obligatoirement par ses soins.

Dans le cas où la collectivité émettrice a pris l'impôt à sa charge, le banquier en fait l'avance au Trésor, quitte à se faire rembourser ensuite par elle.

Une déclaration d'existence doit être souscrite par le banquier auprès du bureau de l'Enregistrement de sa résidence. Si l'Etablissement bancaire a plusieurs agences ou succursales, c'est au bureau de l'Enregistrement de chacune d'elles que la déclaration doit être faite.

L'impôt ne s'applique évidemment pas une seconde fois, quand il est justifié au banquier que la retenue a déjà été effectuée par un intermédiaire précédent. Le banquier qui présente à l'encaissement chez un confrère des coupons de titres étrangers déposés dans ses caves ne va pas retenir à son tour l'impôt lorsqu'il les paiera aux déposants.

L'impôt est dû quelque soit le moyen technique mis en œuvre pour le paiement. L'expression « tous autres instruments de crédit » de l'article 65, alinéa 1, du Code des Valeurs Mobilières, est très générale: elle désigne les billets à ordre, les lettres de change, les ordres de virement qui pourraient être créés à cet effet. Dans la pratique, les procédés les plus courants sont les chèques-dividendes et l'inscription au crédit d'un compte.

Or, il est souvent bien difficile au banquier de savoir si le chèque présenté au paiement représente un dividende:

la plupart des chèques-dividendes des valeurs anglo-saxonnes portent la lettre D écrite en plus ou moins gros caractère; le chèque peut aussi ne contenir aucune mention particulière. Le banquier, à moins que sa mauvaise foi ne soit établie, ne peut être rendu responsable s'il n'a pas effectué la retenue de l'impôt sur le montant d'un chèque ne présentant aucune indication « évidente » sur son origine.

Pièces et registres exigés

Un bordereau de paiement doit être déposé par toute personne qui demande en France le paiement de coupons de collectivités étrangères publiques ou privées non abonnées: le banquier y fait préciser l'identité du client, car parmi les coupons qu'on lui présente certains pourront lui être retournés dans la suite comme impayés. Le bordereau porte la date, les noms, prénoms et domicile de l'assujetti effectuant le paiement, la nature, le nombre, la valeur des coupons et le montant de l'impôt retenu (ou le numéro de l'*affidavit* produit).

Un bordereau de négociation doit être établi par tout banquier négociant en France des coupons ou autres instruments de crédit sur lesquels la retenue de l'impôt a déjà été effectuée, à l'appui de chaque transmission opérée. Sur ce document sont inscrits la date, le nom, prénom et domicile du banquier, ceux de l'assujetti à qui la transmission est faite, la nature et le nombre des coupons.

La loi oblige en outre le banquier à tenir deux registres: numéro 1 et numéro 2, cotés et paraphés, en papier non timbré, sur lesquels il doit mentionner les paiements de coupons étrangers effectués à ces caisses.

Sur le registre numéro 1 sont inscrites, sans blanc ni interligne, sous un numéro d'ordre, toutes les opérations ayant donné lieu à la retenue de l'impôt sur le revenu (ou à la production d'un *affidavit*) ; on y mentionne de même le montant des impôts payés par erreur ou sur des coupons que la collectivité émettrice a rejetés comme non payables.

Les opérations d'achat à d'autres banquiers de coupons étrangers, sont relevées sur le registre numéro 2 d'après leur date, numéro d'ordre, numéro du bordereau de négociation, la raison sociale de l'assujetti qui a opéré la transmission, la nature et le nombre des coupons.

Liquidation de l'impôt

Elle comporte la détermination par le banquier du revenu taxable : l'impôt est liquidé sur la valeur brute des coupons sans que l'on puisse déduire la commission de banque ou l'escompte. En revanche, les impôts établis dans les pays où les titres ont été créés et qui sont à la charge du porteur de coupons peuvent être retranchés de la valeur imposable.

Lorsque le coupon est payable en monnaie étrangère, sa valeur doit être exprimée en francs français au cours de la veille du jour de paiement (cours publié au *Journal Officiel*). Comme un temps plus ou moins long s'écoule entre le paiement et l'encaissement à l'étranger, durant lequel le cours des changes peut varier, une décision du Ministre des Finances du 30 août 1928 autorise une marge de 1 % sur le cours exact, au bénéfice de l'établissement payeur. En l'absence de cours officiel, le banquier peut se baser sur les cours cotés sur les marchés monétaires étrangers.

Le taux d'imposition est de 30 % depuis le décret du 8 juillet 1937. C'est le taux en vigueur au jour du paiement qui est applicable. L'Administration admet toutefois que l'on peut appliquer le taux en vigueur au jour de l'échéance à des coupons échus qui sont présentés en retard au paiement.

Règlement de l'impôt

Il a lieu dans les dix premiers jours de chaque mois. A l'appui du montant de l'impôt qu'il verse à l'Administration de l'Enregistrement, le banquier fournit un extrait des registres numéro 1 et numéro 2 qu'il certifie conforme: sur cet extrait sont reproduites, dans leur ordre, les opérations mensuelles qui ont donné lieu à la retenue de l'impôt.

Sanctions

Tout assujetti, ayant un établissement en France, qui omet soit de retenir l'impôt du revenu lors du paiement de coupons ou de chèques émis en représentation de produits de valeurs mobilières étrangères non abonnées, soit de verser au Trésor l'impôt par lui retenu, encourt, pour chaque opération irrégulière, l'amende variable de 1.000 à 10.000 francs et la quintuple taxe édictée par l'article 38, paragraphe 2, de la loi du 29 mars 1914, modifié par l'article 36 de la loi du 16 avril 1930 (Code des Valeurs Mobilières, article 70) (7).

(7) L'appellation de celle-ci vient de ce qu'elle est égale au quintuple des sommes dont le Trésor a été privé. On devrait logiquement l'appeler l'amende du quintuple. C'est une amende et non une taxe.

Pour l'application de ces pénalités, il importe peu que l'assujetti allègue, sans d'ailleurs en justifier, que l'impôt a été ultérieurement versé au Trésor par un autre intermédiaire (jugement du Tribunal correctionnel de Toulouse, 7 septembre 1934. R. E. art. 10.715).

Le fondé de pouvoirs d'un assujetti, qui se rend complice des infractions commises par son employeur, encourt personnellement les mêmes pénalités que ce dernier (Cour d'Appel, Toulouse, 27 décembre 1934. R. E. art. 10.715). — Mais en sa qualité de simple fondé de pouvoir d'un professionnel, il n'est pas tenu de souscrire personnellement la déclaration d'existence prescrite par l'article 35, alinéa 1, de la loi du 29 mars 1914 (article 65, alinéa 1, du Code des Valeurs Mobilières).

a) AFFIDAVIT

Les étrangers peuvent percevoir en France, sans retenue de l'impôt, les revenus de coupons de valeurs étrangères non abonnées. Mais en vue d'éviter toute fraude, il faut qu'ils justifient de certaines qualités et qu'ils remplissent certaines conditions.

L'affidavit est le document qui atteste celles-ci. C'est la déclaration faite par l'intéressé qu'il n'est pas de nationalité française, qu'il n'a ni domicile, ni résidence en France, qu'il est propriétaire (ou usufruitier) des titres dont les coupons présentés au paiement ont été détachés, qu'il ne fait ni profession, ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de titres ou valeurs mobilières, ou bien « qu'il fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de titres ou valeurs mobilières, qu'il est propriétaire ou usufruitier

des titres dont les coupons détaillés ci-contre ont été détachés et qu'il a remis ces titres en France en nantissement d'opérations commerciales ou civiles ».

Au verso de l'affidavit est indiqué le nombre, la valeur et le montant des coupons, d'après le cours du change au jour de la déclaration.

L'affidavit est reçu par le consul français de la résidence du déclarant et certifié par lui exact dans toutes ses énonciations.

L'affidavit pour être valable ne doit pas être postérieur de plus d'un an à l'échéance des coupons: s'il a trait à des titres en dépôt ou en nantissement, il est valable pour toute la durée de ce dernier.

C'est un document individuel, et qui doit être déposé lors même de la demande de paiement des coupons à la banque avec un bordereau de paiement. L'assujetti l'inscrit sur le registre numéro 1, dont nous avons parlé ci-dessus, et lui donne un numéro d'ordre.

b) IMPOSITION DES « FUNDING » ÉTRANGERS

On appelle « funding » un titre émis par une collectivité débitrice et en représentation de coupons échus qu'elle ne peut payer. Les intérêts restés impayés du titre originaire se trouvent donc capitalisés en un titre nouveau, lui-même productif d'intérêt. Les états de l'Amérique du Sud ont beaucoup employé ce procédé; quant au porteur, c'était souvent le seul moyen pour lui de garder l'espoir d'être payé un jour.

Au point de vue de l'imposition des revenus, une question intéressante allait se poser; le funding représente

incontestablement un revenu, mais un revenu capitalisé, dont on ne peut disposer immédiatement à moins d'une négociation. Fallait-il donc le frapper en tant que titre capitalisant un revenu, ou bien l'impôt ne s'appliquerait-il qu'au jour où le porteur toucherait les espèces, par suite d'une négociation ou d'un remboursement?

Si la première solution était admise, c'était lors du dépôt des coupons impayés pour échange contre un titre funding que l'impôt sur le revenu s'appliquait: solution particulièrement dure pour le porteur qui ne recevait pour le moment qu'un titre avec promesse de paiement dans l'avenir, mais aucunes espèces.

Aussi fut-il admis que l'impôt ne serait perçu que lors de la première opération (négociation ou remboursement) à laquelle donnerait lieu le titre funding. Cette décision, qui paraît tout à fait équitable, n'a cependant pas été étendue à tous les funding: elle ne vaut que pour les funding émis par des Etats.

L'argument invoqué est que dans ce cas, le porteur de coupons impayés se heurte à une puissance étatique, qu'il n'est pas en mesure de faire respecter ses droits aussi bien que lorsqu'il se trouve vis-à-vis d'une autre collectivité; dans cette dernière hypothèse, on présume d'ailleurs qu'il y a eu accord des parties. Le raisonnement n'est pas très solide: l'accord des parties ne peut se présumer aussi légèrement; d'autre part, le porteur de coupons éprouve la même difficulté à faire respecter ses droits qu'il se trouve en face d'une puissance publique étatique ou d'une collectivité locale étrangère. Et cependant le bénéfice de la décision ministérielle ne s'applique pas à ce dernier cas.

c) IMPOSITION DES PRIMES DE REMBOURSEMENT
ET DES LOTS DES VALEURS ÉTRANGÈRES NON ABONNÉES

Jusqu'à la loi du 31 juillet 1929, les primes de remboursement et les lots de valeurs étrangères non abonnées n'étaient pas soumis à l'impôt sur le revenu.

Depuis le 31 juillet 1929, le banquier est chargé de le retenir lors du paiement qu'il effectue des lots et primes échus.

La liquidation de l'impôt avait prêté à controverses: comme depuis la grande guerre les valeurs des monnaies ont énormément varié, les valeurs-or d'émission ne sont généralement pas les mêmes que les valeurs-or de remboursement. Fallait-il faire cette comparaison des valeurs-or et au cas où elle faisait apparaître une différence, taxer cette dernière seulement? Ou bien, devait-on dégager en monnaie étrangère, la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission, puis la convertir en monnaie française au cours du jour du paiement pour asseoir l'impôt? C'est cette seconde solution qu'a admise l'Administration.

Lorsque le taux réel d'émission d'un titre ne peut être connu, on le calcule d'après vingt fois l'intérêt annuel qui a été stipulé à l'émission. S'il n'y a pas eu d'intérêt stipulé, le banquier français fera une déclaration estimative.

d) TITRES NON ABONNÉS DÉPOSÉS EN BANQUE
RÉGIME SPÉCIAL

La création de ce régime spécial doit être envisagée comme la conséquence de la suppression de l'abonnement obligatoire et du désir de l'Administration de contrôler le plus possible les valeurs étrangères non abonnées.

Dans la mesure où ce contrôle permettait à l'Administration de percevoir les impôts de transmission, il était juste de prévoir une réduction de l'impôt sur le revenu de ces valeurs, dont le taux avait été précisément majoré pour compenser la perte de la taxe de transmission sur les titres non abonnés.

C'est le but de l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 : les valeurs étrangères non abonnées, déposées contre récépissés nominatifs dans un établissement de banque agréé par l'Administration, jouissent d'un régime se rapprochant de celui des titres nominatifs français. Ce régime spécial est aussi à rapprocher de celui établi par la loi du 27 décembre 1927 pour les titres abonnés déposés en banque et que nous avons vu plus haut.

Le banquier est donc choisi une fois de plus comme intermédiaire entre le fisc et le contribuable. Mais n'importe quel banquier ne peut jouer ce rôle. Encore faut-il qu'il se soit fait agréer par le Ministère des Finances. Le Ministre des Finances n'accordera l'agrément qu'après avis du Directeur de l'Enregistrement et du Directeur du Mouvement général des Fonds. Il dispose d'un pouvoir souverain d'appréciation, et sa décision ne peut faire l'objet d'aucun recours : *a fortiori* n'a-t-elle pas besoin d'être motivée.

L'agrément n'est ni exclusif, ni irrévocable ; le banquier n'a donc pas seul la faculté de recevoir en dépôt les titres de telle ou telle catégorie déterminée.

L'établissement qui perd le bénéfice de l'agrément, tout comme celui qui ne l'a jamais eu, peut recevoir en dépôt des titres étrangers non abonnés : mais il devra alors retenir l'impôt sur leur revenu au taux de 30 % (décret du 8 juillet 1937).

L'établissement agréé doit faire une déclaration au bureau de l'Enregistrement de son siège social, et s'il a des agences et succursales, au bureau de l'Enregistrement de chacune d'elles; la date du commencement des opérations de dépôt y est indiquée. La déclaration est signée par le banquier ou si c'est une société, par les représentants dûment habilités pour engager sa responsabilité.

Une déclaration doit être de même, souscrite lors de la cessation des opérations de dépôt.

Les récépissés nominatifs qui sont délivrés par l'établissement de banque agréé lors du dépôt des valeurs étrangères non abonnées doivent être extraits d'un registre à souche, porter un numéro d'ordre et mentionner les noms, prénoms et domicile du déposant, la nature, le nombre et le numéro des titres. Ils sont dressés sur papier timbré et établissent que le titulaire a droit au tarif d'imposition sur le revenu des titres réduit à 24 %.

Le banquier agréé a, de plus, l'obligation de tenir un registre des dépôts et un registre des retraits, en papier libre, cotés et paraphés. Il y inscrit la date, la désignation des titres, du déposant ou du retrayant et un numéro d'ordre. Ce numéro d'ordre est reproduit sur le récépissé. Sur le registre des retraits sont portés les droits de conversion, auxquels donne lieu la restitution des titres contre remise des récépissés nominatifs: le taux du droit de conversion, sur la valeur des titres au jour du retrait est actuellement de 0,65 %; le décret du 8 juillet 1937 ne l'a pas modifié.

Comme la loi ne prévoit aucune transmissibilité des récépissés nominatifs, toute aliénation ou transfert des titres déposés donne lieu à un retrait en la forme ordinaire avec paiement de la taxe de conversion.

Le droit de conversion n'est pas exigible lorsque les titres déposés sortent des coffres de l'établissement pour une opération de régularisation quelconque: recoupponnement, estampillage, échange.

Sur un troisième registre, le banquier relèvera toutes les opérations de paiement ou de négociation des coupons, chèques ou autres instruments de crédit créés pour le paiement des revenus des titres étrangers non abonnés déposés chez lui. Ce registre est l'équivalent du registre numéro 1 ci-dessus de la loi du 29 mars 1914.

Mais le taux réduit d'imposition de 24 % ne s'applique que si le paiement des revenus est effectué par l'établissement dépositaire. En conséquence, le titulaire de titres nominatifs étrangers, qui reçoit directement de la société étrangère un chèque-dividende, doit le donner à l'encaissement à l'établissement où il a effectué son dépôt, pour bénéficier du taux de 24 %: il ne suffirait pas qu'il le présente à un autre établissement agréé quelconque.

Les opérations de paiement ou de négociation des coupons, chèques ou autres instruments créés pour le paiement de revenus des titres déposés donnent lieu à l'établissement de bordereaux de paiement de la loi du 29 mars 1914: ceux-ci mentionnent le numéro d'inscription au registre des dépôts et au registre des paiements.

Règlement de l'impôt.

Un relevé du registre des dépôts, et un extrait du registre des paiements au dernier jour de chaque mois doivent être faits par les établissements de banques agréés. Ils sont certifiés par le banquier et déposés avec le montant des impôts perçus (sur le revenu et droit de conversion) au

bureau de l'Enregistrement où a été souscrite la déclaration. Ce dépôt et ce versement doit être effectué dans les dix premiers jours de chaque mois (ou le neuvième si le dixième est férié ou un dimanche).

Les établissements dépositaires ont droit à une remise sur le montant des perceptions qu'ils ont effectuées (taux fixé par décret du 14 décembre 1920).

e) TITRES ÉMIS PAR LES BANQUES

EN REPRÉSENTATION DE TITRES ÉTRANGERS

LOI DU 16 FÉVRIER 1932. DÉCRET DU 3 JANVIER 1933.

L'émission de titres par le banquier en représentation de titres étrangers se rattache au système anglo-saxon des « trustee ». Le banquier détenteur pour compte de ses clients de titres étrangers leur délivre des certificats qui leur donnent les mêmes avantages pécuniaires que les titres eux-mêmes; en revanche la banque joue le rôle de société de gestion, assure leur représentation et le vote aux assemblées. Le banquier devient ainsi le représentant, pour des affaires situées à l'étranger, des intérêts des porteurs français. Il est en effet mieux placé qu'eux pour faire respecter et pour conserver leurs droits.

La loi du 31 juillet 1920, par son article 30, dans le but d'éviter une superposition d'impôts, exemptait de l'impôt sur le revenu les titres représentatifs d'autres titres eux-mêmes assujettis à cette imposition. Mais ces certificats émis en représentation par des banquiers en France étaient soumis au timbre de dimension, tandis que les certificats créés à l'étranger par des banquiers étrangers y échappaient. Les banques françaises se trouvaient ainsi défavorisées par rapport aux banques étrangères.

L'article 4 de la loi du 16 février 1932 est venu exonérer du timbre de dimension ces certificats représentatifs.

L'article 6 de la même loi fait du banquier émetteur de ces certificats, le collecteur de l'impôt sur le revenu. Le titulaire du certificat représentatif n'a plus à faire une déclaration de ces revenus et à acquitter l'impôt comme l'y obligeait l'article 37 de la loi du 29 mars 1914 (article 67 du Code des Valeurs Mobilières).

Le décret du 3 janvier 1933 fixe les règles concernant l'émission de ces certificats et les recouvrements effectués par le banquier (8).

Une autorisation préalable du Ministère des Finances est indispensable. Avant chaque émission de certificats, les établissements de banque doivent souscrire au bureau de l'Enregistrement de leur siège (ou au bureau désigné à cet effet) une déclaration. Cette déclaration indique la date de l'arrêté ministériel autorisant l'émission, le nombre, la nature, et s'il y a lieu, la valeur nominale des titres étrangers qui seront représentés par les certificats, la désignation de la collectivité émettrice des titres et le nombre de certificats que la banque se propose d'émettre. Le banquier peut se réserver la faculté d'émettre, en sus du nombre indiqué, des certificats en représentation de titres qui, dans l'avenir, seront déposés dans ses caisses ou entre les mains d'un tiers; mais il doit le mentionner dans sa déclaration. Celle-ci remplace la déclaration prévue par les articles 44 de la loi du 29 mars 1914 et 5 de la loi du 16 février 1932.

(8) *Journal Officiel* du 31 janvier 1933, page 1029.

En cas de cessation des opérations de gestion par l'établissement de banque, par suite de l'échange de la totalité des certificats émis contre les titres étrangers, ou pour toute autre cause, une déclaration doit être faite également.

Le banquier doit déposer avec sa déclaration, la copie certifiée en langue française ou la publication dans le Bulletin des Annonces légales et obligatoires des statuts de la société étrangère, et si ce sont des titres d'emprunt, de l'acte en vertu duquel ils ont été créés.

Le décret impose aussi certaines conditions de forme à l'émission des certificats: ils doivent être extraits d'un registre à souche, contenir un numéro d'ordre, la désignation de la banque émettrice et de la collectivité émettrice des titres représentés, la nature, valeur nominale (s'il y a lieu) et le nombre des titres étrangers représentés par le certificat. Le certificat doit reproduire les stipulations régissant les droits et obligations des porteurs de certificats et de l'établissement de banque, et les engagements, traduits en français, qu'a pris la collectivité émettrice vis-à-vis des porteurs des titres.

Les banques doivent tenir un registre sur papier libre, divisé en deux parties dans lesquelles sont reportées respectivement toutes les indications concernant l'émission des certificats, et leur échange contre d'autres certificats ou contre les titres étrangers.

Lorsque la collectivité émettrice des titres met en paiement un dividende ou autre produit, le registre est arrêté et une situation récapitulative des titres représentés par les certificats en circulation est dressée.

Les banques émettrices de certificats représentatifs versent au bureau de l'Enregistrement qui a reçu la déclaration

d'émission, l'impôt sur le revenu des titres avec une copie de cette situation récapitulative, une copie en français du dernier bilan et du compte rendu des délibérations des organes sociaux de la collectivité étrangère, et un état donnant la date d'encaissement des produits des titres et la valeur en francs français, au cours du change du jour, de l'encaissement de ces produits (sous déduction des impôts établis dans le pays étranger et qui sont à la charge du porteur de coupons).

CHAPITRE II

Impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements

Le taux général de cet impôt est actuellement de 24 %; pour les créances nominatives, dépôts et cautionnements des personnes physiques et assimilées, il est réduit à 15 %.

Cet impôt frappe les intérêts, arrérages et tous autres produits des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe, des cautionnements en numéraire, des comptes courants non commerciaux, des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de toute opération commerciale ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt (article 38 de la loi du 31 juillet 1917, article 71 du Code des Valeurs Mobilières). Il n'y a donc pas que l'intérêt proprement dit qui soit frappé; toutes les prestations reçues par le bailleur de fonds en sus de l'intérêt et à titre de rémunération complémentaire du capital sont imposables.

En revanche, les prestations qui ont leur cause dans une opération distincte du prêt et qui correspondent à un

service rendu indépendant, ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu: c'est le cas de la commission de mouvement qui est perçue par le banquier sur le total de la colonne débit du compte. Elle rémunère le service que rend le banquier à son client en lui servant de caissier.

La même question se pose pour la commission dite du plus fort découvert; celle-ci est calculée chaque trimestre sur le plus fort découvert qui s'est produit durant le trimestre précédent. Une opinion assez répandue prétendait que la commission du plus fort découvert était la rémunération du service bancaire et plus particulièrement de l'acte d'entremise du banquier, entre ses emprunteurs et ses déposants.

On objectait à ceci qu'un banquier ne fait pas directement acte d'intermédiaire entre ces clients déposants et les personnes à qui il consent des crédits. Les premiers ne lui donnent aucun mandat, et le banquier est absolument libre de faire fructifier comme il l'entend les capitaux qu'il s'est procurés.

Dans un jugement du 13 février 1936 (R. E., art. 10.579), le tribunal de Libourne a estimé que la commission du plus fort découvert n'est pas une rémunération d'un service particulier, distinct du prêt, qui consisterait dans l'immobilisation forcée de sommes destinées à parer à des prélèvements imprévus. Cette commission représenterait, sous forme de surprime, un supplément d'intérêt, donc un produit de la créance, passible de l'impôt. On a critiqué cette décision et fait remarquer qu'il convenait de rechercher dans chaque cas si le taux de la commission est ou non en proportion avec les services professionnels rendus par le banquier, et en accord

avec les usages locaux; ce serait donc une question d'espèce.

L'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 (article 71 du Code des Valeurs Mobilières) est d'ailleurs conçu en termes généraux, en dehors de l'exception relative aux opérations commerciales n'ayant pas le caractère juridique d'un prêt. On peut en déduire que toutes les sommes qui ont le caractère de revenus de placement et qui ne tombent pas sous le coup de l'impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières, sont passibles de l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements, même si elles n'affectent pas le caractère d'intérêts proprement dits (1).

Les bénéfices de report font partie de ce cas-là; il convient d'ailleurs de remarquer que l'assujettissement de ces bénéfices à l'impôt sur le revenu des créances ne soulève aucune difficulté lorsque le capitaliste a versé son argent en dépôt à un établissement qui fait les opérations de report et qui lui sert un intérêt variable.

La difficulté naît lorsque le capitaliste opère en son nom en prenant un banquier pour intermédiaire: à une liquidation il achète au comptant des titres qu'il revend à un cours majoré à terme à une liquidation suivante. Son bénéfice ressort de la différence de cours. Pour lui, l'opération ne présente donc aucun risque; tandis que le reporté supporte l'aléa du marché. Le reporteur fait de la sorte une opération sûre, une opération de placement. Aussi Monsieur le Doyen ALLIX en tire-t-il la conclusion que le bénéfice de report, étant, au point de vue économique et fiscal, sinon juridique, un revenu du capital, doit être imposable (2).

(1) En ce sens: ALLIX: *Impôt sur le revenu*, Tome I, page 327.

(2) Même référence.

Mais l'Administration de l'Enregistrement ne taxe pas les bénéfices de report. Si elle le faisait, elle devrait tenir compte, dans le recouvrement de l'impôt, du secret professionnel des agents de change, qui générerait la mise en œuvre de la solidarité du créancier et du débiteur pour son paiement. Selon l'autorité considérable de M. le Doyen, il n'y aurait guère, comme système de recouvrement, que le stoppage de l'impôt par l'intermédiaire. Dans les cas où le banquier serait choisi comme intermédiaire, nous verrions donc son rôle de collecteur d'impôt s'étendre.

Selon l'article 52 de la loi du 25 juin 1920, l'impôt est dû par le seul fait du paiement des intérêts, de quelque manière qu'il soit effectué: la capitalisation, notamment, étant un mode de paiement des intérêts, tombe sous le coup des lois du 31 juillet 1917 et 25 juin 1920. Mais il faut, aux termes du paragraphe 1 de l'article 52, loi du 25 juin 1920, que le créancier (l'assujetti) ait son domicile ou sa résidence habituelle en France, ou y possède un établissement industriel ou commercial dont dépende la créance, le dépôt ou le cautionnement.

La loi du 31 juillet 1917 stipule dans son article 40 que cet impôt est à la charge du créancier, « nonobstant toute clause contraire ». C'est donc le banquier qui devrait le supporter, si l'on s'en tenait au sens littéral du texte, puisque, dans la plupart des cas, il est le créancier. En fait, cette disposition n'est pas respectée. On fait remarquer que l'expression « nonobstant toute clause contraire » de la loi de 1917 s'explique parce qu'à ce moment-là la liberté du taux conventionnel de l'intérêt en matière civile n'existait pas et que le législateur a voulu empêcher les créanciers de mettre à la charge de leur débiteur cet

impôt, ce qui aurait entraîné une élévation indirecte du taux de l'intérêt.

D'ailleurs, antérieurement, la loi du 29 juin 1872 qui assujettit les produits des emprunts contractés par les sociétés à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières déclare que celui-ci est avancé par l'établissement emprunteur, « sauf son recours » contre le prêteur, et ne spécifie pas que le recours soit obligatoire. On en tire argument pour dénier à l'expression « nonobstant toute clause contraire » de la loi de 1917 toute raison d'être. En tous cas, si les parties, contrairement à la prescription de la loi de 1917, décident de faire supporter l'impôt par le débiteur, l'Administration de l'Enregistrement, qui n'est pas juge de la validité des conventions, s'estime fondée à taxer le bénéfice supplémentaire ainsi procuré au créancier, ce qui aboutit à un relèvement du taux de l'impôt. L'Administration ne s'appuie donc pas, pour ce faire, sur l'article 40 de la loi du 31 juillet 1917. Son attitude est justifiée: elle ôte tout argument à ceux qui, voyant dans la nullité pure et simple de la clause illicite la seule sanction à l'interdiction de la loi de 1917, seraient tout disposés à croiser leurs fers contre une application de l'article 40 de la loi de 1917 à titre de sanction fiscale.

Ajoutons que la solidarité du créancier et du débiteur est reconnue au profit de l'Administration pour le paiement de l'impôt.

Mode de paiement

Deux modes de paiement existaient auparavant pour le banquier: le premier était l'apposition de timbres mobiliers sur le compte lui-même ou sur un registre où se trou-

vaient relevés les intérêts payés. Le second mode était le paiement sur état, institué par un règlement d'Administration publique du 3 septembre 1920; il était facultatif, et le banquier pouvait l'utiliser, à la différence des autres commerçants, sans autorisation du Directeur de l'Enregistrement.

Ce système facultatif est devenu obligatoire pour les banquiers et établissements de crédit à la suite d'un décret du 3 septembre 1935.

Les banquiers ou sociétés de crédit doivent tenir un registre spécial sur lequel sont inscrits: le nom du titulaire de tout compte à intérêt passible de l'impôt et le numéro de son compte; le montant des intérêts taxables, à raison d'une colonne distincte pour chaque catégorie d'intérêt imposable à un taux différent; la date de leur inscription au compte. Les intérêts crédités et les intérêts débités figurent dans des colonnes distinctes, le banquier ou la société de crédit restant tenu au paiement de l'impôt afférent aux uns et aux autres.

Le montant de l'impôt que doit acquitter le redevable est établi à la fin de chaque trimestre, d'après les énonciations portées au registre spécial. Dans les vingt premiers jours du troisième mois de chaque trimestre le redevable dépose entre les mains du receveur de l'Enregistrement du siège de l'établissement un bordereau certifié, faisant connaître pour le trimestre précédent: le total des sommes à raison desquelles l'impôt est dû, le montant de l'impôt exigible qui est immédiatement acquitté.

Un droit de communication sur place et de copie du registre spécial et des comptes à intérêts est prévu au profit des agents de l'Enregistrement. L'Administration peut

ainsi obtenir toutes les indications voulues sur les opérations des particuliers. Le droit de communication en faveur de l'Administration est d'ailleurs général: il vaut aussi bien pour les comptes de dépôts d'espèces que pour les comptes de dépôts de titres et valeurs.

Lors de la loi de réforme fiscale du 31 décembre 1936, un texte voté par la Chambre des Députés prévoyait l'obligation pour les banquiers d'aviser l'Administration de l'ouverture des comptes de dépôt de titres, valeurs ou espèces. Cette disposition, qui aurait entraîné pour les dépositaires une nouvelle obligation, a été disjointe par la Commission sénatoriale des Finances; cette dernière a estimé qu'elle n'était pas d'une grande utilité pour l'Administration qui bénéficiait déjà du droit de communication, alors qu'elle aurait constitué pour les banquiers une lourde charge supplémentaire.

Il faut enfin observer que le paiement sur état est beaucoup plus onéreux pour le banquier que le recouvrement par apposition de timbres mobiles sur le compte. Le fait de rendre le premier obligatoire signifie donc, en ce qui concerne le banquier, que la collaboration prêtée au Fisc devient de plus en plus pesante.

A la suite d'une enquête menée en 1932, l'ANSA (Association nationale des sociétés par actions) estimait qu'une banque au capital de 100 millions devait fournir 125 journées de travail pour la seule tenue des divers documents nécessités par le système du paiement sur état. A cette dépense, entièrement à la charge du banquier, il convient d'ajouter les frais d'imprimés, éclairage, chauffage, fournitures de bureaux, etc... Cet exemple est éloquent!

IMPOT SUR LE REVENU DES COMPTES COURANTS

L'article 29 de la loi du 30 décembre 1928 (article 71, alinéa 4, du Code Fiscal des Valeurs Mobilières) soumettait à l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements, « les intérêts et arrérages et tous autres produits » : « des comptes courants, dans tous les cas où ils ne figurent pas dans les recettes provenant de l'exercice de professions industrielles, commerciales ou agricoles, ou d'une exploitation minière ». Les intérêts des comptes courants commerciaux échappaient ainsi à l'impôt sur le revenu des créances; ils étaient compris dans le bénéfice imposable à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux.

Le décret du 8 juillet 1937 élagua le texte de l'alinéa 4 de l'article 71 et laissa seulement subsister les mots : « des comptes courants ». À partir de ce moment, les produits de tous les comptes courants, même ceux dits commerciaux, étaient passibles de l'impôt sur le Revenu.

Il est bon de remarquer que toutes les opérations de crédit n'étaient pas touchées par ces dispositions nouvelles. L'escompte des traites, par exemple, est au point de vue juridique un achat de ces traites à un prix forfaitaire déterminé par le taux. Il n'est pas soumis à l'impôt.

Si un commerçant tire au-delà de sa remise d'effets, son débit en compte courant, seul, est frappé par l'impôt.

Il n'en restait pas moins que l'aggravation de cette imposition ne pouvait demeurer, en définitive, à la charge des maisons de banque. L'Etablissement de banque créancier qui fait l'avance, ou bien prendrait les 24 % à sa charge

et les récupérerait par une augmentation du taux payé par le débiteur, ou bien laisserait l'impôt à la charge du débiteur: dans ce cas, la charge devenait encore plus pénible pour lui, puisque l'Administration calcule l'impôt sur la base des 24/76 du produit. Ceci contrecarrait la politique de détente du loyer de l'argent que le Gouvernement désirait suivre.

Ces raisons ont amené une nouvelle modification. Par décret du 31 août 1937, un article 121 *bis* fut ajouté au Code Fiscal des Valeurs Mobilières; il stipule: « Les dispositions de l'article 71, alinéa 4, ne sont pas applicables aux intérêts des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition:

« 1° que les contractants aient l'un et l'autre l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier;

« 2° que les opérations inscrites au compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties ».

Les conditions que doit remplir un compte courant pour être dit « commercial » sont donc plus étroitement spécifiées que sous l'empire de l'article 71, alinéa 4, initial. Pour cette raison, celui-ci n'a pas été rétabli dans son ancien texte; le Ministre des Finances a préféré ajouter au Code un article nouveau.

Reste le point de savoir ce que l'on doit entendre par « compte courant » et quelle discrimination établir entre un compte courant commercial et un compte de dépôt d'une exploitation commerciale, ou un prêt.

Le compte courant est un contrat par lequel deux personnes en rapports d'affaires conviennent de faire masse de toutes leurs opérations en les faisant figurer dans un compte unique où elles perdront leur individualité et seront remplacées par des articles de crédit et de débit, qui se résoudront en un solde exigible lors de la clôture du compte (Dalloz, *Répertoire pratique*).

Selon les motifs de l'arrêt de la Cour de Cassation du 23 janvier 1922 (S. 1923-1-225) et la note de M. Esmein, les conditions indispensables à la validité d'un compte courant sont, en dehors du consentement des parties, l'existence de remises, leur réciprocité, leur réalisation en pleine propriété, leur fusion en un compte unique dont le solde seul serait exigible. En conséquence, lorsqu'il n'y a pas eu réciprocité de remises se traduisant par des articles de débit et de crédit destinés à se balancer en un solde définitif à la clôture du compte, et que la banque qui a ouvert un crédit à son client est toujours demeurée créancière de ses avances, il n'y a pas ouverture d'un compte courant, mais simplement prêt de la banque à un client. En ce sens, Cour de Lyon, 2 juillet 1931 (S. 1934-2-60).

On admet d'ailleurs que la réciprocité des remises peut être seulement virtuelle: il suffit qu'elle puisse se produire, alors même qu'en fait elle ne se serait pas produite.

CHAPITRE III

Impôt sur les opérations de bourse

Depuis la loi du 28 avril 1893, les opérations de bourse doivent donner lieu à la rédaction d'un bordereau soumis à un droit de timbre. L'article 173 du Code des Valeurs Mobilières s'exprime ainsi: « Toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente au comptant ou à terme de valeurs de toute nature... » Il est bon de donner des précisions sur ces termes: « toute opération de bourse » et « valeurs de toute nature ».

Une opération qui aurait été traitée hors bourse est certainement imposable au même titre qu'une opération en bourse. Si l'opération a eu lieu sur des valeurs inscrites à la cote officielle et en dehors du ministère d'un agent de change, elle est soumise au droit de timbre quoiqu'elle soit juridiquement nulle et qu'elle ne puisse donner naissance à aucune action en justice.

De même lorsque l'agent de change « applique » à un client acheteur une quantité déterminée de titres qu'un autre client lui avait ordonné de vendre, l'impôt est dû. Dans le cas où une erreur a été commise dans l'exécution de

l'ordre passé telle que le client refuse l'opération, l'intermédiaire qui, pour la corriger, fait une opération en sens inverse, ne supporte l'impôt que sur cette dernière.

Les opérations frappées sont aussi bien celles au comptant qu'à terme, celles à prime, les opérations de déport et de report.

En revanche, ne tombent pas sous le coup de l'article 173 les opérations de transfert (transfert réel ou provisoire) qui ne sont que la suite d'opérations d'achat, les émissions de valeurs, les conversions qui s'analysent en un remboursement suivi d'une émission, les compensations qui éteignent par virement réciproque plusieurs opérations sur la même valeur et à la même échéance.

*Cas des opérations de contre-partie
et de ventes de titres par un banquier
après leur prise ferme à l'émission*

L'imposition des opérations de « contre-partie » faites par un intermédiaire et des ventes de titres par une maison de banque après leur prise ferme à l'émission, a donné lieu à de grandes controverses, et les prétentions de l'Administration sont en désaccord avec les décisions des tribunaux.

Une question préliminaire se pose: comment distinguer en fait des opérations directes ou de contre-partie des opérations où le banquier intervient comme intermédiaire? Deux opérations directes en sens inverse donnent évidemment le même résultat qu'une opération d'intermédiaire. D'aucuns ont proposé comme critère le fait que l'opération d'entremise porte sur les mêmes titres et se déroule dans un laps de temps très court, la journée par exemple.

Ce critère paraît tout à fait insuffisant. Une analyse juridique un peu plus poussée fait apparaître que dans une opération d'entremise, le vendeur des titres est créancier du prix versé par l'acheteur; le banquier ne fait que rapprocher les deux parties et percevoir un courtage. Au contraire, dans une opération directe, le banquier achète pour son compte des titres et les revend ensuite à un autre prix, la différence constituant son bénéfice ou sa perte; le vendeur originaire des titres est directement créancier du banquier.

Revenons à la question de l'imposition des opérations de contre-partie faites par un intermédiaire et des ventes de titres par un banquier après prise ferme à l'émission.

Peut-on considérer comme une opération de bourse, au sens de l'article 173 du Code des Valeurs Mobilières, le placement par une banque, à ses risques et périls, dans le public, de titres qu'elle a pris ferme à l'émission?

Un jugement du tribunal de la Seine du 23 mars 1910 (1), où le Comptoir d'Escompte de Paris était partie, répond affirmativement: il considère que la banque est devenue propriétaire des titres et qu'en les plaçant par la suite dans le public, elle fait une opération de bourse, sujette à l'impôt. La Chambre civile de la Cour de Cassation a cassé ce jugement par son arrêt du 25 février 1918 (D. P. 1922-1-119). Elle déclare que l'application des lois d'impôts ne peut être étendue au-delà de leurs termes précis. Or, l'article 28 de la loi du 28 avril 1893 vise exclusivement les opérations de bourse proprement dites, qui se traitent entre acheteur et vendeur par l'entremise

(1) Ce jugement est cité dans le Sirey comme étant du mois de mai (S. 1921-1-177).

d'un agent de change pour les valeurs cotées, ou de tous autres intermédiaires pour les valeurs non cotées.

Cette interprétation s'appuie sur l'ensemble des dispositions de la loi (articles 28, 29, 30), des travaux préparatoires, et de l'article 2 du décret du 30 mai 1893; il est toujours question dans celles-ci de donneur d'ordre, d'intermédiaire, agent de change, ou coulissier, de bordereaux d'agent de change et de tenue d'un répertoire. Dans l'espèce, il n'y avait pas d'intermédiaire.

Un second arrêt de la Chambre civile du 26 février 1929 (R. E. art. n° 9.041) confirme cette interprétation dans ces termes: « Attendu que de l'ensemble de ces textes, il résulte que la loi a entendu viser les opérations de bourse proprement dites, du genre de celles qui habituellement se traitent entre acheteur et vendeur, par l'entremise d'un agent de change, s'il s'agit de valeurs cotées, ou de tous autres intermédiaires, s'il s'agit de valeurs non cotées; attendu que l'application des lois d'impôt ne saurait être étendue au-delà de leurs termes précis... »

Il est certain, toutefois, que l'arrêt du 25 février 1918 est rédigé en termes plus nets, puisqu'il déclare que la loi vise « exclusivement les opérations de bourse proprement dites qui se traitent entre acheteur et vendeur... » au lieu de « ... les opérations de bourse proprement dites du genre de celles qui habituellement se traitent entre acheteur et vendeur... » L'Administration en a conclu que si le placement dans le public, à la suite de prise ferme à l'émission, n'est pas sujet au droit de timbre, en revanche on ne peut étendre cette jurisprudence aux opérations de contre-partie faite par un assujetti qui se porte lui-même acheteur ou vendeur des titres.

Cette thèse a été condamnée par un jugement du Tribunal de Besançon du 15 juillet 1931 (R. E., article 9691) qui déclare que « l'impôt n'est pas exigible lorsqu'un intermédiaire professionnel achète des titres d'un particulier pour les faire entrer dans son patrimoine ». Ce jugement malheureusement perd beaucoup de son autorité dans son appréciation de fait, d'abord, et ensuite parce qu'il a commis une erreur regrettable.

Après avoir posé le principe ci-dessus, et passant à l'examen des faits, le Tribunal s'appuie sur ce que les opérations ont eu lieu à la même date et sur les mêmes titres, pour déclarer qu'elles sont des achats et des ventes par l'intermédiaire d'un assujetti, donc imposables. Nous avons dit plus haut que ce critère était insuffisant.

Mais puisque le Tribunal décidait qu'il s'agissait en l'espèce, d'opération d'entremise, on était en face d'une vente faite par un particulier et d'un achat par un autre particulier. Il était donc dû deux droits, — car le tarif de l'impôt n'est pas applicable à l'ensemble de l'opération et il est dû un droit pour l'achat et un droit pour la vente.

Or, le jugement déclare qu'il en est dû quatre comme le demandait l'Administration qui, logique avec elle-même, soutenait que les opérations directes étaient imposables, que dans cette espèce on se trouvait bien en présence d'opérations directes et qu'en conséquence quatre droits étaient dûs: un sur l'achat des titres par le banquier, le second sur la vente à la banque, le troisième sur la vente par la banque, le quatrième sur l'achat à la banque.

Dans le cas où l'opération de bourse se ferait non plus en France, mais sur une place étrangère, et où le banquier français aurait transmis l'ordre pour le compte d'un de ses

clients, l'impôt du timbre est exigible sur le montant de la négociation en francs au cours du change au jour du règlement. Si le banquier ou le particulier la fait faire à l'étranger pour son compte, il échappe évidemment à l'imposition.

Opérations de bourse sur des « valeurs de toute nature ».

L'article 173 du Code des Valeurs Mobilières parle d'opérations de bourse sur des « valeurs de toute nature ». Il s'agit ici de valeurs de bourse cotées ou non cotées, françaises ou étrangères, fonds d'Etats ou titres de collectivités privées, de forme nominative, au porteur ou à endos. Ne sont pas compris dans cette dénomination les Bons de la Défense nationale non cotés en bourse, les billets de la Loterie nationale, les effets de commerce (billets à ordre, traites).

Assiette et tarif de l'impôt.

L'impôt est assis sur le montant de l'opération calculé d'après le taux de la négociation. Pour les opérations à primes, l'impôt frappe le montant de la prime, en cas d'abandon, ou le montant de l'opération, comme pour les marchés fermes, en cas de levée.

Le tarif actuel est de 1 franc par 1.000 francs ou fractions de 1.000 francs. Les rentes sur l'Etat français bénéficient d'un tarif réduit: 0,0125 par 1.000 francs pour les opérations au comptant ou à terme, et 0,00625 pour les opérations de report. Toute fraction de centimes dans la liquidation du droit donne lieu à la perception du centime entier au profit du Trésor.

Pour les opérations de report, le droit est de 50 centimes par 1.000 francs ou fractions de 1.000 francs et se

calcule sur le cours de compensation. Il s'applique moitié sur l'opération de vente et de rachat et moitié sur l'opération d'achat et de revente.

Pour les opérations d'arbitrage, l'impôt frappe les achats et les ventes effectuées et non la différence seulement qu'ils font apparaître.

Par qui l'impôt est-il versé et comment?

« Quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de Bourse » est assujetti à l'impôt. L'établissement de banque est ainsi visé au premier chef, soit qu'il fasse lui-même la contre-partie des ordres de sa clientèle, soit qu'il les groupe pour les faire exécuter au Parquet ou en coulisse, ou même sur une place étrangère.

Mais dans le cas où un banquier transmet à un agent de change, pour exécution, des ordres donnés par ses clients, il n'a pas à acquitter lui-même l'impôt; ses livres devront seulement donner toutes indications sur l'intermédiaire qui a versé l'impôt et faciliter ainsi le contrôle de l'Administration.

Le remisier qui travaille en tant que tel, c'est-à-dire qu'étant employé d'un intermédiaire auquel il apporte des affaires, il reçoit de sa part une commission et n'en demande pas à ses clients, n'est pas assujetti. En revanche, le serait le banquier remisier, qui perçoit à la fois une remise de ses intermédiaires et une commission de ses clients.

L'assujetti est soumis à une déclaration d'existence et à la tenue d'un répertoire.

Le banquier doit faire une déclaration d'existence avant toute opération: il mentionnera dans sa déclaration les

agences et annexes de son établissement, s'il y a lieu. Celles-ci ne sont pas dispensées pour cela de faire leur déclaration d'existence.

Il a de plus l'obligation de tenir un répertoire visé et paraphé par le président ou l'un des juges au tribunal de commerce. Le répertoire comprend en général deux volumes au moins, l'un pour le comptant et l'autre pour le terme et les reports. Chaque opération y est reportée, jour par jour, sans blanc ni interligne et selon un ordre numérique. Depuis le décret du 18 décembre 1935, les bordereaux doivent obligatoirement mentionner les numéros sous lesquels les opérations figurent au répertoire (*Journal Officiel*, 21 décembre 1935, page 13.366). En plus de ces mentions, le répertoire précise la catégorie de l'opération (opération ferme, à prime, etc...), la date de l'échéance, s'il y a lieu, la nature et le nombre des titres, le taux de l'opération, la valeur totale des titres achetés ou vendus, le nom de l'agent de change ou du coulissier ou le nom et le domicile de la contre-partie assujettie et le montant du droit sur l'opération.

Le paiement de l'impôt est effectué par le banquier assujetti qui dépose à l'appui, au bureau de l'Enregistrement, des extraits de son répertoire. Ces extraits sont dressés tous les 10 et 25 de chaque mois et doivent être produits entre le 10 et le 15 et entre le 25 et le dernier jour du mois. L'extrait mentionne pour mémoire les opérations au comptant ayant moins de dix jours de date et les opérations à terme dont l'échéance n'est pas survenue depuis dix jours au moins: elles sont reprises au début de l'extrait suivant.

L'extrait contient obligatoirement, pour une opération déterminée, le numéro d'ordre du répertoire, la date, la nature, la date de l'échéance (terme), la valeur des titres achetés ou vendus. Si le banquier a transmis l'ordre à un agent de change ou à un coulissier, il n'a pas à verser l'impôt, mais il doit justifier que celui-ci l'a acquitté. Son extrait contient alors pour chaque opération le décompte des droits, le nom de l'agent de change, la date et le numéro du bordereau qu'il a délivré (les agents de change sont tenus de délivrer un bordereau pour constater l'exécution de chaque opération) — ou le nom et domicile du mandataire substitué, par l'intermédiaire duquel l'opération a été réalisée, avec la date et le numéro de son répertoire — ou le nom et domicile de la contre-partie avec la date et le numéro de son répertoire.

La loi du 28 avril 1893 stipule que quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse doit, à toute réquisition des agents de l'Enregistrement, présenter son répertoire. L'Administration a ainsi un droit de communication; au cas où il ne serait pas respecté, un procès-verbal serait dressé contre l'assujetti.

La loi prévoit même la durée de l'examen des écritures par le Fisc: elle ne peut dépasser deux jours, lorsqu'il y a eu procès-verbal pour refus de communication, ou lorsque le répertoire ne mentionne pas la contre-partie d'une opération inscrite sur le répertoire d'un autre assujetti, ou pour tout autre contravention. Cet examen s'étend aux livres comptables, livres de recettes et de dépenses.

Sanctions.

Le refus de communiquer son répertoire et ses écritures est puni d'une amende de 1.000 à 10.000 francs (article 104 du Code des Valeurs Mobilières).

Une astreinte de 100 francs au minimum, par jour de retard, frappe, indépendamment de l'amende, les sociétés et tous autres assujettis aux vérifications des agents de l'Enregistrement, condamnés à présenter leurs pièces ou documents non communiqués. L'astreinte court de la date de la signature par les parties ou de la notification du procès-verbal dressé pour constater le refus d'exécuter le jugement régulièrement signifié. Elle cesse à partir du jour où une mention inscrite par un agent du contrôle sur un des principaux livres de la société constate que l'Administration a été mise à même d'obtenir la communication ordonnée.

L'article 32, 1^{er} alinéa de la loi du 28 avril 1893 frappe d'une amende de 5 % les valeurs sur lesquelles porte l'inexactitude ou l'omission au répertoire ou à l'extrait. L'amende ne peut être inférieure à 3.000 francs. Une amende allant de 100 à 5.000 francs punit les autres contraventions.

L'action en recouvrement des droits et amendes est prescrite au bout de trois ans (article 179 du Code des Valeurs Mobilières) à compter du dernier jour du délai accordé à l'assujetti pour se libérer, à compter du jour du dépôt pour les suppléments de droits, ou du jour où l'infraction a été commise.

CHAPITRE IV

Impôt sur les successions

Le rôle fiscal du banquier se poursuit à propos de l'impôt sur les successions.

La fortune mobilière se prête, en effet, aisément à la fraude. Elle peut notamment échapper avec facilité à l'impôt sur les successions. Or le banquier, par le fait de son activité, se trouve en contact permanent avec cette forme de la fortune.

Dans la lutte qu'il mène contre la fraude, le Fisc a donc trouvé dans le banquier un collaborateur tout indiqué pour le renseigner, pour guider ses investigations et l'aider, par voie de contrôle, à percevoir les droits établis. Mais nous ne verrons pas, dans ce chapitre, le banquier procéder lui-même à la perception de l'impôt.

Nous avons groupé les diverses obligations fiscales qui pèsent sur lui, en cinq paragraphes:

- I. Déclaration des titres, sommes et valeurs dépendant d'une succession.
- II. Déclaration de comptes joints ou comptes conjoints.

III. Avoirs déposés ou existant à l'étranger — Nécessité de l'envoi en possession.

IV. Les ayants-droit domiciliés à l'étranger — Exigence du certificat d'acquit des droits de mutation.

V. Le régime fiscal de la location des coffres-forts.

A ces obligations fiscales, il faut ajouter l'exigence, lors d'une mutation de titres nominatifs par décès, d'un certificat de l'Enregistrement, constatant qu'ils ont été compris dans la déclaration effectuée. Nous renvoyons pour celle-ci au chapitre des Impôts sur les Valeurs Mobilières: paragraphe 2, Impôt de transmission.

§ I. Déclaration des titres, sommes et valeurs dépendant d'une succession.

L'article 15, alinéa 3, de la loi du 25 février 1901 crée l'obligation pour les banquiers « dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte », d'adresser au Directeur de l'Enregistrement du département de leur résidence, la liste de ces titres, sommes ou valeurs.

Cette liste est établie sur des formules imprimées que l'Enregistrement délivre sans frais. Elle doit être adressée « soit avant le paiement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suit ces opérations ». Un récépissé est délivré au banquier.

Notons tout de suite que les sociétés ou compagnies, les agents de change, changeurs, escompteurs, agents d'affaires, les officiers publics ou ministériels sont astreints dans les mêmes conditions à cette déclaration.

De plus, il ne fait aucun doute que les succursales en France des établissements bancaires étrangers sont soumises à la même exigence.

Au contraire, l'extension de cette disposition fiscale aux succursales à l'étranger des Maisons de banque françaises est controversée, surtout lorsqu'elles sont autonomes par rapport à la maison-mère. L'Administration n'en considère pas moins qu'elles y sont assujetties.

Que doit déclarer le banquier? La loi de 1901, article 15, contient les mots « titres, sommes ou valeurs ». Il faut entendre « valeurs » dans un sens très général. Ce seront les titres, les deniers, les plis cachetés, les participations financières, les traites et même les salaires que le banquier devrait aux ayants-droit de son défunt employé. En revanche, le banquier n'est pas tenu de déclarer les bijoux dont il est détenteur.

La déclaration renferme les nom, prénoms et domicile du retrayant, le total des sommes, la désignation des titres, leur quantité, leur nature et surtout leur jouissance; la mention de leur numération est facultative.

La déclaration doit être effectuée avant la remise ou le transfert aux ayants-droit ou dans les quinze jours qui suivent. Il peut donc s'écouler un temps plus ou moins long entre le décès du déposant et le retrait: l'obligation d'effectuer la déclaration persiste. Cette dernière est obligatoire, même si les droits successoraux ont été payés ou n'ont pas à être payés.

Une amende de 900 francs (décimes compris) punit le banquier contrevenant. Indépendamment de celle-ci, il est redevable au Trésor des Droits et pénalités qui étaient dus sur les valeurs non déclarées.

Mais il ressort des termes employés par le législateur de 1901 que le banquier n'est tenu d'effectuer la déclaration que pour les successions qu'il *sait ouvertes*. Or, il y a bien des moyens pour un banquier de connaître l'ouverture d'une succession: il peut obtenir ce renseignement d'une façon indirecte, par la lecture des journaux, par exemple. Ce n'est pas ce qu'a voulu dire le législateur.

La plupart du temps, il n'apprendra la nouvelle qu'au moment où une personne lui prouvera ses droits sur les valeurs déposées et les lui réclamera.

Mais la loi n'oblige pas le banquier à connaître les droits éventuels de tel ou tel individu sur le dépôt effectué. Aussi le banquier peut-il remettre au déposant des valeurs dépendant d'une communauté conjugale, sans qu'il ait à se préoccuper des droits que le conjoint décédé pouvait avoir sur elles.

Ceci explique encore la pratique des procurations que le déposant, à l'article de la mort, donne à un tiers pour retirer les valeurs déposées; la procuration sera présentée au banquier, qui, ignorant le décès, laissera opérer le retrait. On peut remarquer que, même au cas où le banquier aurait eu connaissance du décès du déposant et aurait permis le retrait, l'Administration aurait bien des difficultés à établir sa mauvaise foi.

Il est donc facile de tourner la loi; le législateur a alors établi des présomptions dont nous dirons quelques mots

parce que le banquier ne peut les ignorer et qu'elles réagissent sur son activité.

Déjà, antérieurement à la loi du 18 avril 1918, il avait été jugé (Cass. Req. 4 juillet 1901, Inst. Adm. Enrg. N° 3070, § 10), en vertu d'une présomption laissée à l'appréciation des juges, que des valeurs dépendaient de l'hérédité, lorsque le défunt avait touché avant son décès les coupons de Valeurs Mobilières, et que l'héritier avait continué de toucher dans la même banque des coupons de même nature.

L'article 17 de la loi du 18 avril 1918 crée une présomption légale pour les titres et valeurs dont le défunt a perçu les revenus moins de six mois avant son décès et dont les héritiers sont, par la suite, reconnus en possession.

Le délai de six mois a été relevé à un an par l'article 46 de la loi du 13 juillet 1925. Ce dernier est ainsi conçu : « Sont présumés, jusqu'à preuve contraire, faire partie de la succession, pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès, les titres et les valeurs dont le défunt a perçu les revenus moins d'un an avant son décès et dont les héritiers, donataires ou légataires universels ou à titre universel du défunt sont ultérieurement reconnus être en possession ».

Donc, la présomption légale ne joue que si le défunt a perçu, moins d'un an avant son décès, les revenus et si les héritiers, donataires ou légataires universels ou à titre universel, en sont reconnus ultérieurement en possession. Pour cette possession ultérieure, aucun délai n'est prévu.

Dans le cas où la perception ultérieure des revenus serait prouvée et non la possession des titres, il n'y aurait que présomption de fait.

Enfin les possesseurs doivent être des successeurs universels ou à titre universel. Ils ont, en effet, des « facilités particulières pour appréhender l'actif successoral et se prévaloir d'une possession équivoque » (1). Un légataire particulier a évidemment moins de facilités à appréhender les valeurs héréditaires.

Il est bon, enfin, de remarquer que l'institution du « relevé de coupons » permettra au Fisc d'administrer plus facilement qu'auparavant la preuve des deux faits sur lesquels repose la présomption légale.

L'article 45 de la loi du 13 juillet 1925, modifié par l'article 18 de la loi du 19 décembre 1926, établit une seconde présomption: sont présumés faire partie, jusqu'à preuve contraire, de la succession de l'usufruitier, les titres qui appartiennent en nue-propriété aux ayants-droit du *de cujus*.

Cette présomption légale a pour but de combattre le démembrement de propriété accompli durant sa vie par un individu pour éviter à ses héritiers présomptifs le paiement des droits de succession: il faisait passer la nue-propriété de tout ou partie de ses biens à un de ses héritiers présomptifs et s'en réservait la jouissance. A sa mort, le nu-propriétaire ne devait aucun droit de succession pour la réunion de l'usufruit à la nue-propriété.

Certes, le démembrement de propriété était frappé par des droits de donation entre vifs. Mais on pouvait dissimuler l'opération sous la forme d'un contrat de vente, moins lourdement taxé; ou bien, lorsqu'il s'agissait de

(1) Sénat. Documents, 1918, page 98-3; Sénat, Débats, séance du 15 mars 1918. *J. O.* 16 mars 1918, page 190.

valeurs mobilières, on opérait le démembrement sans rédiger d'actes soumis à l'Enregistrement. L'Administration était impuissante à prouver le caractère frauduleux du démembrement de propriété. Elle se trouve aujourd'hui dans une position plus forte.

§ 2. Déclaration de comptes-joints ou comptes-conjoints.

L'article 15, alinéa 3, de la loi du 25 février 1901, par la déclaration qu'il imposait au banquier, rendait la fraude à l'impôt sur les successions plus périlleuse.

L'ingéniosité des fraudeurs a eu alors recours au procédé du compte-joint, qui à partir de février 1901 connut une réelle vogue.

Le compte-joint ou compte-conjoint est un compte indivis ou collectif avec solidarité, tel que chacun des titulaires, au nom duquel il est ouvert, peut, sans le concours de son co-déposant, faire tous les actes d'un propriétaire, et notamment retirer les valeurs portées au crédit, comme s'il était propriétaire unique. Le banquier est libéré par le paiement fait à l'un d'eux.

Le compte pouvait donc continuer à fonctionner après le décès d'un des titulaires, et le co-titulaire se dispensait bien de faire connaître au banquier dépositaire le décès. Celui-ci n'avait donc pas de déclaration à faire à l'Administration. Enfin, dans le cas très rare où l'Administration avait connaissance du compte, elle devait prouver que le

défunt était propriétaire de tout ou partie des valeurs déposées; et c'était une preuve difficile à établir.

Pour arrêter cette fraude, l'article 7 de la loi du 31 mars 1903 stipule: « Tous les titres, sommes ou valeurs existant chez les dépositaires désignés au troisième alinéa de l'article 15 de la loi du 25 février 1901 et faisant l'objet de comptes indivis ou collectifs avec solidarité seront considérés, pour la perception des droits de mutation par décès, comme appartenant conjointement aux déposants et dépendant de la succession de chacun d'eux pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'Administration qu'aux redevables, et résultant pour ces derniers soit des énonciations du contrat de dépôt, soit des titres prévus par l'article 7, 2^e alinéa, de la loi du 25 février 1901.

« Les dépositaires devront, dans les trois mois au plus tard de l'ouverture d'un compte indivis ou collectif avec solidarité, et dans les trois mois de la promulgation de la présente loi pour les comptes de cette nature antérieurement ouverts, faire connaître au Directeur de l'Enregistrement du département de leur résidence, les nom, prénoms et domicile de chacun des déposants, ainsi que la date de l'ouverture du compte sous peine d'une amende de 500 à 5.000 francs (portée de 900 à 9.000 francs décimes compris).

« Ils devront de plus, dans la quinzaine de la notification qui leur sera faite par l'Administration de l'Enregistrement du décès de l'un des déposants et sous la sanction édictée par le dernier alinéa de l'article 15 de la loi du 25 février 1901 (amende de 900 francs, décimes compris, et paiement des droits et pénalités exigibles, sauf recours

contre le redevable), adresser au Directeur de l'Enregistrement de leur résidence la liste des titres, sommes ou valeurs existant au jour du décès au crédit des co-titulaires du compte ».

Remarquons que ce texte ne s'applique pas au compte ouvert au nom d'une société en nom collectif. On a prétendu qu'il en était de même en ce qui concerne les sociétés de fait, et on a tiré argument d'un jugement du 14 janvier 1920 du Tribunal de Rochefort (*Revue de l'Enregistrement*, article 7294). Ce jugement a, en effet, repoussé l'application des textes ayant trait aux comptes-joints dans un cas où le compte était ouvert au nom d'une société de fait; mais il importe de souligner que le jugement se fonde exclusivement sur l'absence de solidarité entre les co-titulaires du compte. Or la loi de 1903 vise les comptes avec solidarité.

Ces dispositions donnent donc à l'Administration la facilité de connaître les dépôts en comptes-joints et créent une présomption de propriété. Cette présomption peut d'ailleurs être combattue, soit que l'Administration prouve que les droits du défunt sont supérieurs à une part virile, soit que les parties établissent qu'ils sont inférieurs.

L'Administration pourra administrer la preuve selon les modes de la procédure écrite reçue en matière d'Enregistrement (papiers domestiques, présomptions graves, précises et concordantes); tandis que les héritiers ne pourront utiliser que les énonciations mêmes de l'acte de dépôt ou des titres prévus par l'article 7, alinéa 2, de la loi du 25 février 1901: actes authentiques ou sous seing privé ayant date certaine avant l'ouverture de la succession, autrement que par le décès d'une partie contractante.

Quant au banquier dépositaire, il n'a pas à se préoccuper du décès des titulaires du compte-joint: il n'a qu'à attendre l'avis du Directeur de l'Enregistrement lui annonçant le décès et y répondre dans le délai fixé par la déclaration prévue.

Ces mesures fiscales ont atteint leur but: le compte-joint a perdu tout attrait pour le fraudeur, et on peut dire qu'aujourd'hui il est rarissime dans les banques françaises.

Il est vrai que les fraudeurs trouveront souvent toutes facilités pour se faire ouvrir à l'étranger pareils comptes!

§ 3. Avoirs déposés ou existant à l'étranger. Nécessité de l'envoi en possession.

Le dépôt à l'étranger des valeurs mobilières facilite grandement l'évasion fiscale. Pour combattre celle-ci, la loi du 13 juillet 1925 est intervenue.

« Dans tous les cas, déclare son article 52, où une succession ouverte en France et régie par la loi française comprend des biens mobiliers et immobiliers de quelque nature que ce soit, déposés ou existants à l'étranger, un envoi en possession spécial de ces biens devra être prononcé sur requête par une ordonnance du Président du Tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. »

Pour les biens situés à l'étranger, la saisine des héritiers ne s'opère donc pas de plein droit comme il est prévu à l'article 724 du Code Civil.

L'ordonnance du Président doit contenir l'énuméra-

tion de tous les biens mobiliers et immobiliers; les héritiers fourniront cette énumération au Président du Tribunal, et celui-ci défèrera le serment sur sa sincérité.

Pour assurer l'application de ces dispositions, l'article 54 de la loi du 13 juillet 1925 défend aux débiteurs, détenteurs ou dépositaires, à quelque titre que ce soit, de ces valeurs successorales d'en faire la remise aux héritiers, légataires ou donataires, soit directement entre leurs mains, soit indirectement par les mains de tierces personnes, avant que l'envoi en possession ait été prononcé.

Cette disposition est sanctionnée par une amende égale à la moitié du montant de l'avoir dissimulé, sans préjudice de l'affichage du nom du contrevenant et des motifs de la contravention à la porte de la mairie. En outre les sanctions prévues par l'article 366 du Code Pénal (poursuites correctionnelles) sont applicables. Enfin le contrevenant est passible des droits de succession sur l'ensemble.

Seulement, tout ceci ne peut avoir l'effet que si l'ayant-droit se sert de l'intermédiaire d'un banquier français; dans tous les autres cas, il n'en aura guère: les biens sont situés à l'étranger et les banquiers détenteurs sont étrangers. Le Fisc n'a aucune prise sur eux; leurs tribunaux ne reconnaissent pas la loi fiscale française.

Comme l'Administration n'a pas, en dehors de la déclaration, le moyen de connaître ces biens, le débiteur des droits ne déclarera rien.

Le législateur a alors pensé que la meilleure façon de tarir cette source importante de la fraude fiscale était de provoquer par une aggravation des sanctions, la déclaration par le propriétaire des avoirs à l'étranger. Sachant

que tel individu est propriétaire de biens à l'étranger, le Fisc est à même de percevoir l'impôt général sur le revenu, et par la suite, le cas échéant, l'impôt sur les successions.

L'article 1 de la loi du 20 juillet 1936 et l'article 3 de la loi du 13 août 1936 (article 124 du Code des Contributions Directes) et l'article 2 de la loi du 30 juillet 1936 (article 133 du Code des Contributions Directes) obligent toute personne de nationalité française domiciliée ou résidant habituellement en France, même si elle n'est pas assujettie à l'Impôt sur le Revenu, à faire chaque année la déclaration de son avoir à l'étranger. Cette déclaration est donc indépendante de celle effectuée pour l'impôt général.

La déclaration renferme le montant des capitaux, même si on a cessé de les posséder, qui se sont trouvés à l'étranger et des revenus qui y ont été perçus dans l'année précédente. Les valeurs mobilières françaises et étrangères, conservées à l'étranger, doivent être déclarées; de même les conventions qui assurent au bénéficiaire, directement ou indirectement, des intérêts, participations ou revenus à l'étranger et lui permettent de grouper hors de France des capitaux. Toutefois, les créances sur l'étranger, ne se rapportant pas à un avoir entretenu à l'étranger et ne produisant pas d'intérêt, n'ont pas à être déclarées.

Une amende égale au montant de l'avoir dissimulé — une confiscation, par conséquent — punit l'absence de déclaration, sans préjudice des peines prévues pour le faux serment, et de l'affichage à la porte de la mairie et à celle du domicile.

Les mêmes pénalités sanctionnent les déclarations incomplètes ou insuffisantes, lorsqu'elles sont « sciemment » inexactes.

La sévérité de ces sanctions, dignes de Dracon, témoigne, en somme, de la situation difficile où se trouve le Fisc pour déceler ces avoirs et contrôler les déclarations.

La seule solution, pour réprimer la fraude fiscale, consisterait dans une entente internationale entre les diverses Administrations fiscales: c'est ce que l'on appelle « l'assistance fiscale internationale ».

Elle peut s'exercer, soit sous forme d'assistance administrative, par communication et échange des résultats des investigations de chaque Administration, soit sous forme d'assistance juridictionnelle, pour aider le recouvrement des impôts.

Il est bien évident qu'une telle assistance ne peut être efficace que si les diverses Administrations possèdent dans leur pays respectif les moyens de contrôles et de recherches suffisants. Il faut en second lieu que tous les pays participent à cette assistance. Or ce n'est pas le cas, loin de là; et on peut élever de sérieux doutes sur l'éventualité d'une telle entente internationale, lorsque l'on voit certains petits pays, devenus « refuges de capitaux », tirer de cette situation le meilleur de leur prospérité.

Cette assistance fiscale internationale a préoccupé la Société des Nations et a déjà fait l'objet, de la part de son Comité fiscal, de plusieurs travaux. Récemment, le 9 octobre 1936, à la prière du Gouvernement français désireux de surveiller les transferts à l'étranger de capitaux mobiliers (2), l'Assemblée de la Société des Nations invita le

(2) Le Gouvernement français a conclu, le 24 décembre 1936, une convention d'assistance fiscale administrative et juridictionnelle avec la Suède. Cette convention ne présente pas une grosse importance, car le

Comité fiscal à poursuivre activement ses travaux sur la question.

Dans la sixième session qu'il tint du 15 au 21 octobre 1936, le Comité Fiscal de la Société des Nations a émis l'avis que, dans chacun des Etats contractants, la législation interne oblige les personnes et les sociétés faisant profession de payer les revenus de capitaux mobiliers, à déclarer tout paiement fait à un individu non domicilié dans cet Etat. Celui-ci transmettrait cette déclaration à l'Etat où le bénéficiaire a son domicile.

Le Comité Fiscal a été par la suite amené à déclarer que, si aucune objection technique à ses propositions n'avait été soulevée, « la majorité des Gouvernements consultés ne se sont pas montrés disposés à conclure actuellement un accord sur les bases indiquées ».

§ 4. Les ayants-droit domiciliés à l'étranger.
Exigence
du certificat d'acquit des droits de mutation.

L'article 3 de la loi du 30 décembre 1903 défend au banquier détenteur de sommes et valeurs faisant partie d'une succession qu'il sait dévolue à des ayants-droit domiciliés légalement ou en fait à l'étranger, de se dessaisir de celles-ci sans exiger la production d'un certificat d'acquit des droits de mutation.

courant des capitaux mobiliers entre les deux pays est minime. Mais le Gouvernement français voyait dans cette convention, une convention-type et espérait la généraliser.

Le texte contient l'expression: «... valeurs dépendant d'une succession qu'il sait ouverte ». Son sens a été fixé par l'Instruction numéro 3051, paragraphe 2: « La connaissance que le législateur a voulu que ces sociétés ou personnes eussent de l'ouverture de la succession ne saurait résulter ni de la notoriété publique, ni d'une information indirecte, mais seulement du fait que pour obtenir la remise, le paiement ou le transfert des titres, sommes ou valeurs, l'intéressé aura dû invoquer sa qualité d'héritier ou se prévaloir du décès ».

Le banquier doit vérifier le domicile des retrayants; il suffit qu'un seul parmi eux soit domicilié en fait à l'étranger pour que la loi trouve application. C'est là l'interprétation la plus rigoureuse des mots « ...dévolue à un ou plusieurs héritiers », de l'article 3.

Une autre opinion soutient qu'il faudrait distinguer selon que les bénéficiaires sont ou non solidaires pour le paiement des droits. Dans le cas de solidarité, l'un d'eux ayant domicile en France, il n'y aurait pas lieu d'exiger la production du certificat. En revanche, si le bénéficiaire résidant à l'étranger n'est pas solidaire avec ceux domiciliés en France (légataire particulier, conjoint survivant, usufruitier légal), il faudrait exiger le certificat de paiement des droits de mutation.

L'article 3 de la loi du 30 décembre 1903 est venu ainsi compléter les dispositions de la loi du 25 février 1901, article 15, paragraphes 3 et 4. Dans ce cas, en effet, l'Administration n'avait pas d'autre moyen de se faire payer les droits, si ce n'est celui de retenir la matière imposable jusqu'au paiement.

Le contrevenant à ces dispositions est puni d'une

amende de 500 francs en principal et est tenu personnellement des droits et pénalités exigibles, sauf recours contre le redevable.

§ 5. Location de coffres-forts.

Régime fiscal.

Le régime fiscal de la location des coffres-forts s'inspire de deux idées: sauvegarder les intérêts de l'Administration en empêchant la dissimulation des capitaux et en réprimant la non-déclaration de succession, et laisser au contrat de location de coffres-forts son caractère secret, tel que le banquier ignore le contenu du coffre loué.

Certaines formalités ont donc été prévues, à l'observation desquelles le banquier doit se conformer, s'il ne veut pas engager sa responsabilité vis-à-vis du Fisc. Ce fut l'objet des lois du 18 avril 1918 et 30 juin 1923, et plus récemment de l'article 49 de la loi de réforme fiscale du 31 décembre 1936.

Il est à noter que les banquiers, changeurs, escompteurs et toute personne recevant habituellement en dépôt des plis cachetés et cassettes fermées sont soumis aux mêmes obligations.

Le banquier, bailleur de coffres-forts est astreint actuellement aux obligations fiscales suivantes:

1° Faire une déclaration au bureau de l'Enregistrement de son domicile; les agences et succursales d'un éta-

blissement de banque qui mettent des salles de coffres à la disposition du public doivent faire chacune leur déclaration à leur bureau de l'Enregistrement.

2° Adresser au Directeur de l'Enregistrement du département de leur résidence, avis de toute location de coffres-forts. L'Administration met gratuitement à sa disposition, à cet effet, des formules imprimées, de format et couleurs différents selon que le locataire habite Paris ou la province. Sur ces avis sont indiqués les noms et prénoms des locataires, la date et le lieu de naissance, leur domicile, les nom et prénoms de leur conjoint, s'ils sont mariés, et la date de la location; les avis doivent être envoyés dans la quinzaine de cette date. Récépissé en est délivré. Une amende de 1.000 à 10.000 francs frappe chaque contravention à ces prescriptions.

3° Tenir un répertoire alphabétique des locataires de coffres avec indication du numéro du coffre loué. L'article 49 de la loi de réforme fiscale du 31 décembre 1936 prévoit que le répertoire sera tenu sur fiches, système que la pratique bancaire avait consacré mais contre lequel l'Administration s'était dressé, lui préférant le registre relié. Sur la fiche de chaque locataire doivent être reportées chronologiquement les dates et heures d'ouverture des coffres-forts.

4° Inscrire sur un carnet de visite établi sur papier timbré et contenant, avec indication de la date et de l'heure à laquelle elles se présentent, les noms, adresses et qualités de toutes les personnes qui veulent ouvrir un coffre et exiger leur signature. Mais avant de signer le carnet de visite, le locataire désireux de visiter son coffre, doit certifier par

écrit, de sa main, soit qu'il n'est pas marié, ou qu'il est marié et séparé de corps, soit, s'il est marié et non séparé de corps, que son conjoint est vivant.

Avant la loi de réforme fiscale du 31 décembre 1936, le locataire « direct » n'était pas contraint de faire cette déclaration. La loi de 1918 stipulait, en effet, cette obligation pour « la personne qui n'est pas personnellement et exclusivement locataire ». C'était une anomalie qui a maintenant disparu.

Certaines banques, à la suite de la loi du 31 décembre 1936, exigeaient de leurs clients locataires de coffres-forts, avant de les laisser pénétrer dans la salle des coffres, qu'ils signent une déclaration ainsi conçue: « Je certifie que mon conjoint est vivant ». Elles n'admettaient pas que le locataire y substitue la formule « qu'à tel jour et à telle heure, je certifie qu'à ma connaissance mon conjoint est vivant ». Le Ministre des Finances, sur une question qui lui avait été posée, a rejeté cette pratique: *Journal Officiel* du 11 mars 1937, question 2.058, page 944. « Le vœu de l'article 49, paragraphe 3 de la loi du 31 décembre 1936 est rempli lorsque le signataire certifie qu'à sa connaissance son conjoint est vivant au moment de l'ouverture du coffre ».

L'article premier de la loi de 1918 stipule qu'aucun coffre-fort ou compartiment de coffre-fort ne pourra être ouvert par qui que ce soit, après le décès, soit du locataire ou de l'un des co-locataires, soit de son conjoint s'il n'y a pas entre eux séparation de corps, qu'en présence d'un notaire requis à cet effet par tous les ayants-droit de la succession, ou du notaire désigné par le Président du Tribunal civil en cas de désaccord et sur la demande de

l'un des ayants-droit. Ce n'est pas au banquier bailleur du coffre à requérir le notaire, c'est aux ayants-droit.

Le notaire doit donner trois jours francs à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception, au Directeur départemental de l'Enregistrement, avis des lieu, jour et heure d'ouverture, afin qu'un de ses agents puisse y être présent (article 11, loi du 30 juin 1923).

Le législateur n'a donc prévu d'exception que pour le conjoint séparé de corps. L'Administration admet cependant que le coffre loué à une société ayant la personnalité juridique ne peut être assimilé à un coffre loué conjointement à plusieurs personnes, et que, par conséquent, en cas de décès d'un membre, la loi de 1918 ne s'applique pas.

*Cas de l'ouverture d'un coffre-fort
en vertu de l'article 917 du Code de Procédure civile*

L'article 917 est ainsi conçu: « Sur la réquisition de toute partie intéressée, le juge de paix fera avant l'apposition du scellé, la perquisition du testament dont l'existence sera annoncée; et s'il le trouve il procédera ainsi qu'il est dit ci-dessus » (article 916), c'est-à-dire qu'il en constatera la forme extérieure, le sceau et la suscription, s'il y a lieu, parafera l'enveloppe avec les parties présentes, si elles le savent ou le peuvent, et indiquera les jour et heure où il le présentera au président du tribunal de première instance. Il fera enfin mention du tout sur son procès-verbal, lequel sera signé des parties, sinon mention sera faite de leur refus.

La question s'est posée de savoir si dans ce cas-là les prescriptions de l'article premier de la loi du 18 avril 1918

devaient être observées. L'Administration de l'Enregistrement se prononçait pour l'affirmative. Les Banques pour dégager leur responsabilité firent opposition à des perquisitions effectuées par le juge de paix dans les coffres-forts en dehors des formalités légales. Des ordonnances de référé du 17 décembre 1927 et 9 février 1928, rendues par le Président du Tribunal de la Seine (3), repoussèrent ces oppositions, pour le motif que les prescriptions de la loi de 1918 n'étaient pas applicables dans ce cas.

Mais par un arrêt du 28 novembre 1928 (4), la Cour de Paris se prononça en sens contraire. « Considérant que les articles 917 du Code de Procédure civile et 1^{er} de la loi du 18 avril 1918, complétés par l'article 16 de la loi du 30 juin 1923, ne sont ni contradictoires ni inconciliables; que la loi de 1918, sans diminuer la valeur et la portée de l'article 917 du Code de Procédure civile, n'apporte à l'application de ce dernier texte qu'une dérogation, en instituant des précautions nécessaires pour la sauvegarde des droits et intérêts de l'Etat, lorsqu'au cours de l'accomplissement des formalités relatives à l'ouverture d'une succession, il y aura lieu de procéder à l'ouverture d'un coffre-fort tenu en location par le *de cujus*; qu'il n'importe pas de rechercher les raisons qui ont fait préférer l'intervention d'un notaire, assisté d'un représentant de l'Administration de l'Enregistrement, à la seule présence du juge de paix, ni de savoir si le ministère d'un notaire est nécessaire pour une perquisition de testament; qu'il échet d'opposer les

(3) *Journal des Notaires*, 5 juin 1928, page 531.

La loi, 24 mars 1928.

(4) *Journal des Notaires*, 5 mai 1929, page 337.

dispositions claires, précises et formelles de la loi ». Le Président du Tribunal de la Seine, jugeant en référé le 3 janvier 1929, s'est rangé à cette opinion (*Journal des Notaires*, 5 mai 1929, page 339).

On peut noter que l'Administration de l'Enregistrement admet qu'au cours d'une instruction judiciaire, l'officier de police judiciaire, délégué par le magistrat instructeur ou le juge d'instruction, peut ouvrir le coffre-fort dont le locataire est décédé sans avoir à respecter les formalités de la loi de 1918.

On ne peut que regretter que semblable solution n'ait pas été admise en cas de perquisition de testament. La collaboration du notaire et du juge de paix à l'ouverture du coffre-fort est à coup sûr inutile et entraîne une aggravation des frais.

5° Enfin le Banquier est tenu de présenter et communiquer aux agents de l'Administration de l'Enregistrement le répertoire et le carnet de visite.

Sanctions

Le refus de communication est puni d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs (article 226 du Code de l'Enregistrement).

La non déclaration d'existence, l'absence de répertoire ou de carnet de visite est frappée d'une amende de 100 francs à 5.000 francs (article 261 du Code de l'Enregistrement).

Le banquier qui, ayant connaissance du décès, laisse ouvrir irrégulièrement un coffre, est tenu personnellement des droits de mutation par décès et des pénalités exigibles

sur les sommes, titres, objets que contenait le coffre; il est en outre passible d'une amende de 100 à 10.000 francs. Mais il incombe à l'Administration de prouver qu'il avait connaissance du décès; la preuve peut être établie par tous les modes de preuve du droit commun.

L'action de l'Administration contre le banquier se prescrit au bout de 5 ans, à dater de l'ouverture irrégulière du coffre.

Il est curieux de constater que la sévérité croissante de ces mesures fiscales a eu pour effet de détourner la clientèle des locations de coffres ou chambres fortes, en banque. On a, en effet, observé une très forte diminution du nombre des locations depuis le début de l'exercice 1937 dans les banques françaises. Il est certain, qu'en contre-partie, les détentions dans les coffres particuliers, à domicile, et dans des banques à l'étranger ont augmenté. La clientèle a été très désagréablement impressionnée par l'obligation imposée au banquier de déclarer chaque nouvelle location et par la déclaration qu'elle doit signer avant de pénétrer dans la salle des coffres (auparavant, le locataire direct ne la signait pas). Son état d'esprit se traduit par des déclarations plus ou moins humoristiques où se trouvent précisés non seulement l'état de santé du conjoint, mais aussi celui de la maîtresse, du petit chien, etc... Elle a eu enfin l'impression qu'un jour ou l'autre, on pourrait, pour un motif quelconque, lui interdire l'accès au coffre et elle a eu peur.

Le Fisc, pas plus que le banquier, ne trouvent leur avantage dans une telle attitude: les évasions fiscales se font plus nombreuses, les non-déclarations de titres ou valeurs conservées à domicile passent absolument inaper-

çues. Pour le banquier, l'entretien et l'amortissement de salles de coffres avec tous les frais annexes (gardiennage, surveillance, protection contre le feu...) représentent de fortes sommes. C'est un poste d'exploitation qui apparaît aujourd'hui déficitaire.

CHAPITRE V

Impôt général sur le revenu

Nous avons vu au chapitre précédent les diverses obligations fiscales auxquelles, à propos de l'impôt sur les successions, le Banquier devait se plier dans l'exercice de son commerce.

Ces obligations revêtent un caractère très important, car en contrôlant les droits successoraux, l'Administration a ainsi le moyen de contrôler la perception de l'impôt général sur le Revenu. L'Administration des Contributions Directes, selon l'article 134 du Code général des Impôts Directs, peut reprendre pour l'année du décès et les trois années antérieures les impositions dont l'omission ou l'insuffisance est constatée à la suite de l'ouverture d'une succession. Et inversement, le contrôle des déclarations pour l'impôt général sur le revenu facilite le contrôle des déclarations de succession.

Nous allons examiner, dans ce nouveau chapitre, le mode en vigueur de contrôle des déclarations pour l'impôt général sur le Revenu, et déterminer la participation que doit fournir le banquier.

L'impôt général sur le revenu est un impôt se superposant aux impôts cédulaires: un revenu, qui a été atteint par l'impôt de la cédula à laquelle il se rapporte, est donc frappé une seconde fois, au titre de l'imposition générale sur le Revenu.

Or, si le revenu des valeurs mobilières est assujetti à coup sûr à l'impôt cédulaire, puisque la collectivité émettrice doit en faire l'avance, il échappe beaucoup plus aisément à l'impôt général: le particulier n'a qu'à ne pas le déclarer; et la plupart du temps l'Administration ne sera pas en mesure, surtout au sujet des titres au porteur, de savoir s'il possède un tel revenu et de connaître la Maison de banque où il a été encaissé.

Ainsi le Fisc se trouve-t-il frustré chaque année de sommes importantes qu'un ancien Ministre des Finances a évalué à près d'un milliard de francs. Nous ne citons ce chiffre qu'à titre d'approximation, car de telles évaluations sont assurément très délicates.

Le problème s'est donc posé pour l'Administration de remédier à ces absences de déclarations et d'arrêter ces fuites devant l'impôt. Il a été résolu diversement ces dernières années par l'institution de systèmes variés: bordereau de coupons, précompte, carnet de coupons, carte d'identité fiscale, mais toujours de façon éphémère.

On s'est, en effet, aperçu que ces systèmes entraînaient la mise en œuvre d'une paperasserie énorme, engorgeaient littéralement les établissements de banques choisis comme intermédiaires et l'Administration, nécessitaient l'accroissement du nombre des fonctionnaires et par contre coup le poids des charges publiques et enfin déterminaient dans le

pays une grave crise de confiance et un affaiblissement du crédit de l'Etat.

Ces conséquences, théoriquement, sont certainement insuffisantes pour entraîner la condamnation d'une telle imposition. On peut, en effet, éduquer le public, lui faire comprendre qu'une déclaration de revenus exacte de la part de chaque citoyen est la meilleure garantie d'impôts peu élevés, qu'il est non seulement de son intérêt égoïste mais de son devoir civique d'agir ainsi; on peut étudier et rechercher des modes d'imposition et de contrôle moins tracassiers et moins lourds à mettre en mouvement; on peut même proposer, comme le fit le Parti Socialiste S. F. I. O. le 23 octobre 1933, la conversion forcée de tous les titres au porteur existants en titres nominatifs ou à titres à endos.

Il n'en reste pas moins qu'en pratique un Ministre des Finances, face à une situation de Trésorerie déterminée, ne peut pas ignorer de pareilles conséquences et ne pas en tenir compte. D'où la création de ces régimes de contrôle instables et l'impression de tâtonnements que donne cette réglementation.

Récemment, le décret du 8 juillet 1937 s'est, lui aussi, attaqué à la question du contrôle des revenus mobiliers, avec l'idée d'établir les modalités les plus simples possibles.

Cependant, c'est encore sur les épaules du banquier que retombe le poids de cette réglementation nouvelle: et on ne voit pas qu'il puisse en être différemment dans n'importe quel système. Même si les titres au porteur étaient supprimés et les titres nominatifs seuls autorisés par la loi, le banquier resterait toujours l'intermédiaire choisi par la

collectivité émettrice pour payer le revenu, et bien souvent il assurerait le service financier intégral, avec la tenue du livre des transferts, travail qui, dans cette hypothèse, serait particulièrement important. Le banquier fait donc figure de victime désignée de toute cette réglementation.

Le décret du 8 juillet 1937 stipule l'obligation, à compter du 1^{er} août 1937, pour les établissements payeurs de demander aux intéressés la justification de leur identité.

Il est à noter que les Banques le faisaient déjà; ici, le décret ne fait qu'entériner la pratique bancaire. Une erreur de calcul, en effet, peut toujours se glisser dans le paiement de coupons, un coupon accepté par le guichetier et payé peut être ensuite refusé par la collectivité émettrice, autant de raisons qui recommandaient au banquier de s'assurer de l'identité du présentateur. Les banques acceptent en justification d'identité toutes les pièces et papiers officiels portant une photographie de la personne.

Ces mesures n'avaient d'ailleurs d'effet qu'en cas d'erreur de calcul ou d'erreur sur la date de prescription du coupon présenté; l'adresse du client était alors recherchée et on le priait de bien vouloir repasser à la Banque pour toucher ou pour verser la différence. Dans ce dernier cas, lorsque le client était récalcitrant à cette invitation et qu'il s'agissait de sommes importantes, on lui dépêchait un démarcheur.

Quant au faussaire qui réussissait à faire accepter par le guichetier de faux coupons, il était toujours muni de fausses pièces d'identité et il ne restait à la banque qu'à passer par Profits et Pertes le montant de l'escroquerie.

Selon le décret du 8 juillet 1937, le banquier n'est tenu de vérifier que l'identité du client et non son titre de pro-

priété. Aussi les coupons sont-ils réputés propriété de ceux qui les présentent en vue d'en encaisser le montant.

Lorsqu'une personne présente des coupons pour le compte d'un tiers, elle doit remettre à l'établissement payeur une liste des véritables bénéficiaires.

De plus, obligation est imposée au banquier de fournir à l'Administration des Contributions Directes (au Directeur départemental des Contributions directes du lieu de son établissement) un relevé mensuel (1) indiquant en regard des nom, prénoms et adresse de chacun des intéressés, le montant net des sommes touché par lui. Dans le cas où le montant des coupons a été touché par un intermédiaire, le banquier doit joindre au relevé des coupons payés la liste des véritables bénéficiaires.

De ce système, on peut rapprocher celui du bordereau de coupons de M. de Lasteyrie, appliqué du 16 septembre 1924 au 22 février 1925 : dans celui-ci, le client établissait le bordereau et donnait, sous sa propre responsabilité, son identité. Le projet de budget de MM. Germain-Martin et Palmade pour l'exercice 1933 mettait la rédaction du bordereau à la charge du banquier : cette idée a été reprise dans le système du relevé de coupons.

Sanctions

Toute contravention aux dispositions du décret est punie d'une amende fiscale de 1.000 francs (décimes compris), par omission ou inexactitude constatée par le Direc-

(1) Le premier relevé a été effectué à partir du 15 octobre et remis le 15 novembre à l'Administration. Il n'aura donc effet sur les déclarations qu'en 1939.

teur des Contributions Directes; l'amende est recouvrée par voie de rôle et celui-ci peut être mis en recouvrement jusqu'à la fin de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle auront été faits les paiements correspondant à l'infraction.

Les contestations qui peuvent naître à ce propos sont de la compétence du Conseil de Préfecture. L'amende ne peut être contestée devant ce tribunal que jusqu'à la fin du troisième mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle.

Les peines correctionnelles sanctionnant l'emploi de manœuvres frauduleuses en vue de compromettre l'établissement des impôts sur le revenu sont applicables aux personnes qui encaissent sous leur propre nom des coupons appartenant à des tiers, en vue de les faire échapper à l'impôt.

On peut se montrer assez sceptique sur le résultat que donneront ces nouvelles dispositions. En fait, les relevés de coupons vont s'accumuler entre les mains des agents de l'Administration. Celle-ci ne pourra procéder que par sondages et à propos de quelques contribuables déterminés, à la vérification des déclarations.

Rien n'empêche un contribuable de toucher ses coupons dans dix établissements de banque divers et en vingt lieux différents. Aussi scrupuleuse que soit la centralisation de ces relevés, les recherches et les investigations seront laborieuses sinon impossibles.

Pour la grande masse des contribuables, le système fait tout juste l'effet d'une sorte d'épouvantail. La crainte est

le commencement de la sagesse! mais il est malheureusement à prévoir qu'au bout de peu de temps, lorsque le public se sera aperçu de l'inefficacité du système, ce sentiment disparaîtra tout à fait.

Mais, pour l'instant, le banquier en supporte tout le poids!

CHAPITRE VI

Les autres Droits de Timbre et d'Enregistrement

Dans les chapitres qui précèdent nous avons vu la collaboration importante qu'apporte le banquier au Fisc dans la perception ou le contrôle des droits de timbre sur les valeurs mobilières et sur les opérations de Bourse, et des droits de mutation à cause de mort.

Il ne faudrait pas croire que son rôle d'auxiliaire du Fisc s'arrête là. En réalité, il se prolonge bien au-delà et s'étend d'une façon beaucoup plus considérable qu'il n'apparaît au premier abord. En effet, l'article 4 du Code du Timbre et les articles 124, paragraphe 5, et 128 du Code de l'Enregistrement, prononcent pour le paiement des droits et amendes exigibles sur l'acte la solidarité des parties qui y sont intervenues.

Cette solidarité n'est donc pas spéciale au commerce de banque: elle est générale et se retrouve partout. Elle aurait donc pu dans cette étude particulière ne pas retenir notre attention.

Cependant, parmi tous les commerçants, le banquier est un de ceux qui, au cours de son activité, la rencontre le plus souvent et peut craindre le plus son application: timbre des papiers commerciaux, des chèques, des virements, des reçus, timbres de dimensions, enregistrement des actes d'ouverture de crédit, etc...

Le banquier s'attachera donc, plus qu'un autre, à faire respecter l'application des droits de timbre et d'enregistrement. Il apportera ainsi au Fisc un concours efficace quoique indirect. Mais cela représente pour lui une charge beaucoup plus grande que pour n'importe quel autre citoyen.

Nous n'avons pas l'intention de procéder ici à une étude des droits de timbre et d'Enregistrement, car pour être bien menée elle doit l'être à fond, et ceci nous entraînerait trop loin et nous ferait dépasser les limites étroites que nous nous sommes fixé. Semblable étude requiert, de plus, une compétence que nous avouons humblement ne pas avoir.

Nous nous contenterons donc de donner, à propos des droits frappant certains actes ou opérations, un aperçu général de l'action fiscale du Banquier.

TIMBRE SUR LES REÇUS (1)

Parmi les droits de timbre, le timbre sur les reçus est assurément celui qui trouve les plus fréquentes applications. Il représente pour le banquier une charge importante, dont on ne se rend généralement pas compte, car

(1) Depuis le décret du 8 juillet 1937, il est fixé à: 0 fr. 50 jusqu'à 100 francs; 1 franc entre 100 et 1.000 francs; 2 francs entre 1.000 et 10.000 francs; 4 francs entre 10.000 et 50.000 francs; et au-delà 2 francs par fraction de 50.000 francs.

rien ne paraît à première vue plus simple que de coller un timbre fiscal sur un reçu.

Mais il y a des règles d'organisation bancaire qu'un banquier ne peut enfreindre, à l'intérieur de son établissement, sans crainte de voir les erreurs se multiplier. Or, ces règles s'accommodent assez mal de ces charges fiscales!

La chose est particulièrement manifeste dans un grand établissement de banque. Nous prendrons un exemple très simple: celui d'un client qui désire verser une somme au crédit d'un compte personnel ou d'un compte d'un tiers.

Ce client rédige un bordereau de versement qui porte toutes indications sur la somme versée, la partie versante et le bénéficiaire. Il remet ce bordereau à un guichetier qui vérifie l'existence du compte dans l'Etablissement, le numéro, le nom de son titulaire, et qui prépare le reçu.

Le reçu et le bordereau de versement vont ensuite dans les mains d'un contrôleur qui rapproche les deux documents, s'assure qu'il n'y a pas d'erreurs et signe le reçu; car le guichetier n'« a pas la signature ».

Le reçu et le bordereau, entraînés sur un ruban roulant, arrivent dans la cage grillagée du Caissier. Celui-ci appelle le client à l'aide d'un numéro d'ordre, reçoit les fonds, les compte, vérifie la concordance avec le montant inscrit sur le reçu, enregistre la somme sur son journal de caisse et remet le reçu à la partie versante.

Ainsi se trouvent respectés les principes d'organisation bancaire selon lesquels:

un employé qui a établi une pièce ne peut se contrôler lui-même;

le contrôle est effectué par un autre employé qui ne doit en aucune façon (même pas pour les timbrer) parti-

ciper à l'établissement des pièces qu'il vérifie, de manière à garder toute son indépendance et sa liberté de jugement;

le travail du Caissier effectuant les recettes et les dépenses, pour qu'il soit sûr et rapide, doit se réduire au minimum de gestes: aussi ne sera-t-il jamais chargé de réclamer le montant du timbre fiscal au client, de le coller sur le reçu et de l'annuler.

C'est le guichetier qui accomplira ce travail. En conséquence, il y a autant de « caisses » de timbres fiscaux que de guichets, ce qui entraîne complication pour leur surveillance, pour la comptabilité générale et pour l'établissement quotidien de la journée comptable.

PAPIERS TIMBRÉS ET TIMBRES MOBILES

L'article premier du décret-loi du 30 octobre 1935 oblige les comptables de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, les entreprises contrôlées ou concédées par ces collectivités, les Etablissements de Banque, les entreprises d'assurances, les imprimeurs d'affiches, les officiers ministériels ainsi que toutes les sociétés par actions (2) à s'approvisionner en timbres et papiers timbrés directement dans les bureaux de l'Enregistrement. Les actes et écrits, de quelque nature qu'ils soient, établis en contravention à cette prescription sont réputés non timbrés.

Le décret du 30 octobre 1935 trouve son explication dans les circonstances suivantes:

Pour éviter l'afflux du public dans les bureaux de

(2) L'article 70 de la loi de finance du 31 décembre 1936, a supprimé cette obligation pour les sociétés par actions.

l'Enregistrement et pour faciliter au contribuable l'acquisition des timbres au détail, la vente des papiers timbrés et des timbres mobiles est effectuée, en plus des bureaux de l'Enregistrement, par des auxiliaires de l'Administration rémunérés par des remises proportionnelles à l'importance de leur débit.

Avec les transformations du régime fiscal et l'élévation du tarif des impôts, les ventes des impressions timbrées se sont considérablement élevées. Certains de ces intermédiaires ristournaient aux acheteurs une partie des remises qui leur sont allouées, faisant ainsi de véritables ventes en gros et réalisant des bénéfices excessifs. Ces remises devenaient ainsi onéreuses pour le Trésor. De plus, comme ces auxiliaires procédaient à de très fréquents approvisionnements, la tâche des receveurs n'en était que fort peu soulagée. Enfin, ces dernières années, les vols des impressions timbrées s'étaient accrus: il s'agissait de rendre leur écoulement beaucoup plus difficile.

D'où le décret du 30 octobre 1935.

Pour assurer l'application de ce texte un arrêté du 18 novembre 1935, article premier, du Ministre des Finances prévoit que les papiers timbrés et timbres mobiles, autres que ceux dont la débite est assurée par les receveurs de l'Enregistrement, sont revêtus de la surcharge D. A. (distributions auxiliaires) imprimée sur eux lors de leur fabrication.

Le banquier doit donc rechercher — pour ne pas encourir les pénalités de la loi du 5 juin 1850 — si un effet de commerce, par exemple, émanant d'une personne ou collectivité tenue de s'approvisionner directement dans les bureaux de l'Enregistrement, a bien été rédigé sur un

papier timbré ou porte un timbre mobile sans la surcharge D. A. Ceci représente déjà pour un établissement de banque un certain travail et demande une certaine minutie, les effets de commerce ayant très souvent de nombreuses mentions, surcharges et taches d'encre grasse. Mais le point principal est de s'enquérir de la personnalité qui les a employés et de faire la discrimination entre les entreprises qui sont soumises à l'article premier du décret du 30 octobre 1935 et celles qui ne le sont pas. Cette discrimination peut nécessiter des recherches, surcharge le travail des employés qui vérifient le papier, et diminue considérablement leur rendement.

DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT SUR LES AVANCES SUR TITRES

Depuis la loi du 11 septembre 1919, modifiant celle du 29 juin 1918, les actes sous-seing privé d'avances sur titres sont assujettis à un droit de timbre de 0,30 % par 100 francs ou portions de 100 francs du montant de l'avance.

Mais encore faut-il que ce soient des actes sous-seing privé portant convention synallagmatique. L'acte unilatéral n'est pas frappé par le droit de 0,30 %, d'où la pratique de rédiger deux actes unilatéraux distincts. Dans le premier, l'emprunteur reconnaît l'avance de fonds à lui consentie; dans le second, le banquier reconnaît le dépôt des titres en nantissement. Toutefois, ces actes unilatéraux doivent être rédigés sur du papier timbré de dimension. Lorsqu'il y a eu simple échange de lettres l'opération échappe à l'imposition, à moins qu'elles n'aient été rédigées expressément pour constituer un titre.

L'impôt frappe le montant de l'avance dont le bénéficiaire se reconnaît débiteur et non la valeur de la garantie-titres fournie. Il est acquitté au moyen de timbres mobiles apposés sur l'original de l'acte que garde le prêteur et oblitérés (signature et date) par lui. Le double qui est donné à l'emprunteur doit indiquer que le droit de timbre a été acquitté et porter son montant.

Une amende de 10,80 % du montant de l'avance punit respectivement le banquier et le bénéficiaire du prêt, en cas de non-apposition et non-oblitération de timbre. L'insuffisance du timbrage est sanctionnée par une amende de même taux, calculée sur la somme pour laquelle le timbre n'a pas été payé. Si le bénéficiaire devient par la suite débiteur d'une somme supérieure au crédit ouvert, un droit de timbre serait exigible sur cette extension, au cas seulement où un nouvel acte serait signé pour augmenter le chiffre primitif.

En plus du droit de timbre, un droit d'enregistrement de 1,20 % (3) est applicable aux actes sous-seing privé d'avances sur titres. Ceux-ci ne sont pas soumis à la formalité dans un délai déterminé. L'enregistrement n'est obligatoire qu'en cas d'usage soit par acte public, soit en justice ou devant une autorité constituée.

Nous avons dit que dans la pratique l'opération donnait souvent lieu à la rédaction de deux actes unilatéraux. Lorsque ceux-ci sont présentés à la formalité, on doit distinguer l'acte rédigé par le banquier soumis à un droit fixe de 22,50 (4), de l'acte rédigé par le bénéficiaire de l'avance

(3) 1,50 % sans décime depuis le décret du 14 mars 1933.

(4) 30 francs depuis le décret du 8 juillet 1937, article 50.

assujetti au droit proportionnel, pour les obligations de sommes, de 1,50 %.

Toutefois les titres de fonds d'Etat français et des valeurs du Trésor qui sont remis en gage entraînent une dispense des droits de timbre et d'enregistrement, pour l'acte d'avance. La formalité de l'enregistrement est facultative pour ces actes, même dans le cas d'usage en justice, par acte public ou devant une autorité constituée.

En pratique, le cas se présente d'avances gagées à la fois par des fonds d'Etat français et par des titres de collectivités privées. Le droit de 0,30 % ne s'applique alors qu'à la partie de l'avance se rapportant aux valeurs privées. Il faut, bien entendu, que l'acte d'avance contienne une ventilation du total avancé selon la nature des titres donnés en garantie, sinon le droit proportionnel de 0,30 % serait exigible sur le montant global.

On peut remarquer enfin qu'à l'inverse de ce qui avait été décidé lors de la suppression sous conditions du prélèvement des 10 % sur les rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor, les obligations du chemin de fer de l'Etat sont assimilées aux valeurs du Trésor et entraînent application de ce régime de faveur.

DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT SUR LES OUVERTURES DE CRÉDIT AVEC NANTISSEMENT DE TITRES

L'acte d'ouverture de crédit avec nantissement de titres est soumis aux droits de timbre et d'enregistrement.

Droit de timbre. — Une question se pose tout d'abord: l'acte d'ouverture constitue-t-il un contrat synallagmatique, Dans l'affirmative, il y a application de la loi

du 11 septembre 1919, modifiant celle du 29 juin 1918.

Il est d'ailleurs à noter que la loi de 1919 ne vise que les avances sur titres, mais l'Administration, appuyée par la jurisprudence, l'étend aux ouvertures de crédit avec nantissement.

Ou bien, l'acte d'ouverture de crédit est-il un acte synallagmatique imparfait, qui ne fait naître qu'éventuellement des obligations réciproques à la charge de l'un ou de l'autre des contractants?

La nature d'un contrat s'apprécie, en effet, au moment où il se forme. Seul, le banquier a à ce moment-là l'obligation de tenir les fonds à la disposition de son client. L'obligation de rembourser cet argent n'existera pour le crédité qu'à partir de la réalisation du crédit, qu'à partir du prêt. Ce n'est qu'à cet instant qu'il y aura contrat synallagmatique, soumis au droit de timbre; auparavant, il y a acte unilatéral échappant aux dispositions précédentes de la loi du 11 septembre 1919.

Cependant, un jugement du Tribunal civil de Nancy, du 11 mai 1925 (R. E. art. 8.246), confirmé par un arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation du 15 mars 1927 (R. E. art. 8.650), attribue à l'ouverture de crédit avec nantissement de titres un caractère synallagmatique; elle donne naissance à des obligations réciproques des parties l'une envers l'autre: le banquier qui ouvre le crédit a l'obligation directe de tenir les fonds à la disposition du bénéficiaire, et celui-ci a l'obligation corrélatrice et formant cause de la promesse du créancier de lui rembourser les sommes avancées. L'obligation du crédité, quoique conditionnelle, ne change pas le caractère même de la convention, d'après une jurisprudence

consacrée par un arrêt du 8 février 1875 (S. 1875-1-343).

Le tarif de l'impôt est de 0,30 % sanctionné par une amende de 6 % avec minimum de 50 francs.

Droit d'Enregistrement. — L'acte d'ouverture de crédit avec nantissement de titres qui est présenté à la formalité de l'enregistrement avant toute réalisation de crédit est soumis à un droit de 0,75 %.

Après réalisation totale ou partielle du crédit, un droit d'enregistrement de 1,50 % est dû (sous déduction du droit de 0,75 % déjà acquitté, s'il y a lieu).

Cas des fonds d'Etat français et valeurs émises par le Trésor, remis en nantissement. — Lorsque ce sont des fonds d'Etat français, des valeurs émises par le Trésor français ou des obligations des chemins de fer de l'Etat qui sont remis en nantissement, il y a lieu d'étendre la dispense de timbre prévue par l'article premier de la loi du 11 septembre 1919 pour les avances sur titres. L'enregistrement se fera de même gratuitement quand la formalité sera requise.

APPENDICE

Taxe exceptionnelle de 100 % sur les opérations spéculatives à terme sur le marché des changes.

Elle a été instituée par le décret-loi du 8 juillet 1937 dans le but d'enlever aux spéculateurs les bénéfices résultant de l'abandon des limites maxima et minima de poids-or fixées pour le franc par la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936.

Elle frappe les achats à terme « d'or et de devises étrangères payables en francs, dont l'échéance est postérieure au 28 juin 1937 et qui ont été engagés du 10 juin inclus au 30 juin inclus, en France et à l'étranger, par des personnes physiques ou morales domiciliées en France ». On peut remarquer tout de suite que la taxe ne s'applique pas aux opérations à terme à une semaine ou à une quinzaine, engagées le 10 juin 1937.

De plus, des exceptions sont prévues: les opérations dûment justifiées par les besoins du commerce et de l'arbitrage, ou par des dettes valablement stipulées en or ou en monnaies étrangères à l'échéance du 1^{er} octobre 1937 au plus tard, ainsi que celles qui étaient compensées le 28 juin

1937 par des opérations en sens inverse, sont exemptes de cette taxation.

De telles exceptions permettent d'être assez sceptique sur le rendement de cette taxe. Si l'on veut bien considérer, d'autre part, que les principales opérations que ce décret avait pour but d'atteindre se sont traitées, non sur le marché de Paris, mais à Bruxelles et à Londres, et qu'ainsi elles échappent en fait aux investigations de l'Administration française, ce sentiment sera tout à fait renforcé.

Enfin, parce qu'elle constitue une mesure rétroactive en opposition complète avec les principes du Droit français, cette taxation est condamnable: les opérateurs à terme ont conclu ces marchés à une époque où ils étaient parfaitement légitimes et licites. On vient par la suite les frapper d'une taxation qui, par son taux abusif de 100 % de la différence entre la valeur de l'or et des devises étrangères à l'époque de l'échéance (ou de la liquidation du contrat) et leur prix d'achat, est une véritable confiscation.

Il faut également ajouter qu'il en résulte même une pénalisation pour eux, puisque, si on leur confisque l'intégralité de la différence de valeur entre le prix d'achat et le prix au jour de l'échéance, ils ont payé des commissions aux intermédiaires; ils sont donc constitués en perte pour des opérations traitées alors qu'elles étaient juridiquement permises.

Mais ce qui retient surtout notre attention, c'est le rôle imparti au banquier, à « l'intermédiaire de banque ou de bourse » (1), comme le dit le décret du 8 juillet 1937. Ils

(1) L'arrêté du Ministre des Finances du 12 juillet 1937 précise, dans son article 4, que les personnes qui font profession d'acheter et de vendre

doivent déclarer avant le 1^{er} août 1937 à l'Administration de l'Enregistrement les opérations où ils sont intervenus. Nous pensons que cette obligation fiscale les met dans une position très fausse vis-à-vis de leurs clients. En voici les raisons. Comme nous l'avons dit plus haut, les opérations à terme qui se sont traitées sur le marché de Paris n'ont pas été le fait de spéculateurs à proprement parler. Ces derniers plus avertis, ont traité ou fait traiter sur des places étrangères. Il reste que les opérateurs sur le marché de Paris furent le plus souvent des maisons de commerce ou des entreprises industrielles: les unes avaient à ce moment-là une trésorerie large et étaient par conséquent attirées par les taux élevés des placements à court terme que représentait la tension des reports sur les devises; les autres, en contre-partie, et qui tombent sous le coup du décret du 8 juillet 1937, désiraient se couvrir contre une baisse du franc (même en l'absence de dettes avec un fournisseur étranger).

Or il est indéniable que les banques avaient sollicité cette clientèle et lui avaient montré tout ce que ces opérations licites avaient d'avantageux. Et voilà que le décret du 8 juillet 1937 les oblige à dénoncer des opérations qu'elles avaient elles-mêmes préconisées, sous peine d'une amende fiscale égale au quintuple des droits éludés et 20.000 francs au minimum.

Enfin, pour les achats de devises étrangères et d'or venant à échéance après la publication de ce décret-loi, le banquier qui y a participé est transformé en percepteur

l'or et les devises étrangères en contre-partie des opérations effectuées par leurs clients sont comprises dans les intermédiaires de banque et de bourse.

de cette taxe exorbitante, pour compte du Trésor. Cette retenue est effectuée malgré le dépôt des demandes d'exonération par les donneurs d'ordre. Ceux-ci pourront obtenir la restitution de la taxe, quand leurs demandes seront accueillies.

De telles mesures sont graves: elles peuvent détruire la confiance et le sentiment de sécurité que possédait un client dans ses rapports avec son banquier; elles laissent planer un doute sur l'issue de toute opération conclue.

CONCLUSIONS

Nous avons ainsi passé en revue les divers impôts à propos desquels le banquier doit apporter au Fisc sa collaboration.

Pour que cette revue soit complète, nous ajouterons l'obligation dont est tenu le banquier en tant qu'employeur (loi du 31 juillet 1917, article 26 et article 67 du Code des Contributions Directes) de déclarer les traitements et salaires: il doit fournir chaque année un état indiquant les noms et adresses des personnes employées au cours de l'année précédente, le montant total des sommes payées à chacune de ces personnes, y compris les rémunérations accordées sous forme d'avantages en nature et les indemnités allouées pour couvrir les frais nécessités par l'emploi, et enfin la période à laquelle s'appliquent les paiements lorsqu'elle ne s'étend pas à l'année entière.

L'article 68, numéro 2 du Code des Contributions Directes (article 6 de la loi du 13 juillet 1925) impose de même à l'employeur l'obligation de déclarer les commissions, courtages et autres rémunérations données, à l'occasion de l'exercice de leur profession, à des intermédiaires de commerce n'ayant pas la qualité de salariés, les ristournes, honoraires occasionnels, gratifications lorsqu'elles dépassent 1.000 francs par an pour un même bénéficiaire, et qui sont susceptibles d'entrer en compte

pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.

La collaboration fiscale du banquier apparaît donc étendue et variée. Aussi est-il bon maintenant d'en réunir tous les éléments pour essayer d'en donner une description synthétique, et d'en faire ressortir les caractères généraux.

Si l'on prend comme critère la façon dont elle s'exerce, on pourrait dire de cette collaboration qu'elle est tantôt directe, tantôt indirecte.

Elle est directe lorsque le banquier est proprement collecteur de l'impôt, quitte à le reverser dans la suite au Fisc. C'est le cas, par exemple, pour l'impôt de transmission ou pour l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements. Ou bien le banquier en fait l'avance au Fisc et le récupère ensuite, comme pour l'impôt sur le revenu des Valeurs Mobilières ou pour les impôts sur les Valeurs Mobilières abonnées.

Cette collaboration fiscale est encore directe lorsque, par l'entremise et par les services du banquier, le contribuable bénéficie d'un taux d'imposition moins élevé ou d'une exemption de taxe. Ici, l'intervention fiscale du banquier revêt un caractère négatif, puisqu'elle a pour conséquence immédiate de faire rentrer dans les Caisses de l'Etat une quantité d'argent moindre que si elle ne se produisait pas. Du moins, elle paraît avoir ce caractère et s'opposer à la collaboration positive de tout à l'heure. Mais ce n'est qu'une apparence.

En réalité, si le législateur permet au contribuable de profiter d'un tarif réduit d'imposition, c'est toujours sous certaines conditions; et celles-ci aboutissent, en fin de

compte, à créer une compensation à l'avantage accordé, ou bien favorisent une politique fiscale déterminée. En somme, selon une expression vulgaire, le Fisc « s'y retrouve toujours ».

Il en est ainsi, par exemple, du régime des titres abonnés déposés en Banque. Si les certificats nominatifs qui les représentent sont frappés par un droit de transfert analogue à celui des titres nominatifs français, au lieu d'un droit annuel, c'est que, par les conditions stipulées pour l'obtention de ce bénéfice d'une imposition réduite, l'Administration est à même de connaître tous les transferts concernant ces valeurs et qu'elle est sûre qu'ils seront tous taxés.

De même les valeurs étrangères non abonnées déposées contre récépissé nominatif dans un Etablissement de banque agréé, ont l'avantage de supporter un tarif réduit d'imposition sur le revenu.

Il en était pareillement des conditions, aujourd'hui effacées, qui avaient été mises à la suppression du prélèvement des 10 % sur les Rentes et Valeurs du Trésor; ces conditions aboutissaient à généraliser le dépôt en banque de titres au porteur et à diminuer d'autant leur dissimulation dans les déclarations pour l'impôt général sur le revenu.

La collaboration fiscale du banquier est au contraire indirecte lorsqu'il ne fait que prêter son concours à la collection, le contribuable acquittant lui-même l'impôt. L'aide apportée par le banquier au Fisc se manifeste alors de diverses manières.

Ainsi, le banquier jouera le rôle d'*informateur* auprès de l'Administration: c'est le cas, par exemple, du relevé

de coupons concernant l'impôt général sur le revenu; c'est le cas des déclarations qu'il doit effectuer à propos de l'impôt sur les successions: déclaration des comptes-joints, déclaration des valeurs dépendant d'une succession, avis de location de coffres-forts; ou encore de la taxe exceptionnelle de 100 % sur les opérations spéculatives à terme sur le marché des changes.

D'autres fois, le banquier fait office de *contrôleur*: il contrôle l'existence de la déclaration à l'Enregistrement et du paiement des droits de mutation à cause de mort, à propos du transfert des titres nominatifs; il vérifie le timbrage des valeurs étrangères non abonnées; il exige des ayants-droit domiciliés à l'étranger un certificat d'acquit des droits de mutation.

Ou bien, il tiendra le rôle d'un *débiteur solidaire*: pour le paiement, par exemple, des Droits de timbre et d'Enregistrement non effectué par la partie qui en était redevable. Le banquier est encore déclaré débiteur solidaire dans le système de l'abonnement des droits et taxes dus par la collectivité étrangère qu'il représente.

On voit d'ailleurs dans ce dernier cas combien la collaboration du banquier est de nature complexe: tout en étant éventuellement débiteur solidaire vis-à-vis du Fisc, il est collecteur des impôts de timbre, transmission et de l'impôt sur le revenu qui atteignent ces valeurs abonnées. De même, comme nous l'avons vu précédemment, dans la taxe de 100 % sur les opérations spéculatives à terme sur le marché des changes, le banquier joue à la fois le rôle de percepteur de l'impôt et celui d'informateur.

Ceci montre qu'il est assez vain de vouloir synthétiser, malgré la satisfaction qu'y trouverait l'esprit, et la clarté

qui s'en dégagerait, les éléments de cette collaboration fiscale. Elle revêt trop de formes, et ces dernières s'enchevêtrent les unes les autres.

Ceci s'explique parce que le rôle fiscal du banquier s'est développé peu à peu, sans plan préconçu, aux hasards d'une législation fiscale touffue, quelquefois assez irréflechie, et qui, elle-même, ne correspondait pas à une vue d'ensemble.

Il n'y a guère, en somme, qu'un caractère général qui s'applique à toutes ces formes d'interventions fiscales qu'accomplit le banquier: le caractère obligatoire. Le banquier ne peut s'y dérober sans s'exposer à de fortes pénalités que le législateur a prévues dans chaque cas.

Aussi nous paraît-il préférable d'examiner cette collaboration fiscale au point de vue des rapports et des relations des parties qui y interviennent, la subissent ou en bénéficient. Nous aurons ainsi l'occasion de voir comment elle réagit sur les relations de ces personnes, et par là-même la possibilité de l'apprécier.

Cette collaboration fiscale intéresse en somme trois personnes et a, vis-à-vis d'elles, d'importantes conséquences: ce sont le Fisc, le banquier et son client qui est en même temps contribuable. Nous envisagerons donc le rôle fiscal du banquier dans les rapports du Fisc avec le banquier, dans les rapports du banquier avec sa clientèle et dans les rapports du Fisc avec le contribuable.

§ I. Le rôle fiscal du banquier au point de vue des rapports du fisc avec le contribuable.

Au point de vue des rapports du Fisc avec le contribuable, la collaboration fiscale fournie par le banquier a des effets relativement heureux.

Elle évite tout d'abord la rencontre du contribuable et du percepteur. Le banquier, personne interposée, joue le rôle d'écran entre ces deux personnages. Le contribuable, éprouvant d'ordinaire peu de sympathie pour le percepteur, mieux vaut ne pas multiplier les occasions de heurt.

La collaboration fiscale du banquier permet en second lieu de saisir la matière imposable à la source, ou bien de frapper une opération à l'origine, au moment même où elle s'effectue: dans l'impôt sur les opérations de bourse, par exemple. La dissimulation, la fuite devant l'impôt deviennent ainsi impossibles. Le fait est particulièrement net dans l'impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières. Le titulaire d'un revenu ne pourra en bénéficier qu'une fois l'impôt acquitté; et pour lui, le paiement de l'impôt et l'encaissement du revenu s'opèrent simultanément.

C'est un gros avantage que voulait notamment utiliser le système du précompte, destiné à combattre la dissimulation du revenu des capitaux mobiliers à l'impôt général sur le revenu. Selon les divers projets qui furent élaborés: projet Blum en 1923, projets Piétri et Bonnet en 1933, le banquier au moment du paiement du revenu aurait retenu un certain pourcentage (10 % ou 15 %) de la somme versée, à titre d'acompte sur les impôts dus, l'Administration opérant par la suite les remboursements nécessaires.

De plus, grâce à l'entremise du banquier, la perception de l'impôt est moins sensible aux yeux du redevable. Le contribuable va généralement chez le percepteur pour lui donner de l'argent; il va chez son banquier pour en recevoir. Le banquier, collecteur d'impôts, opérera la retenue; le client recevra une quantité d'argent moindre, il est vrai, mais il n'aura pas à en déboursier: l'impôt lui paraîtra moins lourd.

Enfin, le client n'a aucune déclaration à effectuer et ne doit se livrer à aucune opération de calcul: il joue un rôle passif. Ce mode de perception est donc certainement moins tracassier et beaucoup plus commode pour lui que celui de la perception par voie de rôle.

Dans certains cas, même, le Fisc accordera au contribuable des avantages. Ainsi, par la loi du 16 février 1932, le banquier devient son représentant, chargé de défendre ses intérêts dans des affaires situées à l'étranger. Le titulaire des valeurs n'a plus à faire la déclaration des revenus qu'il a touchés: le banquier est chargé de retenir l'impôt, ce qui est plus pratique pour l'assujetti.

Pour apprécier ces remarques à leur juste valeur, il est bon de les rapprocher du total des recouvrements (1) des impôts pour lesquels le banquier joue le rôle de collecteur ou apporte au Fisc sa collaboration.

Et tout d'abord, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dans la perception duquel le banquier joue un rôle très important: en 1936, cet impôt a atteint un montant de: 2.843.114.000 francs.

Pour la même année, le produit du timbre des valeurs

(1) *Annuaire statistique*, année 1936, 52^e vol., pp. 285 à 287.

mobilières a été de: 366.524.000 francs; celui du droit de transmission: 416.976.000 francs. L'impôt sur les opérations de bourse de valeurs a atteint 182.120.000 francs; la taxe sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements: 216.819.000 francs.

§ 2. Le rôle fiscal du banquier, au point de vue de ses rapports avec la clientèle.

On a trop souvent et avec trop d'insistance souligné les avantages du rôle fiscal du banquier, ci-dessus énumérés, pour que nous ne relevions pas les inconvénients qui en découlent dans les rapports du banquier avec sa clientèle.

Tout d'abord, est-il si vrai que le banquier devenu collaborateur du Fisc soit la marque d'une heureuse évolution?

Au début, certainement! Mais, aujourd'hui, la masse des contribuables est beaucoup plus avertie des questions fiscales; elle sait que derrière le banquier, il y a le Fisc. Il n'y a qu'à regarder aux guichets d'une banque, aux guichets d'un service des coupons, les contribuables venir encaisser les revenus de leurs titres. La grande majorité d'entre eux demandent au guichetier le décompte sur une feuille de papier du produit brut et du produit net de leurs coupons. Le travail des guichetiers en est d'ailleurs considérablement alourdi; mais le contribuable désire connaître la part qui revient au Fisc, et il se rend parfaitement compte que l'impôt est lourd.

Ou bien, autre cas beaucoup plus rare, le contribuable est mal averti des impositions fiscales. Il croit alors sincèrement qu'il est la victime des établissements de banque, qui, grâce à leur tarif et à leur entente syndicale, lui appliquent des commissions et courtages élevés. Si bien que le rôle fiscal du banquier aboutit quelquefois à dresser le client contre son banquier, pour le plus grand dommage de ce dernier.

D'autre part, et ceci est extrêmement grave, à mesure que le rôle fiscal du banquier s'accroît, son rôle de conseiller choisi par les particuliers pour le placement ou la gestion de leur fortune mobilière tend à s'affaiblir. Car, plus le législateur accentue la collaboration du banquier, plus ce dernier passe aux yeux du client comme un informateur, un « dénonciateur » au service du Fisc. Ce sentiment s'est encore raffermi lorsque l'on a vu les banquiers, obéissant aux directives du Ministre des Finances et du gouvernement de la Banque de France, détourner leur clientèle de certaines opérations, qui incontestablement auraient été avantageuses pour elle; ce fut le cas en 1936 pour le commerce de l'or et, plus récemment, pour les opérations sur devises.

Or, jusqu'à ces derniers temps, le banquier jouait pour la gestion de la fortune mobilière le rôle que joue traditionnellement le notaire pour la gestion de la fortune immobilière: le notaire est, en effet, rarement compétent en matière de valeurs mobilières.

Mais, à l'heure actuelle, la clientèle française marque une tendance très nette à se détourner des banques françaises et à se laisser attirer par les Banques situées à l'étranger qui lui donnent toutes garanties de sécurité et de

secret. Les banquiers étrangers font ainsi une concurrence de plus en plus heureuse à leurs collègues français.

Dans une lettre au Ministre des Finances, M. Roger Lehideux, président de l'Union syndicale des Banquiers de Paris et de la province, écrivait, le 19 octobre 1936 :

« A attirer l'attention du public par la voie du *Journal Officiel*, sur les renseignements relatifs à la clientèle que les banques peuvent être amenées à fournir à votre Administration, vous parviendrez vite à détruire toute la confiance du public dans les banques et les marchés français pour le plus grand profit des banques et des marchés étrangers. Ni du point de vue des banques, ni du point de vue général, ni même du point de vue fiscal, une telle évolution n'est souhaitable. »

En effet, il y a non seulement évasion fiscale des capitaux, mais évasion territoriale. Les capitaux placés dans une banque à l'étranger sont employés généralement à l'achat de Valeurs Mobilières étrangères, et les revenus de ces valeurs sont touchés à l'étranger et demeurent à l'étranger. C'est ce dernier point surtout qui est inquiétant : car contrairement à ce que pense à l'heure présente une bonne partie de l'opinion publique, l'achat par un Français de valeurs étrangères n'a en soi rien de répréhensible et de désastreux pour le crédit public.

Il ne faut pas oublier qu'en 1917 la réquisition des valeurs mobilières étrangères permit au Président Ribot d'assurer les livraisons, de la part de l'Angleterre et de l'Amérique, des fournitures et des ravitaillements indispensables à la France.

D'autre part, l'encaissement des revenus de ces valeurs influence favorablement la balance des paiements et peut compenser le déficit de la balance commerciale.

Il n'en est plus de même lorsque ces revenus sont touchés à l'étranger et y restent. Le marché français est alors privé de disponibilités importantes, car un temps souvent fort long peut s'écouler, surtout si l'atmosphère internationale n'est pas bonne, avant que cet argent revienne, par le canal d'un emprunt extérieur ou autre, revigorer l'économie nationale. Les sociétés et les collectivités françaises trouvent difficilement à emprunter, et doivent servir à leurs créanciers des intérêts élevés. Il sera encore plus difficile de créer des sociétés nouvelles et de placer leur titres dans le public.

Quant au banquier, s'il veut lutter efficacement contre la concurrence étrangère, il ne lui reste plus qu'une solution : celle de créer des succursales à l'étranger et de les doter d'une certaine autonomie.

Enfin — autre conséquence de son rôle fiscal — il semble bien que le banquier soit responsable des trop perçus effectués par erreur pour le compte du Fisc, et qui, par suite d'une prescription, ne peuvent être récupérés. C'est l'application des principes généraux de la responsabilité : le banquier a prêté, par exemple, ses services à une société émettrice pour assurer toutes opérations de transferts. Il commet une erreur sur le total des sommes à verser au Fisc ; deux ans s'écoulent ; la société émettrice, en vérifiant les livres, s'aperçoit de l'erreur. Le banquier est obligé de lui rembourser la différence entre le trop-perçu et ce qu'il aurait dû percevoir ; et la prescription l'empêche de se retourner contre le Fisc. Toutefois, à notre connaissance, la question n'a jamais été posée devant les tribunaux.

§ 3. Le rôle fiscal du banquier au point de vue de ses rapports avec le fisc.

A. — LES AVANTAGES QU'EN RETIRE LE FISC

1. *Système des acquisitions au profit de l'Etat.*

La collaboration du banquier avec le Fisc se traduit avantageusement pour ce dernier dans le système des acquisitions au profit de l'Etat.

L'Etat, à la suite de prescription, devient propriétaire de droit des sommes, titres, valeurs qui n'ont fait l'objet durant un temps de durée variable d'aucune opération ou réclamation. C'est ainsi que l'Etat acquiert définitivement le montant des coupons, intérêts ou dividendes atteints par la prescription quinquennale et afférents à des actions ou à des obligations négociables émises par toute société commerciale ou civile ou par toute collectivité soit privée, soit publique. L'article 56 de la loi du 31 décembre 1936 a étendu l'application de ce système à tous les produits des titres négociables et notamment des parts de fondateurs, qui n'étaient pas visés dans l'ancien article 171 du Code des Valeurs Mobilières.

De même, reviennent à l'Etat, les actions, parts de fondateurs, obligations et autres valeurs de sociétés ou collectivités, lorsqu'elles sont atteintes par la prescription trentenaire.

Au bout de trente ans, tous les avoirs en espèces et les dépôts de sommes d'argent et de titres dans les banques, établissements de crédit et autres établissements recevant des fonds en dépôt ou en compte courant, qui n'ont fait

l'objet de la part des ayants-droits d'aucune opération ou réclamation, sont acquis à l'Etat.

L'Etat bénéficie aux lieux et places des sociétés débitrices, des stipulations accordant à ces dernières une prescription conventionnelle de plus courte durée que la prescription trentenaire (article 56, loi du 31 décembre 1936). Ceci fait échec à une jurisprudence consacrée par un arrêt de la Cour de Cassation du 10 mars 1936 (*Gazette du Palais*, 1936, 1^{er} semestre, page 722).

Les agents de l'Enregistrement, des domaines et du timbre ont le droit de prendre communication au siège des banques, établissements de crédit ou dans leurs agences ou succursales, de tous registres, délibérations, documents quelconques pouvant servir au contrôle des sommes ou titres à remettre à l'Etat (article 172 du Code des Valeurs Mobilières).

Les contraventions à ces dispositions sont punies d'une amende de 100 à 5.000 francs; l'amende peut être augmentée, le cas échéant, d'une somme égale au montant des coupons, intérêts, ou à la valeur nominale des titres pour le versement ou la remise desquels une omission, dissimulation ou fraude quelconque a été commise, au préjudice de l'Etat, par l'établissement de Banque considéré.

2. *Le Droit de Communication.*

Le rôle fiscal du Banquier marque un point final avec le droit de communication reconnu au Fisc.

Ce droit de communication est général; il s'ajoute aux divers droits de regard que différents textes que nous avons rencontrés accordent à l'Administration à propos de certaines opérations: ainsi, l'article 175 du Code des

Valeurs Mobilières au sujet des valeurs de Bourse — l'article 174 du Code de l'Enregistrement concernant la location des coffres-forts — l'article 66, 5^e alinéa, du Code des Valeurs Mobilières au sujet des Valeurs Mobilières non abonnées et des fonds d'Etats étrangers.

Il est bon de remarquer qu'historiquement l'Administration de l'Enregistrement fut la première à en bénéficier: jusqu'en 1917, elle en profita, seule, pour les impôts dont elle assurait la perception.

Puis, avec l'abandon des « quatre vieilles », basées sur les signes extérieurs, il fut nécessaire de reconnaître à l'Administration des Contributions Directes un droit de communication.

Or, lorsque le droit de communication concerne des impôts sur des écrits, des actes, des mutations, il a un champ d'application limité et strict: le droit de communication, par exemple, qui porte sur les minutes des notaires pour le timbre et l'enregistrement.

Au contraire, lorsque le droit de communication s'applique à des impôts perçus en dehors de toute présentation matérielle, il porte sur des pièces et écritures comptables, s'étend et pénètre davantage dans le cœur de l'activité d'une entreprise: il est plus indiscret, plus gênant.

L'article 7 de la loi du 31 juillet 1917 soumit au droit de communication tous les commerçants et industriels dont le bénéfice dépasse 50.000 francs. Quelques années plus tard, la loi du 31 juillet 1920, par son article 32, soumettait au droit de communication tous ceux qui réalisaient un chiffre d'affaires supérieur à 50.000 francs.

De plus, à la suite des lois du 5 juin 1850, articles 16 et 28; du 23 août 1871, article 22; du 21 juin 1875,

article 7; du 7 mars 1925, article 42; du 13 juillet 1925, article 39, paragraphe 3; du 4 avril 1926, article 32, les sociétés par actions, les sociétés à responsabilité limitée, les compagnies, les sociétés ou particuliers exerçant le commerce de banque sont soumis au droit de communication, quel que soit le montant de leurs bénéfices.

Or, les renseignements ainsi obtenus peuvent servir au contrôle d'autres impôts. « Pour l'établissement des divers impôts portant sur les revenus (impôts cédulaires), déclare l'article 55 de la loi du 31 juillet 1917, l'Administration des Contributions Directes a le droit d'obtenir de tous les services publics communication des renseignements recueillis par ceux-ci en vertu des lois existantes. »

Et l'article 151 du Code des Contributions Directes (articles 232 du Code de l'Enregistrement et 39 du Code du Timbre) reproduisant l'article 31, paragraphe premier de la loi du 31 juillet 1920, stipule: « En aucun cas, les Administrations de l'Etat, des départements et des communes, ainsi que les entreprises concédées ou contrôlées par l'Etat, les départements et les communes, de même que tous les établissements ou organismes quelconques soumis au contrôle de l'autorité administrative, ne peuvent opposer le secret professionnel aux agents de l'Administration des Finances ayant au moins le grade de contrôleur, qui, pour établir les impôts institués par les lois existantes, leur demandent communication des documents de service qu'elles détiennent... ni au juge d'instruction, saisi d'une plainte régulière de l'Administration, qui les interrogera sur les faits faisant l'objet de la plainte ».

On ne peut donc pas prétendre qu'il y a détournement de pouvoir lorsque l'Administration des Contributions

Directes utilise les documents ou les renseignements que l'Administration de l'Enregistrement a recueillis. Et, en fait, l'échange et la communication des documents et renseignements est de pratique courante entre les deux administrations.

Bien plus, aucune restriction n'étant mise aux conditions dans lesquelles les investigations et les recherches sont effectuées, le droit de communication peut être utilisé pour le contrôle des impositions des tiers.

L'article 154 du Code des Contributions Directes et les articles 225 et 230 du Code de l'Enregistrement sont ainsi rédigés:

Article 154 du Code des Contributions Directes:
« Pour permettre le contrôle des déclarations d'impôts souscrites tant par les intéressés eux-mêmes que par des tiers, tous banquiers, administrateurs de biens et autres commerçants faisant profession de payer des revenus de valeurs mobilières ou dont la profession comporte à titre accessoire des paiements de cette nature, ainsi que tous les commerçants qui ne sont pas soumis au régime du forfait institué par l'article 13 ci-dessus, sont tenus de représenter à toute réquisition des agents des Contributions Directes ayant au moins le grade de contrôleur, les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du Code de Commerce, ainsi que tous livres et documents annexes, pièces de recette et de dépense ».

Article 225 du Code de l'Enregistrement: « Les sociétés, compagnies d'assurances, assureurs contre l'incendie ou sur la vie et tous autres assujettis aux vérifications de l'Administration sont tenus de communiquer aux agents de l'Administration de l'Enregistrement, tant au siège

social que dans les succursales et agences, les polices ainsi que leurs livres, registres, titres, pièces de recettes, de dépenses et de comptabilité, afin que ces agents s'assurent de l'exécution des lois sur l'Enregistrement ».

Article 230 du Code de l'Enregistrement (article 32, loi du 4 avril 1926; article 103 du Code des Valeurs Mobilières): « Les pouvoirs appartenant aux agents de l'Enregistrement par application de la législation en vigueur à l'égard des sociétés par actions peuvent être exercés à l'égard de toutes personnes ou de tous établissements exerçant le commerce de banque, en vue du contrôle du paiement des impôts dûs tant par ces derniers que par des tiers ».

Il résulte de ces textes que, s'agissant de la vérification des déclarations d'impôt, quelles qu'elles soient, les Agents des Contributions Directes ayant au moins le grade de contrôleur et, s'agissant du contrôle du paiement des impôts en général quelqu'en soient les débiteurs, tous les Agents de l'Administration de l'Enregistrement ont le droit de demander communication aux banquiers ou aux sociétés de banque de tous leurs documents.

L'Administration n'a pas à indiquer les buts et motifs de sa demande de communication. L'assujetti doit présenter ses livres et documents aux agents de l'Enregistrement, mais n'a pas à effectuer de recherches ou à interpréter les opérations de ses clients pour renseigner ensuite l'Administration.

De plus, le droit de communication est un droit qui doit s'exercer sur place. Cependant, l'article 3 de la loi du 13 août 1936 a apporté, à ce sujet, un changement. « L'article 124 du Code des Impôts Directs est complété

par les alinéas suivants: Pour l'application des dispositions ci-dessus, le droit de communication prévu aux articles 154 et 155 ci-après peut s'exercer *par demandes de copies* des documents visés aux dits articles faisant mention des opérations effectuées pour le compte de toute personne physique ou morale.

« Les sanctions applicables en cas de refus de communication sont celles de l'article 156 ci-après. Au cas de renseignements sciemment inexacts, les contrevenants sont passibles des peines prévues à l'article 133 ci-après. »

La demande de communication par voie de remise de copies doit par conséquent avoir pour but l'application de l'article 124 du Code des Impôts Directs; or, cet article a trait uniquement aux déclarations d'avoirs à l'étranger. La demande de communication sous cette nouvelle forme a donc un champ d'application très limité.

Il faut encore souligner que, seuls, ont qualité pour demander et recevoir les copies de documents, les agents des Contributions Directes ayant au moins le grade de contrôleur.

Enfin, l'établissement de copies ne peut être requis que pour des cas individuels et non pour des catégories d'opérations ou de documents ou de renseignements d'ensemble.

Mais l'Administration interprète beaucoup plus largement ces textes et est portée à méconnaître ces restrictions.

Ainsi par la Circulaire ministérielle du 8 octobre 1936 les banquiers sont tenus de remettre, en tant qu'intermédiaires assujettis à la tenue du répertoire des opérations de Bourse, au *Bureau de l'Enregistrement*, la liste

des clients, — avec nom et domicile, numéro d'inscription au répertoire, et le nombre et la désignation des titres achetés, — qui ayant engagé des opérations à terme sur les bourses françaises de valeurs entre le 21 et le 26 septembre 1936, ont levé leurs titres en liquidation.

Il ne s'agit donc plus de *copies de documents* même détenus par les intermédiaires, mais de relevés de toute une catégorie d'opérations. Or, cette demande de communication par voie de copies est contraire à l'esprit de la loi: dans les débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi on avait bien expliqué qu'il ne s'agissait que de copies de documents intéressant individuellement tel ou tel des clients du banquier.

Enfin, dans ce cas particulier, il est inquiétant de voir une simple circulaire donner à la loi une pareille extension.

3. *La simplification de la tâche du Fisc.*

En dehors de l'exercice du contrôle, — lui-même grandement facilité par l'étendue du droit de communication et par le système généralisé des déclarations, — le Fisc joue un rôle passif dans la rentrée des impôts dont le banquier est le collecteur.

Le Fisc fait alors fonction de Caissier de recettes: il attend que le banquier lui verse le montant des impôts qu'il a perçus. Le nombre des fonctionnaires se trouve de la sorte minime eu égard à ce qu'il serait si la collection des impôts se faisait directement par les agents du Fisc. Le système est assurément avantageux pour le Fisc.

D'autre part, la perception de ces impôts s'effectue par les soins d'un personnel expérimenté, très au courant

des choses de la banque; car ces employés vivent dans ce milieu et ont, la plupart du temps, occupé précédemment dans leur Maison des postes d'activité bancaire proprement dite. Ce personnel offre enfin les mêmes garanties de moralité que le corps des fonctionnaires.

On peut donc penser que l'Administration, s'il lui en prenait envie, arriverait difficilement à former des cadres de fonctionnaires ayant semblable valeur. Il lui faudrait, à coup sûr, beaucoup de temps, et il n'est pas dit que ces fonctionnaires fournissent le même rendement.

Certes, ces employés qui dans le grand établissement de banque remplissent exclusivement ces tâches fiscales, sont comme leurs collègues sous la dépendance de leur employeur et peuvent être influencés par lui.

Mais le banquier, lui-même, offre au Fisc toutes garanties: en plus des conditions de moralité qu'il doit remplir pour effectuer son commerce (2), le banquier est un homme imbu du respect de la loi et des pouvoirs constitués. Il appartient à une corporation fortement disciplinée et qui est sur ce dernier point particulièrement intran-

(2) La loi du 19 juin 1930 interdit à tout individu condamné pour crime de droit commun, pour vol, pour abus de confiance, pour escroquerie ou pour délit puni par les lois des peines de l'escroquerie, pour soustraction commise par dépositaire public, pour extorsion de fonds ou valeurs, pour émission de mauvaise foi de chèques sans provision, pour atteinte au crédit de l'Etat, pour recel de choses obtenues à l'aide de ces infractions, de faire, à titre professionnel, des opérations de banque, des opérations de placement ou de bourse sur valeurs mobilières, et de diriger, administrer, gérer à un titre quelconque une société ou une agence de société ayant ces opérations pour objet, ou encore de signer pour elles.

La même interdiction est encourue par l'individu condamné pour tentative ou complicité de ces infractions, par l'individu condamné pour les mêmes raisons devant des juridictions étrangères, et par les faillis non réhabilités.

sigeante: le banquier ne commettrait pas la maladresse de s'en faire exclure. Il a besoin de l'estime de ses pairs; il connaît le prix d'une forte honorabilité et sait ce qu'elle représente.

Enfin, il a un intérêt évident à ne pas entrer en conflit avec le Fisc. Le bruit que peut faire un procès avec l'Administration, ou l'application d'une pénalité quelconque, peut effrayer sa clientèle et la détourner de ses guichets. Ou bien, par suite de ses négligences, il s'exposerait à des actions en responsabilité de la part de clients obligés de subir des droits en sus et des pénalités: ce serait, par exemple, le cas, d'ailleurs improbable, d'une banque qui ayant été chargée par une société d'assurer le service financier d'une émission de titres, aurait omis, une fois l'impression des titres réalisée, de les faire timbrer.

Le Fisc trouve donc dans le banquier un collaborateur particulièrement assidu et soumis.

B. — LES INCONVÉNIENTS QUI EN RÉSULTENT POUR LE BANQUIER

À tous les avantages qui résultent pour le Fisc de la collaboration du banquier correspondent autant d'inconvénients pour ce dernier.

A cause du rôle fiscal qu'il doit remplir, le banquier est astreint à la tenue de nombreux registres, répertoires, documents et pièces; au cours de notre étude, nous les avons signalés et avons fait remarquer chaque fois la charge supplémentaire qui en découle. Aussi, nous n'y revenons pas.

On notera seulement que les continuelles modifica-

tions des taux de nos impôts rendent ces charges encore plus onéreuses. Dans une intervention à la Chambre des Députés, le 17 décembre 1936, lors de la discussion de la loi de Finances de 1937, M. Léon Baréty, ancien rapporteur général du Budget, soulignait les inconvénients graves résultant de ces sans cesse remaniements et les travaux supplémentaires qu'ils imposent aux contrôleurs chargés de l'assiette. On peut en dire autant pour le banquier collecteur d'impôts: une modification de tarif d'imposition nécessite l'impression de feuilles de service, de notes, une mise à jour par les employés chargés des perceptions d'impôts, un classement de ces documents, la réédition des cotes utilisées et leur envoi aux correspondants.

A ces obligations s'ajoute celle de la communication au Fisc, qui, toujours ennuyeuse, peut devenir singulièrement gênante, lorsque ces registres, documents, etc... sont indispensables à la marche d'un service de la banque.

La loi, quelquefois, a fixé la durée maxima de la communication; ainsi, nous avons vu à propos de l'impôt sur les opérations de bourse que le dernier alinéa de l'article 30 de la loi du 28 avril 1893 fixe à deux jours, maximum, la durée de l'examen des écritures des assujettis, quand un procès-verbal de contravention a été dressé ou quand le répertoire de l'un ne mentionne pas la contrepartie d'une opération constatée sur le répertoire de l'autre.

Mais le délai fixé est toujours relativement long: la division du travail est trop poussée dans une banque moderne pour qu'il soit possible d'arrêter, ne serait-ce qu'une demi-heure, un service dont les livres font l'objet

d'une communication au Fisc, sans troubler ou même arrêter la marche d'autres services. Le banquier sera ainsi amené à tenir des brouillons qui seront ensuite recopiés, la communication terminée, sur les registres. D'où une perte de temps sensible et une possibilité accrue d'erreurs.

L'obligation de la communication devient encore plus accablante lorsqu'elle s'exerce par demande de copies de documents; et l'on sait que sur ce point l'Administration, peu respectueuse du texte de l'article 3 de la loi du 13 août 1936, élargit cette obligation et exige la copie d'ensembles de catégorie d'opérations ou de renseignements.

Il se fait ainsi dans une grande banque moderne un énorme travail à but purement fiscal, qui constitue un véritable poids mort pour son activité. Le banquier doit ainsi rétribuer un personnel, d'année en année plus nombreux, dont le travail n'a absolument rien à voir avec les opérations de banque.

Or, en face de tout ceci, quel avantage retire le banquier?

Un texte, le dernier alinéa de l'article 36 de la loi du 29 mars 1914, prévoit l'attribution de remises aux établissements de banque collecteurs de l'impôt sur le revenu des Valeurs Mobilières. Le décret du 14 décembre 1920 prévoit que ces remises seront liquidées à l'expiration de chaque année, d'après le montant des prélèvements d'impôt effectués au cours de l'année précédente, et sous déduction du montant des taxes qui auraient été restituées.

Le taux de ces remises est ridiculement bas, face à tous les frais engagés par le banquier: 0,50 pour cent sur les

premiers 100.000 francs, et sur la partie de l'impôt excédant 100.000 francs, 375 millimes pour 100. Une enquête conduite en 1931 dans les grandes Maisons de banque de la Place avait montré que ces remises représentaient le 1/10^e des frais engagés. On sait combien il est difficile de fournir de pareilles estimations. Certains frais généraux comme ceux de chauffage, éclairage, entretien, défense contre l'incendie et le vol, etc..., ne sont pas ventilés de la même façon dans toutes les maisons. Certaines banques ne font pas l'application de ces frais généraux à leurs différents services. C'est pourquoi nous n'abusons pas de ces citations d'évaluations. Mais ce chiffre du 1/10^e des frais engagés était généralement admis et ne fut pas contesté. Depuis, le tarif des impôts s'étant élevé, les perceptions d'impôts ont augmenté et le produit des remises a grandi en conséquence. Mais ce que l'on a appelé « les charges sociales » (minima de salaires, congés payés, semaine de 40 heures) se sont considérablement accrues dans toutes les entreprises; si bien que le produit des remises ne doit même pas aujourd'hui couvrir le 1/10^e des dépenses engagées. Une des conséquences, et non la moindre, est que tout un personnel très qualifié et à tous points de vue intéressant est payé à des taux restreints.

Bien plus, malgré les services considérables rendus quasi-gratuitement au Fisc, le banquier reste toujours vis-à-vis de lui dans la situation d'un simple assujetti.

Aucune indulgence ne lui est témoignée, même en cas d'erreurs de perceptions où sa bonne foi n'est pas mise en doute; une contravention sera immédiatement dressée contre lui. Or, tout le monde connaît le traitement bien-

veillant de l'Administration vis-à-vis de ses agents qui ont commis des erreurs de perception. Une telle différence de traitement est injustifiée.

Certes, dans la société actuelle, le banquier n'est pas le seul à supporter les charges accablantes et les responsabilités d'un rôle fiscal imposé. Le notaire, par exemple, doit lui aussi jouer un rôle fiscal important. Seulement, le notaire est officier public; dans la mesure où il confère l'authenticité aux actes, il détient une parcelle de l'autorité publique. Sa fonction le protège; ses honoraires ne sont pas soumis à la loi de la concurrence, comme les commissions et les courtages du banquier. Et l'on n' imagine pas un notaire de l'étranger concurrençant un notaire de France!

Aussi serait-il nécessaire de généraliser le système de la loi de 1914, le système des remises sur le montant des impôts perçus. Il faudrait, de plus, que le taux de ces remises fasse l'objet de relèvements importants, de telle sorte que les frais de personnel et de fournitures de bureaux soient au moins couverts. Comme ces remises sont d'un montant proportionnel aux recouvrements, un minimum devrait être assuré, en toutes hypothèses, au banquier. Ce minimum serait calculé d'après la valeur moyenne d'une journée d'employé de banque qui pourrait être contradictoirement déterminée par l'Administration et les syndicats locaux de patrons et d'employés.

Ce serait simple justice; tandis que faire supporter à des organismes privés et à certains d'entre eux seulement, tout le poids d'une tâche qui, en définitive, devrait échoir

à l'Administration parce qu'elle lui est normalement dévolue, est une injustice criarde.

On est alors amené à se demander si ce rôle fiscal du banquier est établi sur une base doctrinale.

A son début, indiscutablement non. Puis, avec les besoins toujours accrus de l'Etat, on prit l'argent là où il se trouvait le plus certainement. Ensuite, certains ont vu dans la fiscalité un moyen de transformation sociale, une arme propre à détruire les bases d'une société qu'ils désiraient reconstruire sur d'autres fondements. A ce moment-là, on a recherché des justifications doctrinales.

On a fait remarquer que le grand établissement de banque avec son réseau d'activité, ses multiples ramifications qui souvent s'étendent sur toute la métropole et les colonies, avec le volume important des affaires qu'il traite, était en somme le « *reflet de l'organisme Etat* ». Il serait en conséquence tout naturel qu'il remplisse certaines fonctions qui appartiennent à l'Etat, celle notamment de faire la collection de certains impôts. C'est là une opinion aujourd'hui très répandue dans certains milieux parlementaires.

On éprouve quelque hésitation à qualifier cet argument de doctrinal. L'expression de « *reflet de l'organisme Etat* » est extrêmement vague. On ne voit pas très bien à l'analyse ce qu'elle peut signifier. L'Etat n'est pas autre chose que le milieu où se produit la différenciation entre gouvernants et gouvernés; et celle-ci se manifeste par la puissance publique. Si l'activité du banquier laisse apparaître « un reflet

de l'organisme Etat », à aucun moment elle ne met en jeu la puissance publique.

Beaucoup plus sérieuses sont les doctrines qui prônent l'organisation du crédit par le contrôle de l'Etat sur les banques privées, l'étatisation ou la nationalisation des établissements de crédit. Nous n'avons ici ni à les exposer, ni à les critiquer. Nous dirons simplement d'elles, qu'elles tirent leur origine de l'importance prise par les banques dans la vie économique et financière d'un pays, des besoins formidables du Trésor et de la croyance qu'en mettant son emprise sur les banques, l'Etat remplirait plus aisément ses caisses. Leur conséquence nécessaire est d'enchaîner au crédit de l'Etat le crédit de ces entreprises, de telle sorte que le premier étant mauvais le second le sera aussi; il n'est pas certain, qu'en de telles conjonctures, les banques françaises conservent une clientèle.

Mais au point de vue particulier auquel nous nous sommes placés, celui de la collaboration fiscale fournie par le banquier, les conséquences d'une étatisation ne présentent aucun caractère avantageux. L'Etat n'obtiendra jamais plus du banquier que ce qu'il obtient à l'heure actuelle. La banque devenue établissement public, l'Etat devra rétribuer, alors qu'il se dispense aujourd'hui de le faire, ces employés qui assurent la collection des impôts. C'est une des conséquences de la nationalisation des banques qui se trouve au revers de la médaille. On ne saurait trop souligner cette remarque. Et lorsque l'on s'aperçoit que parmi les quarante-huit questions posées aux banquiers, à la suite de l'enquête menée par la Sous-Commission, dite d'orga-

nisation du crédit, de la Commission des Finances de la Chambre, aucune ne concerne le rôle fiscal du banquier, on est bien autorisé à penser que c'est là un point qui échappe au législateur.

Vu:

Le Doyen,
ALLIX.

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

Vu:

Le Président de la Thèse,
Achille MESTRE.

BIBLIOGRAPHIE

- Activité Economique (L')*, Bulletin trimestriel, Institut de statistique de l'Université de Paris et Institut scientifique de recherches économiques et sociales.
- AFTALION. — *Monnaie, prix et change*, Expériences récentes et théories, 1927.
Les crises économiques et financières, Académie de Droit International, 1932, t. 39.
- ALLIX. — *Traité de science des Finances et de législation financière française*, 6^e édit., 1931.
- ALLIX et LECERCLE. — *Impôt sur le revenu*, Traité théorique et pratique, 4 volumes, 1926-1930 et leur supplément.
Les droits d'Enregistrement, traité théorique et pratique, t. I, 1933.
- A. N. S. A. — *Enquête sur les charges administratives imposées aux sociétés par l'application des lois fiscales et sociales*, 1932.
Annuaire statistique 1936, 52^e volume.
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*.
- BANQUE. — *La banque et ses services*, 12 vol. et 1^{re} mise à jour, octobre 1933.
Banque, revue mensuelle.
- BAUDOUX. — *Les charges fiscales des sociétés anonymes françaises*, Paris, 1926.
- BESSON. — *La réforme fiscale des successions*, Paris, 1901.
Bulletin législatif Dalloz.
- Capital (Le)*, Journal financier.
- Code de l'Enregistrement*, Ministère des Finances, 1937.
- Code Fiscal des Valeurs Mobilières*, Chiron, 1935.
- COPPER-ROYER et GUILHAUMONT. — *Codification fiscale*, 1935.
- COURCELLE-SENEUIL. — *Les opérations de banque*, 13^e édit., A. Liesse.

DALLOZ. — *Codes annotés.*

Code de l'Enregistrement, édit. 1924 et supplément 1934.

Recueil hebdomadaire de jurisprudence.

Recueil périodique et critique de jurisprudence, législation, et de doctrine en matière civile, commerciale, administrative, criminelle et de droit public.

Répertoire pratique.

DAUPHIN-MEUNIER. — *La banque à travers les âges*, 1937.

Décrets de codifications fiscales, Sirey, 1935.

Economist (The).

Economiste Français (L'), A. Liesse.

ESCARRA (Jean), ESCARRA (Edouard) et RAULT. — *Principes de Droit Commercial*, t. I, 1934 et t. VI, 1936.

FRANÇOIS-MARSAL. — *Encyclopédie de banque et de bourse*. Créte, 1928.
Gazette du Palais.

HAUSER. — *Les valeurs mobilières et l'évasion fiscale*. Paris, 1926.

JÈZE. — *Les principes généraux du Droit Administratif*, 3 vol. 1925-1930,
3^e éd.

Le budget, 1910.

La monnaie de paiement dans les emprunts publics d'Etat, 1924.

Journal de l'Enregistrement.

Journal des Finances, Gaston JÈZE.

Journal des Economistes, Germain-MARTIN et A. AUPETIT.

Journal des Notaires.

Journal Officiel: Lois et décrets.

Débats parlementaires.

Loi (La).

LYON. — *Le banquier, agent du Fisc*, Montpellier, 1933.

MAGUÉRO. — *Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques*, et Supplément.

MESTRE. — *La constitution de l'Etat*, dans: la Réforme de l'Etat, 1936.

MYRBACH-RHEINFELD (Von F.). — *Précis de droit financier* (trad. Bouché Leclercq).

NADAL. — *Recueil des lois, décrets, règlements concernant les valeurs mobilières.*

NORDMAN. — *Exportation de capitaux et évasion fiscale*, Paris, 1927.

PARLANGE. — *Les banques, auxiliaires du Fisc*, Paris, 1930.

PETITPAS. — *Le compte-joint en France et à l'étranger*, Paris, 1909.

PIERSON. — *Les revenus de l'Etat* (trad. Suret).

- PILLET. — *Traité pratique de droit international privé.*
- PLANIOU. — *Traité élémentaire de droit civil*, t. III.
- QUESNOT. — *Administration financière. Méthodes comptables et bilans*, 5^e éd., 1933.
- Recueil des questions fiscales.* Collection des juristes.
- Renseignements statistiques relatifs aux impôts directs.* Ministère des Finances. Direction générale des Contributions Directes.
- Répertoire périodique de l'Enregistrement, des Contributions Directes, des domaines, du timbre et des hypothèques.*
- Revue des Contributions et de l'Enregistrement.* — A. LIESSE et A. WAHL.
- Revue de Droit fiscal et commercial.*
- Revue d'Economie Politique.* — Charles RIST et Gaëtan PIROU.
- Revue de l'Enregistrement, des hypothèques, du timbre et du Domaine.* — MAGUÉRO et MOLAS.
- Revue des Impôts sur le commerce et l'industrie.*
- Revue des services financiers.*
- RIST. — *Tableaux de l'Economie française*, 1935.
- ROGEON. — *Régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières.*
- Sans-Fil. — Edgard ALLIX.
- SELIGMAN (E.-R.-A.). — *L'impôt sur le revenu* (trad. Oualid W.). — *Essais sur l'impôt* (trad. Suret), 2 vol.
- SIREY. — *Recueil Sirey.*
Supplément aux lois.
- TROTABAS. — *Précis de science et de législation financière.*
- TRUCHY. — *Cours d'économie politique*, t. 1, 4^e éd., 1936; t. 2, 3^e éd., 1934.
- Union syndicale des Banquiers. Rapports.
- VALÉRY. — *Traité de la location des coffres-forts*, 2^e éd., 1926.
- VEYRIERAS. — *Traité des taxes de timbre, de transmission et du revenu dont sont redevables les sociétés de toute nature*, 1924.
- VINCENT. — *Traité technique et pratique des droits d'enregistrement de timbres et d'hypothèques*, 1927.
Traité technique et pratique de droit fiscal bancaire, 1929.
Régime fiscal des sociétés, des valeurs mobilières et des assurances, 1927.
- WAGNER (A.). — *La science des Finances*, 5 vol. (trad. H. Vouters, Roujat, Hallier, etc.).
- WAHL. — *Traité de Droit fiscal*, 3 vol., 1902-1906.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5

CHAPITRE I

Impôts sur les valeurs mobilières

A. — IMPOTS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES FRANÇAISES

§ I. — IMPOT DU TIMBRE.

Comment le banquier est amené à y jouer un rôle fiscal	9
Timbrage des actions:	
Timbre au comptant: Titres assujettis. Tarif. Calcul du droit. Mode de perception	10
Timbre par abonnement: Tarif. Titres soumis. Modes de calcul et de paiement. Exceptions . .	11
Timbrage des obligations:	
Timbre au comptant: Titres assujettis. Tarif . .	13
Timbre par abonnement: Titres soumis. Tarif et mode de paiement	13
Sanctions	14

§ II. — IMPOT DE TRANSMISSION.

Le rôle fiscal du banquier. Le décret du 25 octobre 1934	14
Le droit de transmission et la taxe annuelle . . .	15

I. — *Titres nominatifs*:

a) Négociation en bourse: Avis de réalisation de conversion. Cas des titres « essentiellement nominatifs ». Transfert d'ordre. Délais . .	15
---	----

b) Conversion: Absence de droit sauf pour les titres à ordre mis au porteur. Délivrance d'un récépissé et sa suppression par le décret du 25 octobre 1934. Délais	18
c) Mutation:	
1. — Exigence d'un certificat de propriété. La charge qui en résulte pour le banquier	20
2. — Exigence d'un certificat de l'Enregistrement. Le rôle du banquier	24
Pénalités sanctionnant l'inobservance des délais.	25
II. — <i>Titres au porteur. — Titres ne se transmettant pas obligatoirement par transfert sur les registres sociaux:</i>	
Taxe annuelle. Cas des actions et des parts non matérialisées dans des titres. Cas d'augmentation de capital: la valeur imposable des actions anciennes	25
Païement des droits: Déclaration d'existence. Modes de paiement et sanctions	27
§ III. — IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.	
L'article 50 du Code des Valeurs mobilières. Tarifs. Conditions d'application. Avance par la société. Récupération par le banquier. Règlement de l'impôt: globalement et par fractions. Dépôt de documents	30
a) Tantièmes et jetons de présence des administrateurs: l'histoire de leur imposition. L'article 30 de la loi du 4 avril 1926 et l'article 17 de la loi du 29 avril 1926. L'opinion de l'Administration. Le décret-loi du 8 juillet 1937, article 37	36
b) Jetons de présence des actionnaires: l'article 20 de la loi du 31 mars 1932. L'interprétation de l'Administration. Les deux arrêts de la Chambre des Requêtes du 21 octobre 1936. Sanctions: actions en recouvrement et en restitution. Prescriptions	41
c) Imposition du revenu des filiales: le régime d'exonération de la loi du 31 juillet 1920. Les	

modifications apportées par la loi du 31 décembre 1936	44
--	----

§ IV. — RÉGIME DE LA SUPPRESSION DU PRÉLÈVEMENT DE 10 % SUR LES RENTES ET VALEURS DU TRÉSOR. — ABOLITION DE CE PRÉLÈVEMENT.

L'article 54 de la loi de Finances du 31 décembre 1936. Les conditions d'application: vis-à-vis des titres; vis-à-vis des banques. Les conséquences qui en résultent. La suppression du prélèvement de 10 % par le décret du 25 août 1937	46
---	----

B. — IMPOTS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

I. — RÉGIME DE L'ABONNEMENT.

Le rôle fiscal du banquier. Les impôts applicables.	
Conditions de fonctionnement	54
a) Régime spécial des titres abonnés déposés en banque	58
b) Impôt sur la prime de change des valeurs étrangères abonnés	60
Suppression du caractère obligatoire de l'abonnement	62

II. — RÉGIME DU NON-ABONNEMENT.

§ I. <i>Impôt du timbre</i> : cas où le droit de timbre est exigé. Tarif. Liquidation. Cas de sociétés qui se désabonnent. Sanctions	63
§ II. <i>Impôt de transmission</i>	68
§ III. <i>Impôt sur le revenu</i> : les obligations du banquier: déclaration d'existence. Bordereau de paiement. Bordereau de négociation. Tenue de deux registres N ^{os} I et II. Liquidation de l'impôt. Règlement de l'impôt. Sanctions	69
a) Affidavit	74
b) Imposition des « funding » étrangers.	75
c) Impôt sur les primes de remboursement et les lots	77

d) Régime des titres non abonnés déposés en banque: l'agrément du banquier et ses conditions. La tenue des registres. Le règlement de l'impôt	77
e) Titres émis par les banques en représentation de titres étrangers: loi du 16 février 1932 et décret du 3 janvier 1933. L'article 30 de la loi du 31 juillet 1920. Conditions mises à l'émission des certificats	81

CHAPITRE II

Impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements

Tarif. Assiette: Commission de mouvement. Commission du plus fort découvert. Bénéfices de report. Exigibilité de l'impôt. Qui le supporte? La loi du 29 juin 1872 et la loi du 31 juillet 1917, article 40. Attitude de l'Administration	85
Modes de paiement: par apposition de timbres ou paiement sur état. Décret du 3 septembre 1935. Obligations et charges du banquier	89
Impôt sur le revenu des comptes courants: L'article 29 de la loi du 30 décembre 1918. Le décret du 8 juillet 1937. Le décret du 31 août 1937: article 121 <i>bis</i> du Code des Valeurs Mobilières. Le compte courant commercial et le compte de dépôt ou prêt à une maison commerciale . .	92

CHAPITRE III

Impôt sur les opérations de bourse

Nécessité d'un bordereau timbré pour: « toutes opérations de bourse »: opérations hors bourse. Opérations d'application. Opérations à terme et reports. Opérations non imposées.	95
--	----

Cas des opérations de « contre-partie » et de vente de titres par un banquier après leur prise ferme à l'émission: arrêts Chambre Civile de la Cour de Cassation du 25 février 1918 et 26 février 1929. L'interprétation de l'Administration. Le jugement du Tribunal de Besançon du 15 juillet 1931	96
Opérations sur « valeurs de toute nature ». Assiette de l'impôt. Tarif. Qui verse l'impôt et comment? Obligations à la charge du banquier. Sanctions	100

CHAPITRE IV

Impôt sur les successions

§ I. DÉCLARATION DES TITRES, SOMMES ET VALEURS DÉPENDANT D'UNE SUCCESSION:	
L'article 15, alinéa 3, de la loi du 25 février 1901: assujettis. Que doit-on déclarer? Délai. Sanctions et leur application	106
Présomptions de la loi du 18 avril 1918, article 17, modifiée par la loi du 13 juillet 1925; et de l'article 45 de la loi du 13 juillet 1925, modifiée par la loi du 19 décembre 1926, article 18	108
§ II. DÉCLARATION DES COMPTES - JOINTS OU COMPTES CONJOINTS:	
Définition du compte-joint. But de son utilisation. L'article 7 de la loi du 31 mars 1903. Cas de compte-joint de société en nom collectif et de société de fait: jugement du tribunal de Rochefort du 14 janvier 1920. Le rôle du banquier	111
§ III. AVOIRS EXISTANT OU DÉPOSÉS A L'ÉTRANGER. NÉCESSITÉ DE L'ENVOI EN POSSESSION:	
L'article 52 de la loi du 13 juillet 1925. La nécessité de l'envoi en possession. Le peu d'effet de cette disposition	114
La déclaration des avoirs à l'Etranger: lois du 20 juillet 1936, article 1 ^{er} ; du 13 août 1936, arti-	

cle 3, et du 30 juillet 1936, article 2. L'assistance fiscale internationale	115
§ IV. LES AYANTS-DROIT DOMICILIÉS A L'ETRANGER. EXIGENCE D'UN CERTIFICAT D'ACQUIT DES DROITS DE MUTATION: L'article 3 de la loi du 30 décembre 1903 et l'instruction ministérielle N° 3051, § 2. Sanctions . .	118
§ V. RÉGIME FISCAL DES LOCATIONS DE COFFRES-FORTS: Idées directrices. Les assujettis. Déclaration d'existence. Avis de location: article 49 de la loi du 31 décembre 1936. Tenue du répertoire alphabétique. Carnet de visite. Déclaration du locataire. Ouverture après décès: intervention du notaire. Cas de l'article 917 du Code de Procédure Civile. Droit de communication. Sanctions. Résultats .	120

CHAPITRE V

Impôt général sur le revenu

L'importance pour le Fisc du contrôle des revenus. La lutte contre la fraude: les divers moyens envisagés et leurs répercussions sur le commerce de banque	129
Le décret du 8 juillet 1937: le « relevé de coupons ». Justification d'identité. Présomption de propriété pour le présentateur. Relevé mensuel. Sanctions. Résultats . .	131

CHAPITRE VI

Les autres droits de timbre et d'Enregistrement

Solidarité des parties intervenantes à l'acte pour le paiement des droits. Sa répercussion sur le commerce de banque: timbrage des reçus et la technique bancaire. Papiers timbrés et timbres mobiles: l'article 1 ^{er} du décret-loi du 30 octobre 1935 et l'arrêt du 18 novembre 1935. La charge qui en résulte pour le banquier . .	137
---	-----

Droits de timbre et d'enregistrement sur les avances sur titres. Droits de timbre et d'enregistrement sur les ouvertures de crédit avec nantissement	142
--	-----

APPENDICE

Taxe exceptionnelle de 100 % sur les opérations spéculatives à terme sur le marché des changes

Le motif de son institution. Le décret du 8 juillet 1937. Son domaine d'application. Le rôle du banquier	147
--	-----

CONCLUSIONS

La déclaration des traitements et salaires. Les articles 67 et 68 du Code des Contributions Directes	151
La synthèse de la collaboration fiscale du banquier selon la façon dont elle s'exerce: collaboration directe positive et négative. Collaboration indirecte: le banquier informateur, le banquier contrôleur, le banquier débiteur solidaire. Variété et enchevêtrement de ces formes de collaboration: la raison de ceci	152
Examen de la collaboration fiscale du banquier selon les parties en jeu:	
§ I. Le rôle fiscal du banquier au point de vue des rapports du Fisc avec le contribuable: Elle évite le heurt du contribuable et du Fisc. Elle empêche les dissimulations. Elle allège le poids de l'impôt aux yeux du contribuable. Les commodités et avantages qu'en retire le contribuable. L'importance des recouvrements où intervient le banquier	156
§ II. Le rôle fiscal du banquier au point de vue de ses rapports avec la clientèle: Inconvénients: le contribuable aperçoit le Fisc derrière le banquier. Ou bien il se heurte au	

banquier. Affaiblissement du rôle de conseiller joué par le banquier. La concurrence des banques étrangères et ses conséquences. L'aggravation des responsabilités du banquier . 158

§ III. Le rôle fiscal du banquier au point de vue de ses rapports avec le Fisc:

a) Avantages retirés par le Fisc:

I. Le système des acquisitions au profit de l'Etat: les articles 171 et 172 du Code des valeurs Mobilières. Les modifications apportées par la loi du 31 décembre 1936 162

II. Le droit de communication: sa généralité. Textes. Utilisation d'un renseignement pour le contrôle de tout autre impôt. Secret professionnel non opposable. Pas de détournement de pouvoirs. Utilisation pour le contrôle des impositions des tiers: article 154 du Code des Impôts directs; articles 225 et 230 du Code de l'Enregistrement. Obligations de l'assujetti. Pouvoirs de l'Administration: L'article 3 de la loi du 13 août 1936. Demande de copies. L'interprétation de l'Administration et sa tendance à étendre la portée de ces textes 163

III. Simplification de la tâche du Fisc: allègement de son travail. Les garanties qu'il trouve dans le personnel des banques et dans le banquier . . . 169

b) Inconvénients pour le banquier:

Tenue de nombreuses pièces et registres. Frais entraînés par une modification de tarif d'impôt. La communication au Fisc, l'établissement de copies et la bonne marche des services d'une banque. La rétribution d'un personnel dont le travail est extra-bancaire. 171

TABLE DES MATIÈRES

191

Pages

Aucun avantage pour le banquier: insuffisance des remises de la loi du 29 mars 1914. Le banquier collecteur d'impôts reste, vis-à-vis du Fisc, un assujetti	173
Nécessité de généraliser le système des remises, de relever leur taux et d'établir un minimum de récupération des frais engagés	175
Le rôle fiscal du banquier et la nationalisation des banques	176
BIBLIOGRAPHIE	179

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

PALAIS-ROYAL, PARIS.

25-11-37.

